

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

TEXTES ÉMIS EN SEPTEMBRE ET OCTOBRE 2005

Directeur de la publication : Martine Marigeaud
Rédacteur en chef : Marie-Liesse Baudrez
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative -
Mission de la coordination documentaire
Contact : Véronique Van Temsche
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la culture
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication
Direction de l'administration générale
Sous-direction des affaires financières et générales
Centre de documentation juridique et administrative
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29 €

ISSN : 1295-8670

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Direction de l'administration générale

- Page 7 Décision du 28 septembre 2005 portant utilisation d'un ensemble immobilier domanial sis à Magny-les-Hameaux dans les Yvelines (78).

Direction de l'architecture et du patrimoine

- Page 8 Arrêté n° 033 du 6 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'ancien château des Évêques, de son ancienne chapelle castrale et de l'ancien cimetière de Plazac (Dordogne).
- Page 8 Arrêté n° MH.05-IMM.034 du 6 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques du manoir de Kermathéman Braz à Péder nec (Côtes d'Armor).
- Page 9 Arrêté n° MH.05-IMM.035 du 27 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'ensemble épiscopal de Lodève (Hérault).
- Page 10 Arrêté n° MH.05-IMM.036 du 27 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'escalier Renaissance de l'hôtel de Lestrade dit aussi «hôtel de la Joubertie», situé 1, rue de la Sagesse et 11, place du Coderc à Périgueux (Dordogne).
- Page 12 Arrêté n° MH.05-IMM.037 du 28 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Laurent de Birac (Gironde).
- Page 12 Arrêté n° MH.05-IMM.038 du 6 juillet 2005 portant classement parmi les monuments historiques du prieuré de Sainte-Gemme (Charente-Maritime).
- Page 13 Arrêté n° MH.05-IMM.039 du 6 juillet 2005 portant classement parmi les monuments historiques en totalité de certaines parties de l'ancien hôpital de l'Antiquaille, situé à Lyon 5^e (Rhône), à savoir : la cavité dite «caveau de Saint-Pothin», la chapelle souterraine avec son portique d'entrée au niveau du cloître, ainsi que le sol du cloître.
- Page 14 Arrêté n° MH.05-IMM.040 du 15 juillet 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la maison dite des «Treize lunes» à Landerneau (Finistère).
- Page 15 Arrêté n° MH.05-IMM.041 du 4 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques, en totalité de l'église Notre-Dame à Versailles (Yvelines).
- Page 15 Arrêté n° MH.05-IMM.042 du 10 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Étienne de Tauriac (Gironde).

- Page 16 Arrêté n° MH.05-IMM.043 du 18 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église en totalité de l'ancien couvent des Jacobins à Saintes (Charente-Maritime), sans la chapelle attenante.
- Page 17 Arrêté n° MH.05-IMM.044 du 18 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties de l'ancienne abbaye de Senones (Vosges).
- Page 18 Arrêté n° MH.05-IMM.045 du 18 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques du sol d'assiette du château de Marconnay à Sanxay (Vienne), des douves, du pont ainsi que de l'ensemble des parties bâties correspondant aux courtines avec leurs tours et aux bâtiments appuyés contre elles (à l'exception du bâtiment neuf).
- Page 19 Arrêté n° 046 du 19 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la tour de l'hôpital du Saint-Esprit de Besançon (Doubs).
- Page 20 Arrêté n° MH.05-IMM.047 du 7 septembre 2005 portant modification de l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du château et du domaine de Saint-Aubin-d'Écrosville (Eure).
- Page 21 Arrêté n° MH.05-IMM.048 du 23 septembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la caponnière de l'ancien fort des Tourelles d'Orléans (Loiret).
- Page 22 Circulaire n° 2005/018 du 29 septembre 2005 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des écoles d'architecture - Année universitaire 2005/2006.
- Page 36 Circulaire n° 2005/019 du 29 septembre 2005 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères universitaires aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture et du Centre des hautes études de Chaillot - Année universitaire 2005/2006.
- Page 39 Arrêté n° MH.80-IMM.049 du 10 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Pierre de Frémontiers (Somme).
- Page 40 Arrêté modificatif n° MH.80-IMM.050 du 10 octobre 2005 à l'arrêté n° MH.80-IMM.050 portant classement parmi les monuments historiques de la ferme modèle du château de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme).
- Page 41 Circulaire n° 2005/020 du 12 octobre 2005 relative à l'appel à candidatures pour les Nouveaux albums des jeunes architectes.
- Page 42 Arrêté n° MH.051 du 18 octobre 2005 portant classement au titre des monuments historiques du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne).
- Page 43 Arrêté n° MH.052 du 18 octobre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques du parc du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne).

Page 44 Arrêté n° MH.05–IMM.053 du 21 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la maison des prêtres de la mission dite « ancienne cure », située 2, rue Henri-Proust et 1 et 3, rue de Loudun à Richelieu (Indre-et-Loire).

Page 45 Arrêté modificatif n° MH.05-IMM.054 du 21 octobre 2005 à l'arrêté du 4 octobre 1973, portant classement parmi les monuments historiques en totalité de l'abbaye de l'Épau à Yvré-l'Évêque (Sarthe).

Page 46 Arrêté n° MH.60-IMM.055 du 27 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église de Sarron à Pont-Sainte-Maxence (Oise).

Page 46 Arrêté n° MH.80-IMM.056 du 27 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Pierre de Lamotte-Warfusée (Somme).

Direction des musées de France

Page 47 Décision du 28 octobre 2005 portant nomination des cinq personnalités qualifiées au comité consultatif du musée national Fernand-Léger.

Réunion des musées nationaux

Page 47 Décision du 12 septembre 2005 relative aux Journées européennes du patrimoine des 17 et 18 septembre 2005, thème : « J'aime mon patrimoine, deux jours pour manifester son attachement au patrimoine ».

Page 48 Décision du 13 septembre 2005 relative à l'opération Les enfants du patrimoine du vendredi 16 septembre 2005.

Centre des monuments nationaux

Page 48 Décision n° Abf et Adm/2-2005 du 17 octobre 2005 modifiant la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 portant délégation de signature.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

Page 49 Décision n° 444 du 18 octobre 2005 portant nomination du chef du personnel.

Musée du Louvre

Page 49 Décision du 8 septembre 2005 modifiant la décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.

Page 49 Décision du 14 septembre 2005 modifiant la décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.

Page 50 Décision du 10 octobre 2005 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre.

Page 51 Décision du 11 octobre 2005 portant nomination d'un régisseur d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre.

Page 52 Décision du 18 octobre 2005 portant composition de la commission de l'établissement public du musée du Louvre chargée de la sélection des candidats pour le recrutement des agents techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage.

Page 52 Décision du 20 octobre 2005 modifiant la décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.

Page 53 Décision du 28 octobre 2005 portant délégation de signature.

Institut national de recherches archéologiques préventives

Page 54 Décision n° 2005-SAJ/05/025/D du 3 octobre 2005 portant délégation de signature à l'adjoint à la directrice générale.

Documents signalés

Page 54 Direction des archives de France

Mesures d'information

Page 55 **Relevé de textes parus au Journal officiel**

Page 68 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 71 Règlement d'utilisation du jardin des Tuileries pour des occupations temporaires.

Page 73 Règlement de visite des Galeries nationales du Grand-Palais.

Page 77 Bulletin d'abonnement

Mesures de publication et de signalisation

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Annexe

Parcelles du socle foncier

Décision du 28 septembre 2005 portant utilisation d'un ensemble immobilier domanial sis à Magny-les-Hameaux dans les Yvelines (78).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du domaine de l'État,

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication,

Vu l'arrêté du 15 avril 2004 portant acceptation de la donation consentie par la Société de Port-Royal au bénéfice de l'État (ministère de la culture et de la communication),

Vu l'arrêté du 6 avril 2004 portant délégation de signature à Mme Martine Marigeaud, directrice de l'administration générale,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'ensemble immobilier sis à Magny-les-Hameaux (Yvelines) comprenant :

- les ruines de l'abbaye de Port-Royal-des-Champs,
- des parcelles non bâties totalisant une superficie de 18ha 57a 64ca, telles que figurant au tableau ci-joint.

est utilisé par la direction des musées de France.

Art. 2. - Les immeubles seront inscrits au tableau général des propriétés de l'État à la rubrique «Musées de France».

Art. 3. - La directrice de l'administration générale est chargée de l'exécution de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre et par délégation :
La directrice de l'administration générale
Martine Marigeaud

Section	Numéro	Superficies
A	14	12830
A	15	2680
A	16	2245
A	17	2770
A	37	1960
A	38	2960
A	39	7180
A	40	56545
A	41	7970
A	42	905
A	43	5985
A	44	7365
A	45	2640
A	46	1900
A	47	900
A	48	2730
A	49	540
A	50	7585
A	51	1425
A	52	290
A	53	1500
A	54	50384
A	61	3795
D	419	680

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

Arrêté n° 033 du 6 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'ancien château des Évêques, de son ancienne chapelle castrale et de l'ancien cimetière de Plazac (Dordogne).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 9 juin 1926 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église, ancienne chapelle castrale, de Plazac (Dordogne) ;

Vu l'arrêté en date du 20 octobre 1998 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du château des Évêques et de l'ancien cimetière de Plazac (Dordogne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine en date du 4 mars 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu la délibération du 22 février 2002 du conseil municipal de la commune de Plazac (Dordogne), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancien château des Évêques, de son ancienne chapelle (actuelle église paroissiale) et de l'ancien cimetière de Plazac (Dordogne), présentent au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'ancienneté, de l'importance et la qualité architecturale exceptionnelles de cet ensemble, ancienne résidence fortifiée des évêques de Périgueux, construit dès le XII^e siècle, agrandi au XIII^e siècle et restauré au XV^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques, les parties suivantes du château des Évêques et de l'ancien cimetière de Plazac (Dordogne) :

- les bâtiments situés sur la parcelle n° 46 y compris le sol de la cour intérieure,

- l'église, ancienne chapelle castrale, située sur la parcelle n° 47,

- le fossé sec situé sur la parcelle n° 45,

- l'ancien cimetière situé sur les parcelles n° 44, 47, 292, ainsi que la partie en contrebas, située sur la parcelle n° 43, contiguë à l'église et délimitée sur le cadastre par une ligne de tirets.

la parcelle n° 43 a une contenance de 34 a 23 ca,

la parcelle n° 44 a une contenance de 05 a 55 ca,

la parcelle n° 45 a une contenance de 03 a 45 ca,

la parcelle n° 46 a une contenance de 09 a 98 ca,

la parcelle n° 47 a une contenance de 07 a 65 ca,

la parcelle n° 292 a une contenance de 02 a 88 ca.

L'ensemble figure au cadastre section AP et appartient à la commune de Plazac (Dordogne) depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue aux arrêtés d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisés des 9 juin 1926 et 20 octobre 1998.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles classés.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.034 du 6 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques du manoir de Kermathéman Braz à Péderne (Côtes d'Armor).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 16 mai 1929 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du manoir de Kermathéman Braz, en totalité ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et

des sites de la région Bretagne en date du 21 octobre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 24 janvier 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par lettre, le 20 mai 2005, par la propriétaire, Mlle Florence Boinet ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du manoir de Kermathéman Braz à Péder nec (Côtes-d'Armor) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de son intérêt artistique et architectural,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé parmi les monuments historiques l'ensemble des éléments constitutifs du manoir de Kermathéman Braz, à savoir le logis et les communs en totalité ainsi que le sol de la cour et son assise foncière environnante, ensemble situé au lieudit Kermathéman Braz à Péder nec (Côtes-d'Armor), figurant au cadastre, section A, sous les n^{os} :

470 d'une contenance de 24a 61ca,

471 d'une contenance de 36a 68ca,

472 d'une contenance de 2ha 35a 79ca,

467 d'une contenance de 1ha 85a 42ca,

468 d'une contenance de 26a 54ca,

469 d'une contenance de 72a 10ca,

appartenant à Mlle Florence Claude Marie-Louise Boinet, née à Amiens (Somme), le 7 mai 1960, gérante de SARL, demeurant au lieudit Goh Fornic à Sainte-Brigitte (Morbihan).

Celle-ci en est propriétaire par acte du 4 octobre 2003, passé devant M^e Jubault, notaire à Guingamp (Côtes d'Armor), publié au bureau des hypothèques de Guingamp (Côtes d'Armor), le 9 octobre 2003, volume 2003 P, n^o 3539.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 16 mai 1929.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département des Côtes-d'Armor, au maire de la commune de Péder nec (Côtes-d'Armor) et à la propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o MH.05-IMM.035 du 27 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'ensemble épiscopal de Lodève (Hérault).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n^o 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Languedoc-Roussillon entendue, en sa séance du 28 novembre 2002 ;

Vu la liste de 1840 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Fulcran, ancienne cathédrale ;

Vu l'arrêté en date du 15 octobre 2003 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ensemble épiscopal de Lodève (Hérault) ;

Vu les adhésions au classement données par les propriétaires : pour la commune par délibération du conseil municipal en date du 7 mars 2005, pour l'association diocésaine par lettre en date du 4 mai 2005 et pour les autres propriétaires privés par lettres en date des 29 janvier 2003 et 25 août 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 15 novembre 2004 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'ensemble épiscopal de Lodève (Hérault) présente un intérêt public d'histoire et d'art en raison de l'importance historique et archéologique de ses divers éléments d'intérêt architectural et d'époques diverses, formant un ensemble indissociable avec l'ancienne cathédrale, et témoignant de l'histoire des bâtiments et aménagements du groupe épiscopal depuis le Moyen-Âge,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé parmi les monuments historiques, l'ensemble épiscopal, en totalité, y compris les sols, à Lodève (Hérault) ; cet ensemble comprend, outre l'ancienne cathédrale, actuelle église paroissiale Saint-Fulcran, déjà classée, le rez-de-chaussée de l'ancien palais épiscopal, actuel hôtel de ville (à l'exclusion du 1^{er} étage), le sol de ses anciens jardins, actuel jardin public, et de sa cour d'honneur, l'intégralité du bâti ancien (datant de l'Ancien Régime) notamment les anciens bâtiments claustraux, sacristie, presbytère, cloître, salle Saint-Louis (ancienne salle capitulaire), bâtiment sud dit «immeuble Barral» (à l'exclusion de

l'aile ajoutée à l'époque contemporaine au nord-ouest de ce bâtiment), ainsi que l'ancienne maison canoniale, dite de la «canourgue» située 5, rue du 4 septembre.

Cet ensemble figure au cadastre :

- l'ancienne maison canoniale : section AC, sous le numéro 37, d'une contenance de 2a 55ca, appartenant à M. Arnal Jean-Marie, propriétaire par acte passé devant M^e Debrus Jacques, notaire à Montpellier (Hérault), le 27 avril 1978, publié au 2^e bureau des hypothèques de Montpellier (Hérault) le 2 juin 1978, volume 422, n° 54,
- l'ancien palais épiscopal : section AC, sous le n° 10, d'une contenance de 26a 80ca et, attenant à l'ancienne cathédrale, actuelle église paroissiale, la sacristie, le cloître et la salle Saint-Louis, sous les n°s 1 et 2, d'une contenance respective de 20a 96ca et 5a 55ca,
- les anciens jardins épiscopaux : section AD, sous les n°s 223 et 224, d'une contenance respective de 01a 70ca et de 3ha 17a 30ca, appartenant à la commune, enregistrée sous le n° SIREN 213401425. Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956,
- les autres anciens bâtiments claustraux avec le presbytère : section AC, sous les n°s 3 et 4, d'une contenance respective de 0a 25ca et 1a 56ca, appartenant à l'association diocésaine de l'évêché de Montpellier, enregistrée sous le n° SIREN 776056251, ayant son siège social 22, rue Lallemand à Montpellier (Hérault) et pour représentant responsable Mgr l'archevêque de Montpellier ; celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure à 1956.
- le reste des anciens bâtiments claustraux : section AC, sous les n°s 5 et 6, d'une contenance respective de 01a 48ca et 5a 66ca et appartenant en copropriété, pour les lots 2 et 4, à la commune de Lodève (Hérault) susmentionnée et, pour les lots 1 et 3, conjointement à M. Barral Léon, Joseph, né le 4 avril 1921 à Montsalvy (Cantal) et à Mme Roudier Jeanne, Gabrielle, Joséphine, Colette, née le 6 mars 1917 à Lodève, son épouse ; ceux-ci en sont propriétaires selon état descriptif de division du 8 mars 1989 passé devant M^e Esperce, notaire associé à Lodève (Hérault), publié le 25 avril 1989, volume 557, n° 388.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 15 octobre 2003 et complète le classement de l'église Saint-Fulcran par liste de 1840, susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.036 du 27 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'escalier Renaissance de l'hôtel de Lestrade dit aussi «hôtel de la Joubertie», situé 1, rue de la Sagesse et 11, place du Coderc à Périgueux (Dordogne).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 20 novembre 2003 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, de l'hôtel de Lestrade dit aussi «hôtel de la Joubertie», situé 1, rue de la Sagesse et 11, place du Coderc à Périgueux (Dordogne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine en date du 27 février 2003 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 septembre 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. Aublanc Franc, propriétaire, en date du 24 février 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. Berthin Marc, propriétaire, en date du 20 février 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par Mme Baldy Marie-Pierre, responsable de la SCI Sagesse, propriétaire, en date du 11 novembre 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. Karsenty Bernard et Mme Leymarie Sylvie son épouse, propriétaires, en date du 2 décembre 2004 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. Hazan Roger et Mme Riahi Brigitte, propriétaires, en date du 23 mai 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. Trivella Jean-Pierre et Mme Chauvière Jacqueline, Jeanne,

Monique, propriétaires, en date du 30 mai 2005 ;
Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que la conservation de l'escalier Renaissance de l'hôtel de Lestrade dit aussi «hôtel de la Joubertie», situé 1, rue de la Sagesse et 11, place du Coderc à Périgueux (Dordogne) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité et de la richesse du décor sculpté de cet élément représentatif de la Renaissance,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé en totalité parmi les monuments historiques l'escalier Renaissance avec son mur de cage appartenant à l'hôtel de Lestrade dit aussi «hôtel de La Joubertie», situé 1, rue de la Sagesse et 11, place du Coderc à Périgueux (Dordogne), sur la parcelle n° 265, d'une contenance de 2a, 75ca, figurant au cadastre section BL et appartenant, selon le règlement de copropriété, publié au bureau des hypothèques de Périgueux le 4 février 2003, volume 2003P, n° 853 :

* Pour les lots :

n° 1 (cave) (5/1000^e),

n° 2 (cave) (16/1000^e),

n° 3 (rez-de-chaussée, local commercial) (109/1000^e),

n° 4 (rez-de-chaussée) (35/1000^e),

n° 5 (rez-de-chaussée) (32/1000^e),

n° 6 (rez-de-chaussée) (52/1000^e),

n° 7 (premier étage) (1131/1000^e),

n° 8 (premier étage) (163/1000^e),

à M. Aublanc Franc, Gabriel, né le 29 mars 1925 à Thiviers (Dordogne), retraité, veuf de Mme Rongere Marie, Antoinette, Aline, demeurant 7, avenue de-Lattre-de-Tassigny à Périgueux (Dordogne).

Celui-ci en est propriétaire par acte passé le 19 décembre 2002 devant M^e Desoutter, notaire à Périgueux, (Dordogne) et publié au bureau des hypothèques de Périgueux le 4 février 2003, volume 2003P, n° 852.

* Pour le lot n° 9 (deuxième étage et combles) (66/1000^e),

à M. Berthin Marc, Edmond, Georges, né le 1^{er} juillet 1943 à Paris (Paris), médecin, célibataire, demeurant 66, rue Napoléon-Fauveau à Deuil-La-Barre (Val-d'Oise). Celui-ci en est propriétaire par acte d'acquisition passé le 27 décembre 2002 devant M^e Dambier, notaire à Bordeaux (Gironde) et publié au bureau des hypothèques de Périgueux le 5 février 2003, volume 2003 P, n° 868.

* Pour le lot n° 10 (deuxième étage et combles) (103/1000^e),

à la SCI Sagesse, société civile immobilière, n° SIREN 444 769 699, dont le siège social est 8, rue Berthelot à Carcassonne (Aude), cf. acte publié le 5 février 2003, volume 2003P, n° 869, Mme Dumas Marie-Pierre, Thérèse, Jeanne, épouse Baldy étant associée.

* Pour le lot n° 11 (deuxième étage et combles) (99/1000^e),

à M. Karsenty Bernard, né le 15 août 1956 à Oran (Algérie), cardiologue et à Mme Leymarie Sylvie, son épouse, née le 6 août 1956 à L'Aigle (Orne), infirmière, demeurant ensemble 19, rue de la Clairière à Gradignan (Gironde). Ceux-ci en sont propriétaires par acte passé le 5 novembre 2003 devant M^e Dambier, notaire à Bordeaux (Gironde) et publié au bureau des hypothèques le 4 décembre 2003, volume 2003P, n° 7969, l'assise de la copropriété étant BL529 lot volume 2 et BL 265.

* Pour le lot n° 12 (deuxième étage et combles) (75/1000^e),

conjointement, à M. Hazan Roger, né le 17 février 1955 au Caire (Égypte), courtier en assurances, et à son épouse Mme Riahi Brigitte, Yvonne, Haya, née le 8 septembre 1957 à Tunis (Tunisie), demeurant ensemble 138, avenue de Ceinture à Saint-Gratien (Val-d'Oise). Ceux-ci en sont propriétaires par acte d'acquisition passé le 19 décembre 2002 devant M^e Dambier, notaire à Bordeaux (Gironde) et publié au bureau des hypothèques de Périgueux le 5 février 2003, volume 2003 P, n° 867.

* Pour le lot n° 13 (deuxième étage et combles) (114/1000^e),

à M. Trivella Jean-Pierre, né le 5 janvier 1940 à Argenteuil (Val-d'Oise), gérant de société et à Mme Chauvière Jacqueline, Jeanne, Monique, son épouse, née le 4 décembre 1942 à Orléans (Loiret), secrétaire, demeurant ensemble 14, rue de la Tuyolle à Taverny (Val-d'Oise).

Ceux-ci en sont propriétaires par acte passé le 17 décembre 2003 devant M^e Dambier, notaire à Bordeaux (Gironde) et publié au bureau des hypothèques de Périgueux le 27 janvier 2004, volume 2004P, n° 631.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue, en ce qui concerne les parties classées, à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 20 novembre 2003.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.037 du 28 juin 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Laurent de Birac (Gironde).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 28 mai 1883 portant classement parmi les monuments historiques des peintures murales de l'église Saint-Laurent de Birac (Gironde) ;

Vu l'arrêté en date du 3 novembre 1925 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties non classées de l'église Saint-Laurent de Birac (Gironde) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en sa séance du 5 décembre 2002 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu la délibération du 31 août 2001 du conseil municipal de la commune de Birac (Gironde), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Laurent de Birac (Gironde) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de son décor peint de la fin du XV^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, l'église Saint-Laurent de Birac (Gironde) située à Birac (Gironde) sur la parcelle n° 69 d'une contenance de 6a 45ca, figurant au cadastre section WC et

appartenant à la commune de Birac (Gironde) depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 3 novembre 1928 et à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques susvisé du 28 mai 1883.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au secrétaire général de la préfecture de Gironde et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.038 du 6 juillet 2005 portant classement parmi les monuments historiques du prieuré de Sainte-Gemme (Charente-Maritime).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu la liste de 1862 portant classement parmi les monuments historiques de l'église de Sainte-Gemme (Charente-Maritime) ;

Vu l'arrêté en date du 25 novembre 2004 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, du prieuré de Sainte-Gemme (Charente-Maritime), bâtiments et sol des parcelles ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Poitou-Charentes en date du 10 juin 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 23 mai 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par Mlle Audier, en date du 1^{er} novembre 2002 et par la commune de Sainte-Gemme (Charente-Maritime), en date du 12 octobre 2004 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du prieuré de Sainte-Gemme (Charente-Maritime) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité architecturale de cet ensemble conventuel, de sa rareté à l'échelle régionale ainsi que de son riche potentiel archéologique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés parmi les monuments historiques, le prieuré en totalité avec les bâtiments et le sol des parcelles pouvant receler des vestiges archéologiques figurant au cadastre, section F, sous les n^{os} :

252	d'une contenance de	88ca,
255	d'une contenance de	88ca
256	d'une contenance de	17a 65ca
764	d'une contenance de	30ca
765	d'une contenance de	3a 46ca
1005	d'une contenance de	36a 30ca

et appartenant :

* Pour les parcelles n^{os} 252, 255, 256, 764 et 765 susnommées, à Mlle Audier Anne, célibataire, née le 19 janvier 1920 à Sainte-Gemme (Charente-Maritime), demeurant au Bourg 17250 Sainte-Gemme, retraitée de l'enseignement.

Celle-ci en est propriétaire :

- Pour la parcelle 252 par acte du 26 août 1970 passé devant M^e Rivière Charles-Théodore, notaire à Pont-l'Abbé-d'Arnoult (Charente-Maritime). Cet acte a été publié à la conservation des hypothèques de Saintes (Charente-Maritime) le 4 novembre 1970, volume 5084, n^o 19.

- Pour les parcelles 255 et 256 par acte du 16 juillet 1975 passé devant M^e Page et associés, notaires à Saintes (Charente-Maritime). Cet acte a été publié à la conservation des hypothèques de Saintes (Charente-Maritime) le 30 juillet 1975, volume 5828, n^o 22.

- Pour la parcelle 764 par acte du 18 janvier 1972 passé devant M^e Page Jacques, notaire à Corme-Royal (Charente-Maritime). Cet acte a été publié à la conservation des hypothèques de Saintes (Charente-Maritime) le 1^{er} mars 1972, volume 5307, n^o 34.

- Pour la parcelle 765 par acte du 21 août 1995 passé devant M^e Biteau Jean, notaire à Saint-Porchaire (Charente-Maritime). Cet acte a été publié à la conservation des hypothèques de Saintes (Charente-Maritime) le 24 octobre 1995, volume 1995P, n^o 5214.

* Pour la parcelle 1005 susnommée, à la commune de Sainte-Gemme (Charente-Maritime), identifiée sous le n^o SIREN 211 703 301. Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté complète le classement parmi les monuments historiques de la liste de 1862, et se substitue en partie à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 25 novembre 2004.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n^o MH.05-IMM.039 du 6 juillet 2005 portant classement parmi les monuments historiques en totalité de certaines parties de l'ancien hôpital de l'Antiquaille, situé à Lyon 5^e (Rhône), à savoir : la cavité dite «caveau de Saint-Pothin», la chapelle souterraine avec son portique d'entrée au niveau du cloître, ainsi que le sol du cloître.

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu le décret n^o 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté en date du 21 janvier 2005 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ensemble des bâtiments de l'ancien couvent de la Visitation y compris les parties reconstruites au XIX^e siècle : le cloître et les bâtiments l'entourant (l'église et ses deux chapelles latérales, la cour d'entrée avec le grand portail sur rue, l'aile triangulaire au nord avec son pavillon, l'aile orientale avec son pavillon, l'aile sud, la chapelle sous le cloître et la grotte dite «caveau de Saint-Pothin»), le bâtiment qui prolonge au sud, l'aile orientale du cloître avec son pavillon central à l'est et les deux terrasses de l'ancien jardin qui le jouxtent à l'ouest, à Lyon 5^e (Rhône) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Rhône-Alpes entendue en sa séance du 9 novembre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques

(1^{ère} section) entendue en sa séance du 23 mai 2005 ;
Vu la lettre d'adhésion au classement de la Société anonyme de construction de la ville de Lyon, propriétaire, en date du 29 juin 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que le caveau dit «caveau de Saint-Pothin», la chapelle souterraine attenante avec son portail et le sol du cloître, parties situées dans l'ancien hôpital de l'Antiquaille à Lyon 5^e (Rhône) présentent au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de leur importance exceptionnelle dans l'histoire religieuse de Lyon au cours des siècles et notamment de la qualité de la construction et des décors réalisés au XIX^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classés en totalité la cavité dite «caveau de Saint-Pothin», avec son autel, ses grilles et les 19 lampes de sanctuaire qui subsistent fixées aux grilles et aux murs, la chapelle souterraine attenante avec son autel, ses lampes en applique et son portique d'entrée situé au niveau du cloître, le sol du même cloître dans sa totalité, l'ensemble faisant partie de l'ancien hôpital de l'Antiquaille, situé à Lyon 5^e (Rhône), sis 1, rue de l'Antiquaille à Lyon 5^e (Rhône), lot n° 4, cadastré AL parcelle n° 22 pour une contenance de 3h 42a 73ca.

Cet édifice appartient à la Société anonyme de construction de la ville de Lyon (SCVL) située 36, quai Fulchiron - BP. 5001- à Lyon 5^e (Rhône), n° SIREN 954 502 142, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Lyon depuis le 11 juin 1954. C'est une société anonyme d'économie mixte. Son représentant est Mme Alexandrine Lambrimidis, présidente, née le 4 octobre 1940 à Saint-Maurice-Beynost (Ain). Cet ensemble appartient à la société par acte passé, le 15 octobre 2004, devant M^e Jean-François Lavorel, notaire associé de la société civile professionnelle «Jean-François Lavorel et Stéphanie Dumoulin, notaires associés» à Lyon 1^{er} (Rhône) et M^e Jacques Bazaille, notaire associé d'une société civile professionnelle sis Lyon 1^{er} (Rhône). Il a été publié à la conservation des hypothèques de Lyon - 1^{er} bureau - le 5 novembre 2004, volume 2004 P, n° 9158.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue en ce qui concerne les parties classées à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 21 janvier 2005 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.040 du 15 juillet 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la maison dite des «Treize lunes» à Landerneau (Finistère).

Le ministre de la culture et de la communication,
Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;
Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;
Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;
Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;
Vu l'arrêté en date du 12 août 1932 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des façades et toitures de la maison des «Treize lunes» ;
Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région en date du 21 octobre 2004 ;
La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 juin 2005 ;
Vu l'adhésion au classement donnée par M. et Mme Salaun, en date du 3 décembre 2004 ;
Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que la conservation de la maison dite des «Treize lunes» à Landerneau (Finistère) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du rôle important de cet édifice sur le plan de l'histoire, de l'architecture et de l'art,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée, en totalité, parmi les monuments historiques, la maison dite des «Treize lunes», située 4, place Saint-Thomas à Landerneau (Finistère), figurant au cadastre, section AK, sous le n° 117, d'une contenance de 1a 57ca, appartenant conjointement à M. Gilles Salaun, né le 16 juin 1951, à Landerneau (Finistère), qualicien, et à Mme Annick, Marie, Noëlle, Ferrec, née le 23 décembre 1953, à Le Faouet (Finistère), documentaliste. Mariés sous le régime de

la communauté des biens réduite aux acquêts le 7 septembre 1974, ceux-ci en sont propriétaires par acte passé le 15 avril 2004, devant M^e Jacques Kerbaul, notaire à Landerneau (Finistère), publié à la conservation des hypothèques de Brest, 2^{ème} bureau (Finistère), le 4 juin 2004, volume 2004 P, n° 3127.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 12 août 1932.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05-IMM.041 du 4 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques, en totalité de l'église Notre-Dame à Versailles (Yvelines).

Le ministre de la culture et de la communication,
Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;
Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;
Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;
Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;
Vu l'arrêté en date du 13 avril 1933 portant inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église Notre-Dame à Versailles (Yvelines) ;
Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites entendue en sa séance du 7 décembre 2004 ;
La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 24 janvier 2005 ;
Vu l'extrait du registre des délibérations du conseil municipal de Versailles, réuni en sa séance du 16 juin 2005, portant accord au classement ;
Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;
Considérant que la conservation de l'église Notre-Dame à Versailles présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du caractère

architectural et historique particulièrement remarquable de cet édifice construit par Jules Hardouin-Mansart sur commande de Louis XIV, qui occupe une place importante dans l'urbanisme versaillais et fut complété harmonieusement d'une chapelle axiale au XIX^e siècle,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, l'église Notre-Dame à Versailles (Yvelines), située sur la parcelle n° 127, d'une contenance de 39a, figurant au cadastre section AE et appartenant à la commune de Versailles (Yvelines), identifiée au SIREN sous le n° 217 806 462 000 16.

La commune en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en date du 13 avril 1933 susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département des Yvelines et au maire de la commune propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
La sous-directrice des monuments historiques
et des espaces protégés,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° MH.05-IMM.042 du 10 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Étienne de Tauriac (Gironde).

Le ministre de la culture et de la communication,
Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;
Vu le décret du 18 mars 1924 modifié, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;
Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;
Vu le décret n°99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;
Vu l'arrêté en date du 29 décembre 1954 portant classement parmi les monuments historiques de la façade de l'église Saint-Étienne de Tauriac (Gironde) ;

Vu l'arrêté en date du 25 juillet 2003 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église Saint-Étienne de Tauriac (Gironde) à l'exception de sa façade classée ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Aquitaine entendue en date du 22 mai 2003 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 juin 2005 ;

Vu la délibération du 25 juin 2002 du conseil municipal de la commune de Tauriac (Gironde), propriétaire, portant adhésion au classement ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Étienne de Tauriac (Gironde) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité des éléments intérieurs conservés, contemporains de la façade du XII^e siècle déjà classée au titre des monuments historiques en 1954,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques, en totalité, l'église Saint-Étienne de Tauriac (Gironde) située sur la parcelle n° 768 d'une contenance de 4a 86ca, figurant au cadastre section B et appartenant à la commune de Tauriac (Gironde), n° SIREN 213 305 253 00014 depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques de la façade du 29 décembre 1954 et à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ensemble de l'édifice du 25 juillet 2003 susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au secrétaire général de la préfecture de Gironde, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
La sous-directrice des monuments historiques
et des espaces protégés,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° MH.05-IMM.043 du 18 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église en totalité de l'ancien couvent des Jacobins à Saintes (Charente-Maritime), sans la chapelle attenante.

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 1^{er} octobre 1987 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du rez-de-chaussée de l'aile principale fermant la cour à l'ouest en totalité, ainsi que du hall d'entrée y compris la cage de l'escalier avec l'escalier et du bâtiment en retour en totalité (extérieur et décors intérieurs) le long de la rue des Jacobins de l'ancienne maison de Maurice Martineau à Saintes (Charente-Maritime) ;

Vu l'arrêté en date du 22 avril 2004 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, en totalité, de l'église avec son inscription datée de 1446 et de la chapelle attenante de l'ancien couvent des Jacobins de Saintes (Charente-Maritime) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Poitou-Charentes en date du 25 mars 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 juin 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par la mairie de Saintes (Charente-Maritime) en date du 24 septembre 2003 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église de l'ancien couvent des Jacobins présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de sa grande qualité architecturale et de la rareté des vestiges conservés relevant de l'ordre mendiant des Jacobins,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques, l'église en totalité de l'ancien couvent des Jacobins à Saintes (Charente-Maritime) sans la chapelle attenante, figurant au cadastre section CD parcelle n° 26 d'une contenance de 31a 74ca, appartenant à la commune de Saintes (Charente-Maritime), identifiée sous le n° SIREN 211 704 150.

Celle-ci en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 1^{er} octobre 1987 susvisé et se substitue en partie à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 22 avril 2004.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
Le directeur-adjoint de l'architecture et du patrimoine,
François Braize

Arrêté n° MH.05-IMM.044 du 18 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques de certaines parties de l'ancienne abbaye de Senones (Vosges).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 21 septembre 1983 portant classement parmi les monuments historiques des parties suivantes de l'ancienne abbaye située place Dom-Calmet à Senones (Vosges) :

- le grand escalier ovale avec sa rampe en fer forgé,
- les galeries du cloître,
- les façades et les toitures du logis abbatial ;

Vu l'arrêté en date du 21 septembre 1983 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments

historiques des parties suivantes de l'ancienne abbaye située place Dom-Calmet à Senones (Vosges) :

- l'ancienne église abbatiale (actuellement église paroissiale) en totalité,
- les façades et les toitures des anciens bâtiments conventuels,
- l'escalier droit du cloître avec sa cage ainsi que l'escalier avec sa rampe en fer forgé et sa cage ainsi que la pièce dite «salle des abbés» avec son décor dans l'ancien logis abbatial,
- les façades et les toitures du bâtiment des communs à arcades ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites en date du 29 janvier 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 juin 2004 ;

Vu la délibération en date du 30 juin 2005 du conseil municipal de la commune de Senones, propriétaire, portant adhésion au classement et l'adhésion au classement donnée le 27 janvier 2005 par M^e Tiberghien, mandataire judiciaire représentant la société Lainière Holding placée en liquidation judiciaire, également propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'ancienne abbaye de Senones présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'intérêt architectural, historique et archéologique de cet exceptionnel et rare ensemble monastique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques les parties suivantes de l'ancienne abbaye :

- les façades et les toitures du logis abbatial,
- l'escalier avec sa rampe en fer forgé et sa cage ainsi que la pièce dite «salle des abbés» avec son décor (lambris, bibliothèque murale, cheminée, plafond avec ses gypseries) dans l'ancien logis abbatial,
- le grand escalier ovale avec sa rampe en fer forgé,
- les façades et les toitures des anciens bâtiments conventuels,
- les galeries et l'assise du cloître,
- l'escalier droit du cloître avec sa cage,
- les façades et les toitures des deux ailes de la cour des communs : le bâtiment des communs à arcades, à l'exception de l'extension du XIX^e siècle, et la bibliothèque y compris son extension du XVIII^e siècle,
- le sol de la cour des communs,
- la tour du XII^e siècle de l'église, ancienne croisée du transept, avec son beffroi et le clocher en élévation en totalité y compris son couvrement et sa charpente,

ainsi que l'assise de l'ancienne nef romane ;
situées place Dom-Calmet à Senones (Vosges), sur les parcelles n^{os} 9, 10, 412 et 413 d'une contenance respective de 7a 80ca, 11a 95ca, 3ha 32a 4ca et 17a 30ca figurant au cadastre, section AH, étant précisé que les parcelles n^{os} 412 et 413 proviennent d'une division de AH 7, selon l'acte passé le 30 juin 1995 devant M^e Grandmaire, notaire à Épinal, et M^e Vibrac, notaire associé à Raon L'Étape (Vosges) et publié le 27 juillet 1995 au bureau des hypothèques de Saint-Dié (Vosges), volume 1995 P, n^o 2363.

Les immeubles concernés appartiennent :

* Parcelles n^{os} 9, 10 et 412 à la commune de Senones, SIREN n^o 218-804-516-00019, qui en est propriétaire :

- pour les parcelles n^{os} 9 et 412, par acte passé le 26 mars 1996 à la mairie devant M^e Vibrac, notaire associé à Raon L'Étape et à Senones, et publié le 30 avril 1996 au bureau des hypothèques de Saint-Dié, volume 1996 P, n^o 1425,

- pour la parcelle n^o 10, depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956 ;

* Parcelle n^o 413, en copropriété :

- les lots n^{os} 4 et 5 et les 770/10000^e des parties communes générales à la commune de Senones,

- les lots n^{os} 1, 2, 3, 6, 7 et 8 et les 9230/10000^e des parties communes générales à Lainière Holding, société anonyme à conseil d'administration, ayant son siège 66, rue du Château à Tourcoing (Nord), immatriculée au RCS de Roubaix-Tourcoing sous le n^o B 339.712.713 (86-B-652), dont la mise en liquidation judiciaire a été prononcée par le tribunal de commerce de Roubaix-Tourcoing le 29 juin 2004, M^e Jean-Lin Tiberghien étant nommé mandataire judiciaire,

suivant le règlement de copropriété avec état descriptif de division passé par acte le 30 juin 1995 devant M^e Grandmaire, notaire à Épinal, et publié le 27 juillet 1995 au bureau des hypothèques de Saint-Dié, volume 1995 P, n^o 2362.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du 21 septembre 1983 susvisé, ainsi qu'à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 21 septembre 1983 susvisé pour ce qui concerne toutes les parties énumérées autres que l'église qui, à l'exception de sa tour classée, demeure inscrite.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation des immeubles classés.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire et au mandataire

judiciaire de la société anonyme également propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :

Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :

Le directeur-adjoint de l'architecture et du patrimoine,
François Braize

Arrêté n^o MH.05-IMM.045 du 18 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques du sol d'assiette du château de Marconnay à Sanxay (Vienne), des douves, du pont ainsi que de l'ensemble des parties bâties correspondant aux courtines avec leurs tours et aux bâtiments appuyés contre elles (à l'exception du bâtiment neuf).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n^o 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n^o 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 18 septembre 1929 portant classement parmi les monuments historiques de la poterne et du corps de logis du château de Marconnay à Sanxay (Vienne) ;

Vu l'arrêté en date du 23 juillet 2004 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ensemble des parties bâties correspondant aux courtines avec leurs tours, aux bâtiments appuyés contre elles, aux douves et au pont du château de Marconnay à Sanxay (Vienne) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Poitou-Charentes en date du 25 mars 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 23 mai 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par M. et Mme Forestier, propriétaires, en date du 4 juillet 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de Marconnay à Sanxay (Vienne) et de tous ses éléments de fortification présentent au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison du rôle important de cet édifice sur le plan de l'histoire et de l'architecture,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Sont classées parmi les monuments historiques les parties suivantes du château de Marconnay, situé à Sanxay (Vienne), figurant au cadastre, section A, sous le n° 1182, d'une contenance de 64a 24ca et n° 1191, d'une contenance de 78ca :

- le sol d'assiette,
- les douves,
- le pont,
- l'ensemble des parties bâties correspondant aux courtines avec leurs tours et les bâtiments appuyés contre elles (à l'exception du bâtiment neuf).

Appartenant à M. Michel, Charles, Marcel, Forestier, né le 12 juin 1944 à Poitiers (Vienne), attaché municipal, et à Mme Catherine, Marie, Josèphe, Beckmans, née le 19 décembre 1948 à Saintes (Charente-Maritime), secrétaire-greffier, demeurant à Sanxay (Vienne), au château de Marconnay.

Ceux-ci en sont propriétaires par acte du 2 avril 1982 passé devant M^e Yvan Argenton, notaire à Parthenay (Deux-Sèvres) et publié à la conservation des hypothèques de Poitiers (Vienne) le 28 avril 1982, volume 8277, n° 13.

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté de classement susvisé du 18 septembre 1929 et il se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 23 juillet 2004.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
 Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine
 et par délégation :
 Le directeur-adjoint de l'architecture et du patrimoine,
 François Braize

Arrêté n° 046 du 19 août 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la tour de l'hôpital du Saint-Esprit de Besançon (Doubs).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux

attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 16 septembre 1933 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la façade et de la toiture de la maison sise 31, quai Vauban à Besançon (Doubs) ainsi que de la chaussée et du quai ;

Vu l'arrêté en date du 15 avril 2004 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de la tour de l'hôpital du Saint-Esprit, en totalité, y compris la porte déposée et la fermeture en bois de la tour d'escalier, sise 5, rue Goudimel à Besançon (Doubs) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Franche-Comté en date du 30 septembre 2003 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 14 mars 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 13 mai 2004 par l'association culturelle de l'Église réformée de Besançon et environs, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la tour de l'hôpital du Saint-Esprit de Besançon (Doubs) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la singularité de sa triple vocation - défense, résidence, hôpital - et de l'authenticité préservée du XV^e au XVIII^e siècles,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques la tour de l'hôpital du Saint-Esprit, en totalité, y compris la porte déposée et la fermeture en bois de la tour d'escalier, sise 5, rue Goudimel à Besançon (Doubs), située sur la parcelle n° 135, d'une contenance de 4a 90ca, figurant au cadastre section AD et appartenant à l'association culturelle de l'Église réformée de Besançon et environs, enregistrée sous le n° 3 à la préfecture du Doubs, dont le siège est à Besançon, 5, rue Goudimel, et représentée par M. Alain Ménégaux, président, demeurant à la même adresse. Étant précisé qu'elle possède un n° SIRET 409 749 44 et un code APE 913A.

L'association en est propriétaire :

- par un acte du 21 février 1975 (vente), passé devant M^e Thony, notaire à Besançon (Doubs), et publié au bureau des hypothèques de Besançon 1^{er} bureau (Doubs) le 9 avril 1975, Volume 881, n° 11,

- suivi d'un acte rectificatif en date du 12 mars 1986,

passé devant M^e Thony, notaire à Besançon (Doubs), et publié au bureau des hypothèques de Besançon 1^{er} bureau (Doubs) les 8 avril et 12 juin 1986, Volume 3455, n° 43,

- suivi d'une attestation rectificative en date du 3 juin 1986, passée devant M^e Thony, notaire à Besançon (Doubs), et publiée au bureau des hypothèques de Besançon 1^{er} bureau (Doubs) le 12 juin 1986, Volume 3492, n° 34.

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 16 septembre 1933 et se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 15 avril 2004 susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
Le directeur-adjoint de l'architecture et du patrimoine,
François Braize

Arrêté n° MH.05-IMM.047 du 7 septembre 2005 portant modification de l'arrêté de classement parmi les monuments historiques du château et du domaine de Saint-Aubin-d'Écrosville (Eure).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret modifié du 18 mars 1924, modifié, pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques ;

Vu le décret n° 2004-822 du 18 août 2004 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région de Haute-Normandie en date du 5 avril 2001 ;

Vu l'arrêté en date du 24 avril 1953 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties suivantes du château à Saint-Aubin-d'Écrosville (Eure) : façades et toitures du château, sol de la cour d'honneur, grande allée d'accès

avec les arbres qui la bordent sur une profondeur de 50 mètres et le parc ;

Vu l'arrêté en date du 14 décembre 2001 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des parties suivantes du château à Saint-Aubin-d'Écrosville (Eure), chacune en totalité : les intérieurs du château, les jardins en totalité (sols, plantations, murs, piliers, grilles et pavillons) à l'exclusion des sculptures, ainsi que les avenues et le parc, la maison de fermier, la charreterie, le colombier, la maison du XVIII^e et les grandes écuries,

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 13 janvier 2003,

Vu l'adhésion au classement donnée la 1^{er} octobre 2004 par M. Edmond de La Haye Joussetin, propriétaire ;

Vu l'arrêté en date du 20 octobre 2004 portant classement des façades et toitures du château, du parc et des jardins en totalité (sols, plantations, murs, piliers, grilles et pavillons) à l'exclusion des sculptures, ainsi que des avenues, et de la maison de fermier, la charreterie, le colombier, la maison du XVIII^e et des grandes écuries ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que l'arrêté de classement susvisé du 20 octobre 2004 comporte des lacunes sur l'étendue des parties classées et sur la dénomination des parcelles concernées par le classement ;

Considérant que la conservation du château et du domaine de Saint-Aubin-d'Écrosville (Eure) présente du point de vue de l'art et de l'histoire un intérêt public en raison de la grande cohérence de ce domaine marqué par le XVII^e et le XIX^e siècles,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'article 1^{er} de l'arrêté de classement susvisé du 20 octobre 2004 est remplacé par l'article 1^{er} suivant :

«Est classé parmi les monuments historiques le domaine de Saint-Aubin-d'Écrosville (Eure) : château, parc et jardins, avenues, avec l'ensemble des éléments bâtis, à l'exception des intérieurs du château et des statues et figurant au cadastre sur les parcelles :

section B n° 035 : 3ha 45a 80ca

section C n° 064 : 2ha 90a 60ca

section C n° 065 : 6ha 16a 60ca

section C n° 067 : 4ha 99a 29ca

section C n° 090 : 99a 15ca

section C n° 151 : 1ha 63a 70ca

section C n° 153 : 3a 28ca

section C n° 154 :	27a 21ca
section C n° 155 :	96a 87ca
section C n° 157 :	65a 52ca
section C n° 158 :	1ha 81a 93ca
section C n° 160 :	89a 50ca
section C n° 161 :	1ha 16a 35ca
section C n° 295 :	3ha 56a 35ca
section C n° 297 :	89a 79ca
section C n° 310 :	10a 35ca
section C n° 328 :	22a 00ca
section C n° 330 :	1ha 62a 51ca
section C n° 331 :	1ha 69a 42ca
section C n° 567 :	12 ha 37a 72ca
section C n° 569 :	1a 76ca
section C n° 570 :	1a 41ca
section C n° 571 :	1a 22ca
section C n° 575 :	9a 60ca
section C n° 576 :	8a 14ca
section C n° 577 :	1a 64ca
section C n° 593 :	33a 57ca

Celles-ci appartiennent à M. Edmond, Marie, Charles, de La Haye Jousselin, exploitant agricole, demeurant à Saint-Aubin-d'Écrosville, époux de Mme Anne Manice, né à New-York (États-Unis) le 26 septembre 1946 :

- par acte passé le 15 janvier 1993 devant M^e Le Breton, notaire à Paris (7^{ème}), publié au bureau des hypothèques de Louviers le 24 juin 1993, volume 1993P, n° 1771 et attestation rectificative du 7 octobre 1993 publiée le 24 novembre 1993, volume 1993P, n° 3183,

- par modification des désignations cadastrales, publiée au bureau des hypothèques de Louviers sous les références 2002P, n° 2190, 2192 et 2202.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
La sous-directrice des monuments historiques
et des espaces protégés,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° MH.05-IMM.048 du 23 septembre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la caponnière de l'ancien fort des Tourelles d'Orléans (Loiret).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 modifié, relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Centre entendue en sa séance du 13 octobre 2004 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 23 mai 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 17 mai 2005 par MM. Franck Colard et Christian Langevin, gérants de la SARL Domaine de Reyville propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la préservation de la caponnière de l'ancien fort des Tourelles d'Orléans (Loiret) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public, en raison de la rareté de ce type d'ouvrage, très bien conservé, dont les dispositions tactiques sont originales et de leur importance pour l'histoire, des systèmes de défense,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La caponnière de l'ancien fort des Tourelles d'Orléans (Loiret), est classée en totalité parmi les monuments historiques.

Elle figure au cadastre section CW, parcelle n° 93, d'une contenance de 15a 05ca et appartiennent à la SARL Domaine de Reyville, société à responsabilité limitée ayant son siège social à Dampierre-en-Burly - Ouzouer-sur-Loire (45570) au Domaine des Noues, immatriculée au registre du commerce et des sociétés à Montargis le 4 décembre 2003 sous le n° 450 936 067 et représentée par ses gérants, M. Christian Langevin demeurant au Domaine des Noues à Dampierre-en-Burly (45570) et M. Franck Colard demeurant 2, rue Eugène-Vannier à La Chapelle Saint-Mesmin (45380).

Cette société en est propriétaire par un acte du 30 mars 2004 passé devant M^e Pellegrin, notaire à Orléans (45000) et publié au 1^{er} bureau des hypothèques d'Orléans le 13 mai 2004, volume 2004P, n° 3229.

Art. 2. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 3. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
 Pour directeur de l'architecture et du patrimoine
 et par délégation :
 La sous-directrice des monuments historiques
 et des espaces protégés,
 Isabelle Maréchal

Circulaire n° 2005/018 du 29 septembre 2005 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des écoles d'architecture - Année universitaire 2005/2006.

La présente circulaire annule et remplace la circulaire relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture, de l'année universitaire 2004 – 2005, n° 2004-019 du 26 août 2004.

Les modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux des écoles nationales supérieures d'architecture font l'objet de dispositions se référant à la circulaire du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche n° 2005-033 du 25 février 2005 relative aux modalités d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour l'année universitaire 2005/2006.

Elles prennent en compte les dispositions du nouveau cursus d'études défini par le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 (*J.O* du 1^{er} juillet 2005) et ses arrêtés d'application du 20 juillet 2005.

La possibilité d'attribuer des bourses sur critères sociaux s'applique désormais :

- aux étudiants préparant un diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master,
- aux étudiants n'ayant pas obtenu une bourse sur critères universitaires et préparant un DEA ou un master de recherche, un DESS ou un master professionnel, un diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA), un diplôme propre aux écoles nationales supérieures d'architecture (DPEA) ou un diplôme d'architecte conférant le grade de master avec mention recherche.

Par ailleurs, afin de simplifier le dispositif, les modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants inscrits dans les formations autres que celles définies pour le premier et le deuxième cycles du nouveau cursus et pour l'année menant au DPLG sont regroupées au sein d'un même chapitre. Elles renvoient à celles s'appliquant au nouveau cursus et à l'année de DPLG.

Comme les années précédentes, le ministère de la culture et de la communication n'a pas souhaité étendre aux étudiants en architecture le principe de l'allocation d'études mis en place par le ministère de l'éducation nationale. Cependant, pour vous permettre de prendre en compte les situations exceptionnelles pouvant donner droit à une bourse, une possibilité d'appréciation au cas par cas vous est offerte par le A.2.1.3 de la présente circulaire.

A - CONDITIONS REQUISES POUR L'OBTENTION D'UNE BOURSE SUR CRITÈRES SOCIAUX

Les bourses sur critères sociaux sont destinées à permettre à leurs bénéficiaires d'entreprendre à la fin de leurs études secondaires, ou peu de temps après, des études supérieures auxquelles, sans cette aide, ils auraient été contraints de renoncer en raison de leur situation sociale.

Durant les premier et deuxième cycles des études d'architecture, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent l'obtenir pour une durée égale à celle du cycle d'études ou le cas échéant, à celle nécessaire à l'obtention de l'ensemble du diplôme sanctionnant la fin du cycle.

Durant le troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement (DPLG), la bourse sur critères sociaux est attribuée pour une année universitaire. Pour obtenir son renouvellement, l'étudiant doit accéder à un niveau supérieur à celui précédemment atteint.

Une bourse sur critères sociaux «à taux zéro» est maintenue par référence au barème national fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale. Elle a pour effet d'exonérer ses bénéficiaires des droits d'inscription et de sécurité sociale étudiante.

Dans tous les cas de figure, les candidats doivent remplir les conditions générales de recevabilité relatives à la nationalité, aux diplômes, à l'âge et aux études poursuivies définies ci-dessous.

Cette aide est accordée par période d'une année universitaire après examen d'un dossier de candidature qui doit être déposé au cours du troisième trimestre de l'année universitaire précédente, avant la date limite précisée chaque année par l'établissement.

Ainsi chaque année, tous les dossiers de demande d'attribution ou de renouvellement sont examinés.

Par ailleurs, une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ne peut être cumulée avec une bourse sur critères universitaires, une bourse de mérite, un prêt d'honneur à l'exception d'une bourse sur critères sociaux à l'échelon «zéro», une bourse d'un autre département ministériel, ou une bourse d'un gouvernement étranger.

En revanche, les aides versées dans le cadre des programmes Erasmus et Socrates peuvent être cumulées avec une bourse au titre de l'accord européen précité (bourse accordée par l'État français) ou avec des bourses de mobilité.

A-1. - Conditions à remplir pour toute demande d'attribution

A-1.1. - Conditions de nationalité

A-1.1.1. - Conditions générales

Les bourses sur critères sociaux sont réservées aux étudiants de nationalité française.

Toutefois, des dérogations à ce principe sont possibles pour les situations suivantes qui permettent aux étudiants de bénéficier de ces aides. Elles concernent :

A-1.1.2. - Les étudiants titulaires de la carte de réfugié délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) en application de la Convention de Genève ou la carte de résident délivrée conformément aux dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

A-1.1.3. - Les étudiants possédant la nationalité d'un État membre de l'Union européenne, en application des articles 39 et 40 du traité du 25 mars 1957 modifié instituant la Communauté européenne, des articles 7 et 12 du règlement européen n°1612/68 du 15 octobre 1968. Ceux-ci peuvent bénéficier d'une bourse dans les cas suivants :

a) soit s'ils ont précédemment occupé à temps plein ou à temps partiel un emploi permanent en France, au cours de l'année de référence, pourvu qu'il s'agisse d'activités réelles et effectives, non saisonnières ou non occasionnelles, que celles-ci aient été exercées en qualité de salarié ou de non-salarié,

b) soit si leur père, leur mère ou leur tuteur légal a perçu des revenus en France, au cours de l'année de référence.

A-1.1.4. - Les étudiants de nationalité étrangère bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et dont le foyer fiscal de rattachement (père ou mère ou tuteur légal et autres enfants à charge) est situé en France depuis au moins deux ans (avis d'imposition de l'année civile de référence, soit n-2, établi en France).

Dans le cas d'un étudiant marié à un conjoint français ou étranger disposant de ressources mensuelles régulières supérieures au SMIC, une bourse sur critères sociaux peut être attribuée si le ménage réside en France depuis plus de deux ans et qu'il a établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents de l'étudiant.

A-1.1.5. - Les étudiants andorrans de formation française.

Les étudiants cités aux paragraphes A-1.1.1., A-1.1.2., A-1.1.3., A-1.1.4. et A-1.1.5. doivent par ailleurs remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire et notamment celles attribuées sur critères sociaux (cf. § A-2.1.) retenus pour les étudiants français dont la famille réside sur le territoire national.

A-1.2. - Conditions de diplôme

Lors de la première demande d'attribution d'une bourse sur critères sociaux, les candidats devront justifier à la rentrée universitaire, soit de la possession du baccalauréat, soit d'une attestation de succès à un diplôme d'accès aux études universitaires, soit d'un titre français ou étranger admis en dispense ou en équivalence du baccalauréat en application d'une réglementation nationale, soit de la validation de leurs études, expériences professionnelles ou acquises personnelles en vue de l'accès à ce niveau d'études, en application de l'article 9 du décret n° 200-739 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture et l'article 3 de l'arrêté relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

A-1.3. - Conditions d'âge

Lors de la première demande d'attribution d'une bourse sur critères sociaux, les étudiants doivent être âgés de moins de 26 ans au premier octobre de l'année universitaire pour laquelle la bourse est demandée.

Cette limite d'âge n'est pas opposable aux étudiants handicapés atteints d'une incapacité permanente reconnue par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap.

Cette limite d'âge est reculée de deux ans pour les candidats entrés dans une école d'architecture par la procédure de validation des études citée ci-dessus.

Par ailleurs, elle est également reculée de la durée du volontariat dans les armées ou au volontariat civil, telle que prévue aux articles L. 121-1 et 122-3 du code du service national. Pour les étudiantes, elle est reculée d'un an par enfant élevé.

Ces deux derniers cas de recul de limite d'âge ne sont pas cumulables avec le précédent.

À compter de l'âge de 26 ans, les étudiants boursiers ne doivent pas interrompre leurs études pour pouvoir continuer à bénéficier d'une bourse. Pour l'application de cette disposition, la période du service national volontaire ou une maternité n'est pas considérée comme une interruption d'études, pas plus que les interruptions supérieures à une année universitaire dues à des difficultés personnelles (raisons graves de santé) ou familiales (décès ou maladie grave notamment) attestées par un avis des services médicaux ou sociaux de l'établissement.

A-1.4. – Exclusions

Sont exclus du régime des bourses sur critères sociaux :

A-1.4.1. - Les agents titulaires des fonctions publiques de l'État, des collectivités territoriales ou hospitalière, même en disponibilité ou en congé sans traitement ou en sursis de première affectation.

A-1.4.2. - Les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté.

A-1.4.3. – Les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle.

A-1.4.4. – Les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de qualification ou en congé individuel de formation.

A-2. - Critères d'attribution des bourses sur critères sociaux

A-2.1. - Critères sociaux

Ces critères s'appliquent à tous les candidats boursiers remplissant les conditions générales définies au paragraphe A-1.

L'article 203 du code civil et la jurisprudence de la Cour de cassation imposent aux parents d'assurer l'entretien de leurs enfants, même majeurs, tant que ceux-ci ne peuvent subvenir à leurs propres besoins. Les bourses sur critères sociaux n'ont donc pas pour objet de se substituer à cette obligation mais constituent une aide complémentaire à celle de la famille.

Un étudiant majeur ne saurait donc obtenir une bourse indépendamment de la situation de ses parents, qu'il établisse ou non une déclaration personnelle de revenus.

En conséquence, les bourses sur critères sociaux sont attribuées en fonction des ressources et des charges parentales appréciées au regard du barème national fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale.

A-2.1.1. - Ressources à prendre en compte

A-2.1.1.1. - Cas général

Les ressources retenues sont celles se rapportant à la seule année de référence (n-2 par rapport à l'année de dépôt de la demande) qui figurent à la ligne «revenu brut global» ou «déficit brut global» du ou des avis fiscaux (d'imposition, de non imposition ou de non-mise en recouvrement, de restitution ou de dégrèvement) détenus par la famille lors du dépôt de la demande de bourse sur critères sociaux effectuée par l'étudiant. Si l'étudiant n'est pas rattaché au foyer fiscal de ses parents, son revenu brut global doit être pris en compte, déduction faite, le cas échéant, de la pension alimentaire versée par ses parents.

Il est tenu compte de la totalité des revenus du foyer fiscal auquel l'étudiant est rattaché, même dans le cas d'un parent remarié.

A-2.1.1.2. - Cas particuliers

a) Revenus perçus à l'étranger

Sont également pris en compte les revenus perçus à l'étranger ou dans les territoires d'outre-mer et qui ne figurent pas à la ligne précitée de l'avis fiscal selon les modalités prévues ci-dessous.

Lorsque l'un ou les deux parents résident et/ou travaillent à l'étranger et y perçoivent des revenus, le consulat de France doit vous communiquer, à titre confidentiel, les éléments vous permettant d'évaluer les ressources et les charges familiales, et notamment une appréciation sur le niveau des revenus compte tenu du coût de la vie locale. Les ressources ainsi obtenues, transposées en euros, et après réintégration du montant de l'impôt payé lorsque celui-ci est

directement prélevé à la source, constituent le «revenu brut global» de la famille qui doit être pris en compte comme celui retenu en France et, le cas échéant, ajouté à ce dernier.

Les candidats de nationalité étrangère visés au A-1.1., doivent joindre à leur dossier de candidature une attestation sur l'honneur du ou des parents ou du tuteur légal les ayant à charge indiquant si des revenus sont perçus à l'étranger et, dans l'affirmative, leur montant en euros. Dans ce cas, ces revenus sont ajoutés au «revenu brut global» figurant sur l'avis fiscal établi en France.

b) Étudiants dont les parents sont séparés ou divorcés

En cas de séparation de fait ou de corps dûment justifiée ou de divorce, les revenus retenus ne concernent que le parent ayant à charge le candidat, sous réserve qu'un jugement prévoie pour l'autre parent l'obligation du versement d'une pension alimentaire. En l'absence d'un tel jugement, les ressources des deux parents sont prises en compte, ces derniers étant soumis à l'obligation d'entretien en application du code civil.

Toutefois, dans les situations dûment constatées par une évaluation sociale, dans lesquelles l'un des parents se trouve dans l'incapacité de remplir l'obligation telle qu'elle est définie par le code civil (article 203), il pourra être accordé une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, à titre dérogatoire, sur la seule prise en considération des revenus du foyer ayant dans les faits la charge de l'étudiant.

De même, dans les cas où, en l'absence de la mention du versement d'une pension alimentaire dans le jugement de divorce, les ex-conjoints peuvent attester du fait, dûment constaté et fiscalement reconnu, que chacun d'entre eux a la charge d'un de leurs enfants au moins, il sera possible, à titre dérogatoire, d'examiner le droit à bourse sur la base du seul revenu du foyer fiscal concerné.

En cas de remariage, lorsque le nouveau conjoint prend fiscalement à charge un ou des enfants étudiants issus du premier mariage de son conjoint, le droit à bourse de ces étudiants doit être examiné en fonction des ressources de ce nouveau couple constitué selon les modalités prévues ci-dessus au cas général. En ce qui concerne les points de charge à attribuer, voir ci-dessous le paragraphe A -2.1.2.2. a).

c) Prise en compte d'une année de référence plus récente que n-2

À titre dérogatoire, et dans les situations limitativement énumérées ci-après, les revenus de l'année civile écoulée, voire ceux de l'année civile en cours, peuvent être retenus après prise en considération de l'évolution du coût de la vie durant cette (ces) année (s), mesurée ou prévue par l'INSEE (cf. Annexe I) afin de les comparer à ceux de l'année de référence :

- en cas de diminution durable et notable des ressources familiales résultant de maladie, décès, chômage, retraite, divorce, séparation de fait ou séparation de corps dûment constatée par la juridiction judiciaire ou lorsque la situation personnelle de l'étudiant et/ou de son conjoint est prise en compte à la suite d'un événement récent (mariage, naissance) ;
- en cas de diminution des ressources consécutive à une mise en disponibilité, un travail à temps partiel, à une réduction du temps de travail durable, ou à un congé sans traitement (congé parental par exemple).

d) Cas particuliers pour lesquels la situation des parents ou du tuteur légal n'est pas retenue.

* Étudiant marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité en application de la loi n° 99-944 du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité, dont le conjoint ou le partenaire dispose de ressources mensuelles régulières supérieures à 90 % du SMIC. Les intéressés doivent avoir établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents ou du tuteur légal (cf. A-1.1.3.). Cette situation concerne les étudiants français ou étrangers résidant en France depuis au moins deux ans.

Lorsqu'une bourse a été attribuée en fonction des revenus du couple ou du conjoint ou du partenaire du candidat boursier, et qu'entre temps, ceux-ci ont diminué voire disparu notamment en cas de départ comme volontaire civil ou volontaire dans les armées, de séparation dûment constatée par la juridiction judiciaire, de divorce ou de veuvage, celle-ci continuera à lui être allouée jusqu'à la fin de l'année universitaire.

- * Étudiant ayant lui-même un ou plusieurs enfants à charge fiscalement et qui ne figure plus sur la déclaration de revenus de ses parents ou du tuteur légal.
- * Étudiant âgé de 18 à 21 ans bénéficiaire des prestations d'aide sociale versées par les services de l'aide sociale à l'enfance (cf. titres II et III du code

de la famille et de l'aide sociale) ou âgé de plus de 21 ans et ancien bénéficiaire de ces mêmes prestations.

* Étudiant orphelin de père et/ou de mère : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou du foyer fiscal auquel il est rattaché.

* L'étudiant titulaire d'une carte de réfugié délivrée par l'Office français des réfugiés et d'apatrides (OFPRA) : prise en compte des revenus personnels s'ils existent ou de ceux du foyer fiscal auquel il est rattaché.

A-2.1.2. - Charges à prendre en compte

La liste des situations ouvrant droit à des points de charge (cf. Annexe II) est fixée par référence au barème national fixé par arrêté interministériel pour les étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'éducation nationale. Ces situations sont appréciées selon les indications fournies par l'étudiant lors du dépôt de sa candidature. Toute modification de sa situation ou de celle de sa famille entre la date de dépôt de la demande et le début de l'année universitaire entraîne une révision du dossier.

A-2.1.2.1. - Charges de l'étudiant

a) Points afférents à l'éloignement du domicile habituel :

Le domicile habituel de l'étudiant est celui de sa famille. Lorsque la bourse est attribuée en fonction des ressources du candidat ou de son conjoint, c'est son domicile qui sert de référence, étant précisé que lorsque l'étudiant vient d'un département ou d'un territoire d'outre-mer afin de poursuivre ses études en métropole, les parents ou le candidat (ou son conjoint) doivent résider en outre-mer. Les modalités d'appréciation de la distance relèvent de la compétence de la commission locale des bourses.

Les étudiants accomplissant une partie de leur cursus dans un des pays membres de l'Union européenne dans le cadre d'une convention avec leur école d'origine bénéficient à ce titre du nombre maximum de points de charge relatifs à l'éloignement.

b) Points attribués en faveur du candidat boursier atteint d'une incapacité permanente :

Cette incapacité doit avoir été reconnue, selon l'âge de l'intéressé, par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap.

Le montant des points sera majoré si ce handicap nécessite la présence d'une tierce personne.

c) L'attribution du point en faveur du candidat boursier pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière résulte des dispositions prévues par :

- le décret n° 79-845 du 26 novembre 1979, pris pour l'application de la loi n° 77-1408 du 23 décembre 1977 accordant une protection particulière aux enfants de militaires tués ou blessés accidentellement en temps de paix,
- le décret n° 81-328 du 3 avril 1981 accordant une protection particulière aux enfants de magistrats, fonctionnaires civils et agents de l'État,
- le décret n° 82-337 du 8 avril 1982 accordant une protection particulière aux enfants des personnels employés par les collectivités locales.

d) Pour l'attribution du point au titre de chaque enfant à charge du candidat :

Lorsque l'étudiant est rattaché fiscalement à ses parents ou au tuteur légal, le point s'ajoute à leurs charges. Dans le cas d'indépendance de l'étudiant, ce point s'ajoute soit à ses propres charges soit à celles du ménage.

e) L'attribution du point en faveur du candidat marié ou ayant conclu un pacte civil de solidarité, au titre du ménage, est réservé au candidat boursier marié dont le conjoint dispose de ressources mensuelles régulières supérieures au SMIC et dont le ménage a établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents.

Il est à noter que dans ce cas aucun point de charge de la famille parentale ne peut être pris en compte.

A-2.1.2.2. - Charges de la famille

a) Sont considérés à charge :

- Les enfants rattachés fiscalement aux parents ou au tuteur légal même ceux issus de précédent(s) mariage(s) et qui ne disposent d'aucun revenu ou seulement de ressources mensuelles régulières inférieures au SMIC (il faut remarquer qu'une déclaration fiscale séparée d'un enfant conduit donc à ne plus le considérer à charge). Le rattachement fiscal est celui de l'année de référence n-2 prise en compte pour l'examen du droit à bourse ou les années suivantes en cas de naissance ou de mariage.
- Des points particuliers sont attribués pour chaque enfant à charge étudiant dans l'enseignement supérieur à l'exclusion du candidat boursier. Pour l'attribution de ces points, la notion d'enseignement supérieur recouvre l'ensemble des formations supérieures dispensées à plein temps (même si la possession du baccalauréat n'est pas exigée pour l'admission) et

ouvrant droit au régime de la sécurité sociale étudiante, à l'exclusion des études par correspondance, sauf raisons médicales graves. Ces formations relèvent, soit du ministère chargé de l'enseignement supérieur, soit d'un autre département ministériel.

Ces points de charge sont également attribués au titre de chaque enfant à charge, étudiant dans l'enseignement supérieur à l'étranger (à l'exclusion du candidat boursier).

- Un point supplémentaire particulier est attribué dans le cas où le père ou la mère du candidat boursier élève seul un ou plusieurs enfants, même si une pension alimentaire est versée par l'autre parent pour l'entretien de l'enfant. Il en est de même pour le candidat boursier qui élève seul un ou plusieurs enfants, dans le cas particulier où la situation de ses parents n'est pas prise en compte.

A-2.1.3. - Situations particulières

À titre exceptionnel la commission locale peut examiner les situations d'étudiants qui n'ont pu être prises en compte par la réglementation citée ci-dessus. Il s'agit en particulier des étudiants :

- élevés par des grands-parents sans décision judiciaire,
- dont les parents sont en situation de surendettement, de faillite, de dépôt de bilan,
- dont les parents doivent faire face à des situations exceptionnelles comme par exemple une baisse de revenus à la suite de catastrophes naturelles ou en raison de la conjoncture économique notamment pour les professions agricoles,
- de difficultés particulières non décrites ci-dessus,
- de rupture familiale avec leurs parents ; cette situation doit être attestée à partir d'un dossier préparé par les services sociaux, et comprenant au minimum des documents officiels attestant d'un domicile séparé et d'une déclaration fiscale indépendante,
- en cas d'âge limite dépassé pour l'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux, sous réserve que les intéressés soient titulaires du diplôme de deuxième cycle des études d'architecture, inscrits en troisième cycle DPLG et ne bénéficient pas, par ailleurs, d'autres aides (ex. des allocations de chômage ou le revenu minimum d'insertion, etc.).

Par ailleurs, les intéressés doivent remplir les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux définies notamment aux paragraphes A-1. et A-2.2.1. de la présente circulaire.

Ces cas particuliers sont traités dans les conditions prévues au paragraphe B.

A-2.2. - Critères liés aux études

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées par le ministère de la culture et de la communication aux étudiants inscrits dans une école nationale supérieure d'architecture :

- suivant les premier, deuxième et troisième cycles des études et au troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte diplômé par le Gouvernement (DPLG), en formation initiale,
- préparant un diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master,
- préparant un DESS ou un master professionnel, un DEA ou un master de recherche, un diplôme propre aux écoles d'architecture (DPEA), un diplôme de spécialisation et d'approfondissement (DSA) ou un diplôme d'architecte conférant le grade de master avec mention recherche s'ils n'ont pas obtenu de bourses sur critères universitaires.

Dans le cadre de la nouvelle réglementation des études d'architecture fixée par décret du 30 juin 2005 précité, le diplôme de premier cycle d'études en architecture s'obtient en trois ans. Le diplôme de deuxième cycle, diplôme d'État d'architecte s'obtient en deux ans. Le diplôme de troisième cycle conduisant au diplôme d'architecte DPLG s'obtient au bout d'un an supplémentaire.

Les études doivent être suivies à titre principal et à temps plein selon un rythme normal de progression.

Une bourse sur critères sociaux ne peut être accordée, au niveau des premier et deuxième cycles, à des étudiants ayant précédemment suivi des études de troisième cycle ou ayant précédemment bénéficié du nombre maximal de bourses prévu dans le cycle d'études concerné. Il en est de même pour ceux qui sont titulaires d'un diplôme à finalité professionnelle de niveau bac + 4 ou bac + 5 s'inscrivant dans une école d'architecture à un niveau inférieur ou équivalent.

A-2.2.1. - Études ouvrant droit à une bourse sur critères sociaux

Les candidats boursiers doivent être régulièrement inscrits dans une école d'architecture publique française ou poursuivre leurs études d'architecture commencées en France dans un établissement public d'enseignement supérieur de l'architecture d'un État membre du Conseil de l'Europe en application de l'accord européen signé et ratifié par la France le 11 septembre 1970.

Les étudiants originaires des territoires d'outre-mer (TOM) venant poursuivre des études d'architecture en métropole peuvent bénéficier des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux conformément aux dispositions du décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988, «portant application aux territoires d'outre-mer du régime des bourses d'enseignement supérieur et des prêts d'honneur du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports» et du décret n° 89-733 du 11 octobre 1989 modifié par le décret n° 2000-486 du 2 juin 2000 «portant réglementation des bourses d'enseignement supérieur accordées par le ministère des départements et territoires d'outre-mer à certaines catégories d'étudiants des territoires d'outre-mer».

Les étudiants poursuivant leurs études d'architecture dans un pays membre du Conseil de l'Europe doivent remplir les conditions suivantes :

- conditions générales fixées aux § A-2.1., A-2.2.2. et A-2.2.3.,
- posséder la nationalité française (en application de l'article 3 de l'accord européen cité ci-dessus), ou être originaires de l'Union européenne ou d'un État partie à l'Espace économique européen (EEE). Pour ces derniers, les parents doivent résider, travailler ou avoir travaillé en France et continuer à pourvoir à l'entretien de leurs enfants. Ainsi, le droit à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour ces étudiants originaires de l'Union européenne ou à l'Espace économique européen (EEE) doit être apprécié en fonction des dispositions définies au § A-2.1.1.,
- être titulaires du baccalauréat français ou européen ou franco-allemand ou de tout baccalauréat homologué ou déclaré valable de plein droit sur le territoire de la République française, ou avoir déjà suivi des études supérieures en France, quel que soit le ministère de tutelle,
- avoir déjà commencé des études supérieures en architecture en France,
- être inscrits dans un établissement public d'enseignement supérieur chargé de l'enseignement de l'architecture en vue de l'obtention de l'un des diplômes visés à l'arrêté du 20 février 1990 «fixant la liste des diplômes, certificats et autres titres du domaine de l'architecture délivrés par les États membres de la Communauté économique européenne et permettant l'inscription à un tableau régional d'architectes», modifié (diplôme admis en équivalence du diplôme DPLG).

Le certificat d'inscription doit expressément mentionner l'année ou le semestre d'études suivi ainsi que l'intitulé exact du diplôme préparé.

Chaque trimestre, le candidat doit adresser à son école d'architecture d'origine un certificat d'assiduité.

Cette aide ne peut être cumulée avec une bourse d'études accordée par le pays d'accueil ou avec un salaire perçu à l'étranger.

La décision d'attribution est prise, sur proposition de la commission locale des bourses de l'école d'architecture où ont été commencées les études d'architecture, par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les bourses. Cette école sera chargée d'instruire le dossier et de préparer la décision. Le mandatement sera fait par la préfecture qui est ordonnateur secondaire de ces dépenses pour l'école.

A-2.2.2. - Rythme normal de progression

A-2.2.2.1. - Modalités d'attribution pour les cursus du diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master

a) Le principe de la «bourse par cycle» pour les premier et deuxième cycles des études d'architecture défini par le décret n° 2005-734 du 30 juin 2005

1. Durant les premier et deuxième cycles, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent obtenir une bourse pour une durée égale à celle du cycle d'études, soit trois ans pour le premier cycle et deux ans pour le deuxième cycle.

Les étudiants doivent être chaque année éligibles à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

2. En cas d'échec ou de réorientation ne permettant pas d'achever le premier cycle en trois ans ou le deuxième cycle en deux ans, les étudiants remplissant les critères sociaux peuvent obtenir le maintien de cette aide durant deux années universitaires de plus que ce qu'implique le cursus normal de 3 ans pour le premier cycle et de 2 ans pour le deuxième cycle, soit sept ans au lieu de cinq ans au total, après vérification de leur assiduité aux travaux dirigés et de leur présence aux examens par le jury.

Le maximum autorisé est toutefois fixé à 5 droits pour l'obtention du diplôme de 1^{er} cycle conférant le grade de licence, un droit couvrant deux semestres consécutifs.

Ainsi, si un étudiant épuise ces 5 droits pour obtenir le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence, il lui reste 2 droits dans le cadre de la préparation du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

S'il en utilise 4, il peut bénéficier de 3 droits pour obtenir le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Enfin s'il en utilise 3, il ne peut, néanmoins, prétendre à plus de trois droits pour obtenir le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Afin de conserver la notion de progression dans les études telle que retenue dans les principes d'attribution des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, le 3^{ème} droit à bourse est accordé si l'étudiant a validé 60 crédits européens et le 5^{ème} droit dans le cas de la validation de 120 crédits européens. Le 6^{ème} droit à bourse sera accordé si l'étudiant a validé son diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence ou un diplôme de niveau comparable.

Pour ceux qui n'ont obtenu aucune note supérieure à la moyenne lors de la première année d'études ou après leur réorientation, ce maintien ne pourra être accordé que sur avis individuel du président de la commission locale des bourses. Il est souhaitable que cet avis soit émis sur proposition des jurys qui siègent à la fin du premier niveau et à la fin du premier cycle, selon l'année où l'étudiant est positionné.

3. En cas de réorientation, l'étudiant déjà boursier titulaire d'un diplôme national de l'enseignement supérieur obtenu en deux ans pourra obtenir en premier cycle le maintien d'une seule bourse sur critères sociaux pour une seule année universitaire. Néanmoins, à titre exceptionnel, le maintien d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux peut être accordé, après avis favorable circonstancié de la commission locale, à un étudiant qui a épuisé son droit à bourse dans le premier cycle (trois ans aidés) et accède à la rentrée 2005 en deuxième année de ce premier cycle.

4. Les étudiants titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur leur permettant d'accéder dans l'une des deux années du deuxième cycle pourront bénéficier pendant ce cycle d'une bourse pour une seule année universitaire.

b) Le principe de la bourse de 2^{ème} cycle dans le cadre du cursus réglementé par le décret du 27 novembre 1997

1. Durant le deuxième cycle, les étudiants qui remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse sur critères sociaux peuvent obtenir une bourse pour une durée égale à celle du cycle d'études, soit deux ans.

Les étudiants doivent être chaque année éligibles à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

2. En cas d'échec ou de réorientation ne permettant pas d'achever le deuxième cycle en deux ans, les étudiants remplissant les critères sociaux pourront obtenir le maintien de cette aide durant une année universitaire (soit trois ans maximum) après vérification de leur assiduité aux travaux dirigés et de leur présence aux examens par le jury.

Toutefois, pour ceux qui n'ont obtenu aucune note supérieure à la moyenne lors de la première année d'études ou après leur réorientation, ce maintien ne pourra être accordé que sur avis individuel du président de la commission locale des bourses. Il est souhaitable que cet avis soit émis sur proposition des jurys qui siègent à la fin du premier niveau et à la fin du premier cycle, selon l'année où l'étudiant est positionné.

3. Les étudiants titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur leur permettant d'accéder dans l'une des deux années du deuxième cycle pourront bénéficier pendant ce cycle d'une bourse pour une seule année universitaire.

c) Cas particuliers

1. Les étudiants handicapés reconnus par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap et les sportifs de haut niveau peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux durant cinq ans au maximum pour la préparation du premier cycle d'architecture et de quatre ans au maximum pour la préparation d'un deuxième cycle d'architecture.

2. Les étudiants se trouvant en premier et deuxième cycles en situation d'échec consécutif à la fin d'un volontariat, à des circonstances personnelles (maternité, raisons graves de santé) ou familiales (décès notamment), attestées par un avis des services médicaux ou sociaux de l'établissement, pourront obtenir le maintien de leur bourse durant une année universitaire. Cette disposition s'applique également aux étudiants qui ont précédemment bénéficié des dispositions prévues au paragraphe a) 2. ci-dessus.

d) Licences professionnelles

Les étudiants qui ont obtenu le diplôme de fin de premier cycle des études d'architecture et ceux qui ont validé les deux premières années du cycle sanctionné par le diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et qui préparent une

licence professionnelle peuvent bénéficier d'une bourse sur critères sociaux durant cette année qui constitue une troisième année d'études supérieures permettant l'entrée dans la vie active.

A-2.2.2.2. - Modalités d'attribution pour le cycle menant au diplôme d'architecte DPLG

La bourse sur critères sociaux est attribuée pour une année universitaire que le cycle soit d'un an (pour ceux titulaires du diplôme d'État d'architecte) ou de deux ans.

Dans le cas d'un cycle en deux ans pour obtenir un renouvellement, l'étudiant qui remplit les conditions générales d'attribution des bourses sur critères sociaux doit accéder à un niveau supérieur à celui précédemment atteint.

Dans ce cadre il convient de considérer que les étudiants qui sont autorisés à suivre les enseignements de l'année supérieure d'études quelle que soit l'organisation du contenu de ce cycle et à se présenter aux examens correspondants, même s'ils n'ont pas satisfait à toutes les épreuves de fin de première année, remplissent les conditions requises pour l'attribution d'une bourse.

A-2.2.2.3. - Modalités d'attribution pour les formations menant aux autres diplômes que ceux traités en A.2.2.2.1. et A-2.2.2.2.

Peuvent obtenir une bourse sur critères sociaux conformément aux dispositions fixées par arrêté du ministère chargé de l'enseignement supérieur, les étudiants qui n'ont pas obtenu de bourses sur critères universitaires (voir circulaire spécifique) suivant les études conduisant soit :

- à un DEA ou un master de recherche,
- à un DESS ou un master professionnel,
- à un DPEA,
- au diplôme d'État d'architecte mention recherche,
- à un DSA.

Cette bourse est accordée :

- pour les 3^{ème} et 4^{ème} semestres des masters professionnels et de recherche et du parcours recherche du diplôme d'État d'architecte mention recherche,
- et pour la durée normale des autres formations, qui peut dépasser un an pour le DPEA et les DSA.

Elle peut, toutefois, être attribuée ou renouvelée pour une année supplémentaire dans les conditions suivantes :

- en ce qui concerne la préparation d'un DEA ou d'un master de recherche ou du diplôme d'architecte valant grade de master avec mention recherche, lorsque les étudiants ont obtenu l'autorisation d'allonger leur scolarité au titre d'un mandat électif telle que prévue à l'article 2 de l'arrêté du 25 avril 2002 relatif aux études doctorales,

- aux étudiants souffrant d'un handicap reconnu par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap,

- aux étudiants qui, pour des raisons graves attestées par un avis des services universitaires médicaux et sociaux, ont dû interrompre leur année de formation,

- aux sportifs de haut niveau.

Sous réserve de ces dispositions, sont exclus du droit à bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux les candidats qui ont déjà bénéficié :

- d'une bourse d'agrégation,
- d'une bourse de service public,
- d'une allocation de recherche,
- d'une bourse sur critères universitaires ou d'enseignement supérieur sur critères sociaux pour préparer :

- . un DEA ou un master de recherche,
- . un DESS ou un master professionnel,
- . un DPEA,
- . un diplôme d'État d'architecte mention recherche,
- . un DSA.

A-2.2.3. - Situations exceptionnelles ouvrant droit à bourses sur critères sociaux

En cas de non-progression (redoublement) ou de réorientation ne permettant pas la poursuite d'études à un niveau supérieur, une bourse peut être accordée de façon très ponctuelle et circonstanciée à la suite d'importantes difficultés personnelles (maternité, raison grave de santé telle que traitement médical contraignant, hospitalisation, handicap, etc.) ou familiales (décès, etc.).

Dans ce cas, pour bénéficier d'une bourse sur critères sociaux, l'étudiant doit avoir obtenu deux années de bourses au maximum au cours du deuxième cycle.

Dans le cas des étudiants handicapés et des sportifs de haut niveau, un redoublement pourra être accepté, leur laissant la possibilité de bénéficier d'une bourse d'une année supplémentaire pour la préparation du diplôme.

À titre dérogatoire, il est possible d'attribuer, aux étudiants qui n'ont pu achever leur année menant au diplôme d'architecte DPLG, une bourse pour un trimestre supplémentaire. Pour pouvoir en bénéficier les étudiants doivent :

- être en situation de progression par rapport à l'année universitaire précédente,
- avoir bénéficié de deux bourses au maximum en deuxième cycle.

A-2.3. - Critères d'assiduité

L'attribution d'une bourse est destinée à faciliter la poursuite de ses études à son bénéficiaire, qui doit y consacrer la majeure partie de son temps.

L'inscription et l'assiduité aux cours, travaux pratiques et travaux dirigés et aux stages obligatoires prévus par la réglementation doivent être vérifiées. Le candidat boursier doit également s'engager à se présenter aux examens correspondant à sa scolarité.

L'établissement est en droit de demander l'interruption du versement de la bourse en cas de non-assiduité. Toutefois, avant d'engager les procédures relatives à l'émission d'un ordre de reversement de tout ou partie de la bourse, il appartient à l'établissement d'informer l'étudiant afin qu'il puisse fournir d'éventuelles informations complémentaires.

Deux dérogations sont toutefois prévues :

- lorsque, pour raisons médicales graves (traitement médical contraignant, hospitalisation, handicap), un étudiant ne pourra être assidu ou se présenter aux examens,
- la possibilité est offerte à l'étudiant en architecture de suivre à temps complet un stage obligatoire rémunéré intégré dans son cursus ou d'exercer une activité professionnelle en complément de l'aide de l'État, à condition que cette activité ne vienne pas compromettre sa nécessaire assiduité aux enseignements prévus par les arrêtés pris pour l'application du décret du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture.

B - MODALITÉS D'ATTRIBUTION DES BOURSES SUR CRITÈRES SOCIAUX

Les bourses sur critères sociaux sont attribuées par période d'une année universitaire. Chaque année, un nouveau dossier de candidature doit être déposé au cours du troisième trimestre de l'année universitaire précédente, avant la date limite indiquée par l'établissement.

B-1. - Information des familles

B-1.1. - À leur demande, le candidat boursier et sa famille peuvent être informés par l'établissement sur l'aide qu'ils pourront éventuellement obtenir pour l'année universitaire suivante, ainsi que de la date limite du dépôt des dossiers.

Dans cet objectif, le dossier de demande de bourse fait l'objet d'un premier examen en vue d'informer le candidat boursier et sa famille sur ses droits. Cette information doit être la plus complète possible et faire apparaître les éléments alors déjà pris en compte.

B-1.2. - Le candidat devra être avisé que, le cas échéant, d'autres éléments d'information qu'il pourrait être amené à fournir, seront susceptibles de modifier cette décision à la suite de son inscription à la rentrée universitaire.

B-1.3. - Toutefois, ce n'est qu'après l'inscription du candidat boursier, les résultats des examens de fin d'année universitaire, et la tenue de la commission locale de bourses que la véritable décision, soit d'attribuer une bourse en déterminant le montant, soit de refuser cette aide, interviendra. Toute décision prise par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause devra faire l'objet d'une notification aux candidats.

B-1.4. - Les candidats non retenus seront informés des voies de recours qui leur sont offertes.

B-1.5. - En application de la loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public (décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers, circulaire du Premier ministre du 28 septembre 1987), les décisions suivantes devront être obligatoirement motivées :

- refus d'attribution d'une bourse sur critères sociaux,
- retrait ou réduction d'une bourse sur critères sociaux.

Préalablement à ces décisions, les étudiants devront pouvoir présenter des observations écrites ou être reçus sur leur demande.

B-2. - Demande et attribution des bourses

La demande devra être déposée auprès de l'école d'architecture qui instruira le dossier et qui appréciera sa recevabilité.

B-2.1. - Date limite

La date limite de dépôt des dossiers de demande de bourse sur critères sociaux est celle qui figure sur le formulaire de demande d'attribution ou de renouvellement de bourse sur critères sociaux. Un dossier même incomplet devra être accepté et le candidat sera invité à fournir le plus rapidement possible les renseignements et documents manquants.

En outre la plus large information sur cette date limite devra être assurée par l'établissement d'enseignement de l'architecture auprès des étudiants, futurs étudiants et leur famille, afin d'éviter les dépôts tardifs.

Il conviendra au directeur de l'établissement d'apprécier, au-delà de cette date limite, la recevabilité des demandes tardives de bourse en fonction des justificatifs apportés par l'étudiant. Il devra notamment tenir compte des éventuelles conséquences qu'entraînerait une décision de rejet de dossiers tardifs sur la poursuite des études supérieures des candidats.

En cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant (mariage, divorce) ou de sa famille (divorce, décès, chômage, retraite, maladie) après la date limite, la demande de bourse sur critères sociaux devra être examinée quelle que soit sa date de dépôt. La situation de l'étudiant devra être attestée par une enquête sociale. L'examen de la demande fera l'objet d'une procédure allégée (cf. ci-dessous § B-2.4.3.).

les dossiers parvenus après la date limite fixée par l'école ne peuvent faire l'objet d'une prise en compte que pour les deuxième et troisième trimestres et à condition d'être remis à l'école au plus tard le 30 novembre.

B-2.2. - Lieu de dépôt des dossiers

Les dossiers devront être examinés par l'établissement où ils ont été déposés. Sur justification d'inscription du candidat dans un autre établissement, l'école d'origine transmettra le dossier complet à l'établissement d'accueil qui devra alors faire figurer le nom du boursier sur son arrêté. Les deux écoles se mettront d'accord sur les modalités du transfert.

B-2.3. - Commission locale des bourses

La phase terminale d'examen des demandes de bourses sur critères sociaux se situe le plus généralement après les résultats des examens de fin d'année universitaire qui conditionnent le nouveau niveau d'études.

En cas d'échec ou de réorientation sans inscription à un niveau supérieur d'études le candidat devra être expressément invité à fournir les explications

nécessaires en vue d'un nouvel examen du dossier pour permettre l'appréciation du caractère exceptionnel de sa situation.

La commission locale des bourses sera consultée avant toute décision d'attribution ou de non-attribution d'une bourse, prise par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause.

Si la décision est moins favorable que l'information donnée au mois de juillet, elle devra être clairement et explicitement motivée par écrit.

Cette commission comprend :

a) des membres de droit :

- le directeur de l'établissement (président) ou son représentant,
- le ou la responsable de la gestion des bourses sur critères sociaux au sein de l'établissement,
- le directeur départemental des impôts ou son représentant,
- deux étudiants nommés pour une année scolaire et deux enseignants nommés pour deux ans par le conseil d'administration, ou leur(s) suppléant(s),
- une assistante sociale.

b) des membres qu'il appartient au directeur de l'établissement de désigner :

- un représentant du rectorat,
- des personnels enseignants.

c) à titre consultatif :

- le directeur du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) ou son représentant,
- toute personne qu'il vous paraîtra utile d'inviter appartenant notamment aux services régionaux ou locaux de l'action sanitaire ou sociale, des impôts et de l'agriculture.

B-2.4. - Révision de la décision ou examen d'une demande après la réunion de la commission locale**B-2.4.1. - Modification du montant de la bourse en cours d'année universitaire**

Après le dépôt de sa demande de bourse, le candidat a la possibilité de signaler par lettre tout changement affectant sa situation personnelle, familiale ou financière entraînant une modification des points de charge et une baisse du montant des ressources prises en compte pour l'attribution de la bourse.

Dans le cas d'un tel changement de situation, il appartient au directeur de l'établissement de proposer

la modification de la décision d'attribution d'une bourse.

B-2.4.2. - En cas de non-assiduité ou lorsque l'étudiant boursier ne se présente pas, sans raison valable, aux examens correspondant à sa scolarité, un projet d'ordre de reversement d'une partie ou de la totalité de la bourse pourra être établi par les soins du directeur de l'établissement.

B-2.4.3. - En cas de changement durable et notable de la situation de l'étudiant en cours d'année universitaire (cf. § B-2.1), une demande tardive présentée après la réunion de la commission locale des bourses est examinée par une commission *ad hoc* réunie par le directeur de l'établissement. Elle est transmise, accompagnée d'un avis motivé de cette commission, à l'autorité investie du pouvoir d'attribution des bourses sur critères sociaux.

B-2.5. - Montant des bourses sur critères sociaux

Le montant (échelon) de la bourse attribuée est déterminé en fonction des critères sociaux retenus.

Le barème des ressources et le taux annuel des bourses sur critères sociaux par échelon sont ceux de l'enseignement supérieur fixé chaque année par arrêté interministériel publié au *Journal officiel* de la République française.

En application du barème national, un échelon «zéro» est attribué à certains étudiants. Cet échelon «zéro» permet à son bénéficiaire d'être exonéré des droits d'inscription et de sécurité sociale étudiante.

En outre, des dispositions particulières sont prévues dans certaines situations.

B-2.5.1. - Compléments de bourse

B-2.5.1.1. - Étudiantes reprenant leurs études après un congé de maternité

Le complément de bourse est accordé au cours de l'année universitaire qui suit le congé de maternité.

Pour bénéficier de cet avantage, l'étudiante devra remplir les conditions suivantes :

- a) être boursière, sans qu'il soit nécessaire de l'avoir été avant le congé de maternité,
- b) avoir dû, soit retarder le début de ses études supérieures, soit les interrompre à l'issue d'une année universitaire couronnée de succès,
- c) s'être inscrite ou réinscrite dans l'enseignement supérieur au plus tard à la première rentrée universitaire ayant suivi le congé de maternité.

B-2.5.1.2. - Autres cas

- a) Étudiants inscrits dans un établissement de France continentale dont les parents résident en Corse.
- b) Étudiants ayant séjourné dans un établissement de cure ou de post-cure.

Les compléments de bourses prévus aux paragraphes B-2.5.1.1. et B-2.5.1.2. ne sont pas cumulables entre eux.

B-2.5.2. - Maintien de la bourse pour un quatrième terme à certains étudiants

Le maintien du paiement de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux pendant les grandes vacances universitaires (quatrième terme) est réservé aux étudiants titulaires d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux. Sont exclus de cette aide les étudiants titulaires d'une bourse à échelon « zéro » et ceux inscrits en dernière année d'un cursus conduisant à la délivrance d'un diplôme sanctionnant une formation à bac + 5 ou plus, listé au § A-2.2. Les dispositions relatives au maintien du paiement de la bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux s'appliquent aux étudiants qui n'ont pas achevé leurs études au 1^{er} juillet de l'année universitaire au titre de laquelle ils ont obtenu cette bourse.

Cette disposition concerne :

- a) les étudiants boursiers en métropole à la charge de leurs parents ou de leur tuteur légal lorsque ceux-ci résident dans un département d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion), ou dans une collectivité d'outre-mer (Polynésie française, îles Wallis et Futuna, Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie),
- b) les étudiants boursiers français à la charge de leurs parents ou de leur tuteur légal lorsque ceux-ci résident à l'étranger (à l'exception des États membres de l'Union européenne et des pays riverains de la Méditerranée : Croatie, Yougoslavie, Albanie, Turquie, Liban, Israël, Syrie, Jordanie, Égypte, Libye, Maroc, Algérie, Tunisie),
- c) les étudiants boursiers pupilles de l'État et âgés au moins de 21 ans,
- d) les étudiants orphelins de père et de mère,
- e) sous réserve que la situation de leurs parents ou de leur tuteur légal ne leur permette pas d'assurer leur accueil pendant les grandes vacances universitaires, les étudiants boursiers français qui ont bénéficié auparavant des mesures de l'aide sociale à l'enfance,
- f) les étudiants boursiers réfugiés titulaires de la carte de réfugiés délivrée par l'OFPRA.

B-2.5.3. - Étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture de la région Ile-de-France

Un complément de bourse est attribué aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture de la région Ile-de-France au titre de leurs frais de transports. Son montant est égal à celui versé aux étudiants des établissements placés sous la tutelle du ministère de l'éducation nationale. Il n'est pas versé aux étudiants bénéficiaires d'une bourse à «taux zéro».

B-3. - Recours

Le directeur de l'établissement notifie l'avis favorable ou défavorable de la commission locale des bourses. Cette notification devra préciser, en cas d'avis défavorable, le motif de celui-ci et indiquer les voies et délais de recours ouverts aux candidats.

B-3.1. - Procédure

Lorsqu'un candidat boursier conteste la décision prise suite à l'avis de la commission locale, le service des bourses de l'établissement devra l'informer plus amplement des raisons de refus de son dossier.

Tout candidat qui conteste une décision d'attribution de bourses sur critères sociaux peut demander une révision de son dossier par la commission nationale des bourses dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision.

Si le candidat décide de recourir à l'arbitrage de la Commission nationale, il devra transmettre au service des bourses son dossier accompagné des pièces suivantes :

- notification d'avis défavorable,
- lettre indiquant clairement le ou les points contestés par le candidat,
- en cas de dégradation de sa situation, une note émanant de l'assistante sociale du centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) résumant la situation sociale du candidat.

Les recours devront être adressés au ministère de la culture et de la communication (direction de l'architecture et du patrimoine) sous couvert du directeur de l'école d'architecture qui émet obligatoirement un avis motivé accompagnant la transmission du recours.

B-3.2. - Commission nationale des bourses

La Commission nationale des bourses est composée de membres choisis au sein du ministère de tutelle et de personnalités extérieures.

Pour le ministère de tutelle :

- le sous-directeur chargé de l'enseignement de l'architecture, de la formation et de la recherche, président de la Commission nationale, ou son représentant,
- le chef du bureau de l'enseignement ou son représentant,
- le chef du bureau des écoles nationales supérieures d'architecture ou son représentant,
- le responsable du secteur «bourses - action sociale».

Pour les personnalités extérieures :

- le directeur d'une école nationale supérieure d'architecture de la région Ile-de-France,
- le directeur d'une école nationale supérieure d'architecture en région,
- le gestionnaire des bourses sur critères sociaux au sein d'une école nationale supérieure d'architecture d'Ile-de-France,
- le gestionnaire des bourses sur critères sociaux au sein d'une école nationale supérieure d'architecture en région,
- un représentant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche,
- l'assistante sociale d'une école nationale supérieure d'architecture,
- un représentant des services fiscaux.

B-3.3. - Décisions

La commission nationale dont le rôle est consultatif, examine chaque dossier et émet un avis sur chacun d'eux, à la majorité de ses membres. Une réponse sera donnée à chaque recours, qu'elle soit favorable ou non au candidat.

Les décisions prises après avis de la commission par l'autorité investie du pouvoir d'attribuer les aides en cause ont un caractère définitif, sauf en cas de recours formé auprès du tribunal administratif compétent.

Une décision d'attribution peut porter sur un, deux ou trois trimestres ou sur l'octroi d'une aide à caractère exceptionnel d'un montant choisi parmi les taux trimestriels de bourse en vigueur.

Chaque décision est notifiée personnellement au candidat, et une copie de celle-ci est transmise au directeur de l'établissement. Elle peut être contestée par voie de recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

L'adjointe à la sous-directrice
de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Claudie Viatte

Annexes

Annexe I : évolution du coût de la vie mesurée par l'INSEE

Les ressources prises en compte pour le calcul du droit à bourse d'un étudiant au titre de l'année universitaire sont celles de l'avant-dernière année civile.

Toutefois conformément aux dispositions du paragraphe A-2.1.1.1. de la circulaire, en cas de diminution notable et durable des ressources familiales, les revenus de la dernière année civile, voire ceux de l'année en cours peuvent être retenus. Dans ce cas, il devra être tenu compte de l'évolution du coût de la vie mesurée par l'INSEE :

- en 1999 : + 0,5 %
- en 2000 : + 1,58 %
- en 2001 : + 1,26 %
- en 2002 : + 1,8 %
- en 2003 : + 1,8 %
- en 2004 : + 2 %

Annexe II : Calcul des points de charge

Le barème prévu au paragraphe A-2.1.2 de la circulaire est le suivant :

CHARGES DE L'ÉTUDIANT

a) domicile familial :

- éloigné de 30 km à 249 km ou 4 zones carte orange pour les écoles de Paris intra-muros 2
- éloigné de plus de 250 km +1

C'est l'éloignement entre le domicile des parents et l'école en France qui est pris en compte.

- b) candidat atteint d'une incapacité permanente (non prise en charge à 100 % dans un internat) 2
- c) candidat handicapé nécessitant l'aide d'une tierce personne 2
- d) candidat pupille de la Nation ou bénéficiaire d'une protection particulière 1
- e) candidat marié dont les ressources du conjoint sont prises en compte (dans ce cas g) et h)
ne seront pas pris en compte) 1
- f) pour chaque enfant à charge du candidat 1

CHARGES DE LA FAMILLE

(du seul foyer fiscal auquel est rattaché l'étudiant)

- g) pour chaque enfant à charge, étudiant dans l'enseignement supérieur,
à l'exclusion du candidat boursier 3
- h) pour chaque autre enfant à charge à l'exclusion du candidat boursier 1
- i) père ou mère élevant seul un ou plusieurs enfants 1

Circulaire n° 2005/019 du 29 septembre 2005 relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères universitaires aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture et du Centre des hautes études de Chaillot - Année universitaire 2005/2006.

La présente circulaire annule et remplace la circulaire n° 2004/021 du 8 septembre 2004 relative aux modalités d'attribution des bourses de DESS, de DEA et de DPEA. Elle s'applique aux 3^{ème} et 4^{ème} semestres des cursus conduisant à la délivrance de masters professionnels et de recherche, aux parcours recherche du cycle menant au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master, aux diplômes de spécialisation et d'approfondissement en architecture (DSA), aux diplômes propres des écoles d'architecture (DPEA), ainsi qu'au cycle d'études spécialisées du Centre des hautes études de Chaillot.

Les bourses sur critères universitaires sont des aides contingentées, octroyées sur la base des résultats universitaires complétée par l'analyse de critères sociaux. Elles sont attribuées dans le cadre d'un contingent annuel mis à la disposition des écoles nationales supérieures d'architecture. Ces bourses sont accordées aux étudiants les plus méritants et, en priorité, à ceux répondant aux critères d'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux.

Le taux des bourses sur critères universitaires est fixé chaque année par arrêté interministériel publié au *Journal officiel* de la République française. Les bourses seront attribuées en janvier 2006 pour les DESS, les 3^{ème} et 4^{ème} semestres des masters professionnels, et pour les DPEA, au cours du premier trimestre 2006 pour les DEA, les 3^{ème} et 4^{ème} semestres des masters de recherche et pour la dernière année du parcours recherche du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master, dans la limite de l'enveloppe disponible à cet effet sur les crédits de l'exercice 2006.

1. Principe d'attribution

Les bourses sur critères universitaires peuvent être attribuées aux étudiants inscrits dans les formations suivantes :

1.1. Formations conduisant à un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) ou à un master professionnel

Seules les formations cohabilitées peuvent donner lieu à l'attribution de bourses.

Les étudiants qui déposent une demande de bourse doivent être titulaires d'un diplôme de deuxième cycle des études d'architecture ou d'un diplôme d'État d'architecte ou DPLG, ESA, INSA de Strasbourg (ex ENSAIS), ou d'un diplôme d'architecte étranger.

Les droits d'inscription doivent être versés à l'école nationale supérieure d'architecture qui dispense la formation conjointement avec l'université. Si le versement des droits d'inscription ne peut être effectué directement auprès de l'école nationale supérieure d'architecture, une convention inter-établissements prévoyant le reversement de tout ou partie de ces droits à l'école par l'université doit être signée.

1.2. Formations conduisant à un diplôme d'études approfondies (DEA), à un master de recherche, ou au diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master, assorti de la mention recherche

Les étudiants qui sollicitent une bourse doivent être inscrits à un diplôme d'études approfondies ou un master de recherche dans un établissement d'enseignement supérieur en partenariat avec une école nationale supérieure d'architecture. Les écoles nationales supérieures d'architecture devront avoir signé une convention avec leurs partenaires universitaires, prévoyant l'acquittement des droits d'inscription par les étudiants directement auprès de l'école, ou le reversement de tout ou partie de ces droits à l'école par l'université. Seuls les étudiants inscrits dans les écoles nationales supérieures d'architecture ayant signé ce type de convention pour l'année universitaire 2005-2006 pourront bénéficier d'une bourse de DEA ou de master de recherche. Seront retenus en priorité les candidats titulaires du diplôme d'architecte.

Peuvent également solliciter cette bourse, les étudiants inscrits en école nationale supérieure d'architecture en 5^{ème} année et effectuant un parcours recherche dans le but d'obtenir le diplôme d'architecte conférant le grade de master avec la mention recherche.

1.3. Formations conduisant à un diplôme de spécialisation et d'approfondissement en architecture (DSA)

Seules les formations de DSA habilitées par la direction de l'architecture et du patrimoine peuvent donner lieu à l'attribution de bourses.

1.4. Formations conduisant à un diplôme propre des écoles d'architecture (DPEA)

Seules les formations de DPEA financées par la direction de l'architecture et du patrimoine peuvent donner lieu à l'attribution de bourses.

1.5. Cycle d'études spécialisées du Centre des hautes études de Chaillot

Le cycle d'études spécialisées peut donner lieu à l'attribution de bourses.

2. Conditions générales d'attribution

2.1. Nationalité

Les bourses sur critères universitaires sont réservées aux étudiants de nationalité française.

Toutefois, des dérogations à ce principe sont possibles pour les situations suivantes qui permettent aux étudiants de bénéficier de ces aides. Elles concernent :

2.1.1. - Les étudiants titulaires de la carte de réfugié délivrée par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides en application de la Convention de Genève ou la carte de résident délivrée conformément aux dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile et portant la mention de réfugié.

2.1.2. - Les étudiants possédant la nationalité d'un État membre de l'Union européenne, en application des articles 39 et 40 du traité du 25 mars 1957 modifié, instituant la Communauté européenne, des articles 7 et 12 du règlement européen n°1612/68 du 15 octobre 1968. Ceux-ci peuvent bénéficier d'une bourse dans les cas suivants :

- a) soit s'ils ont précédemment occupé à temps plein ou à temps partiel un emploi permanent en France, au cours de l'année de référence, pourvu qu'il s'agisse d'activités réelles et effectives, non saisonnières ou non occasionnelles, que celles-ci aient été exercées en qualité de salarié ou de non-salarié,
- b) soit si leur père, leur mère ou leur tuteur légal a perçu des revenus en France, au cours de l'année de référence.

2.1.3. - Les étudiants de nationalité étrangère bénéficiant d'une carte de séjour temporaire ou d'une carte de résident délivrée en application du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, et dont le foyer fiscal de rattachement (père ou mère ou tuteur légal et autres enfants à charge) est situé en France depuis au moins deux ans (avis d'imposition de l'année civile de référence, soit n-2, établi en France).

Dans le cas d'un étudiant marié à un conjoint français ou étranger disposant de ressources mensuelles régulières supérieures au SMIC, une bourse sur critères universitaires peut être attribuée si le ménage réside en France depuis plus de deux ans et qu'il a

établi une déclaration fiscale distincte de celle des parents de l'étudiant.

2.1.4. - Les étudiants andorrans de formation française

Dans tous les cas les étudiants étrangers répondant à l'une des conditions visées ci-dessus doivent en outre remplir les conditions générales d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire pour les étudiants français dont la famille réside sur le territoire national.

2.2. Cas d'exclusion

Outre les étudiants ne remplissant pas les conditions de nationalité, les étudiants suivants sont exclus de l'attribution de cette aide :

- ceux ayant déjà bénéficié d'une bourse de DPEA, DESS, DEA, ou master, d'une bourse de service public ou d'une allocation de recherche. Par dérogation, les étudiants qui ont obtenu une bourse de service public dans le cadre de la préparation d'une licence ou d'une maîtrise d'administration publique ne sont pas exclus d'une bourse sur critères universitaires, sous réserve qu'ils se soient effectivement présentés aux épreuves d'admissibilité de l'un des concours pour lesquels la bourse de service public leur a été accordée,
- ceux ayant déjà bénéficié d'une bourse en tant qu'élève du Centre des hautes études de Chaillot,
- les étudiants ayant déjà bénéficié d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux ou d'une allocation d'études pour préparer un DPEA, DESS, DEA ou un master, ou dans le cadre d'une formation ouvrant droit à une bourse de service public autre qu'une licence ou une maîtrise d'administration publique,
- les étudiants bénéficiaires d'une autre bourse sur critères universitaires, d'une bourse sur critères sociaux y compris à échelon «zéro», d'une bourse de service public, d'un prêt d'honneur, d'une aide de formation continue et/ou d'insertion professionnelle, d'une bourse d'un autre département ministériel, d'une bourse d'un gouvernement étranger,
- ceux qui préparent en même temps un autre diplôme - y compris dans le cas d'inscription à un double cursus DPLG ou diplôme d'État d'architecte-DESS, DEA, master ou DPEA - ou un concours (à l'exception des étudiants inscrits en magistère),
- les agents titulaires des fonctions publiques de l'État, des collectivités territoriales ou hospitalière, même en disponibilité ou en congé sans traitement ou en sursis de première affectation,
- les personnes en détention pénale sauf celles placées en régime de semi-liberté,

- les personnes inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) comme demandeurs d'emploi ou bénéficiaires d'aides à l'insertion et/ou à la formation professionnelle,
- les personnes rémunérées sous contrat d'apprentissage ou de qualification ou en congé individuel de formation.

2.3. Durée d'attribution

Les bourses sur critères universitaires sont accordées pour une seule année universitaire. Pour les masters, comme pour le parcours recherche du diplôme conférant le grade de master, cette aide est octroyée pour la préparation des 3^{ème} et 4^{ème} semestres.

À titre exceptionnel, la durée d'attribution d'une bourse sur critères universitaires peut être allongée dans les conditions ci-après énumérées :

- d'un semestre ou d'un an en fonction de la durée du diplôme préparé,
- d'un an dans le cadre de la préparation d'une agrégation pour les titulaires d'un DEA, d'un DESS ou d'un master,
- d'un an dans le cadre de la préparation d'un DEA, d'un DESS ou d'un 3^{ème} ou 4^{ème} semestre de master pour les titulaires de l'agrégation en report de stage.

Une année supplémentaire de bourse sur critères universitaires peut également être accordée aux étudiants souffrant d'un handicap reconnu par la commission institutionnelle chargée de la reconnaissance du handicap, aux étudiants qui pour des raisons graves attestées par un avis des services universitaires médicaux et sociaux ont dû interrompre leur année de formation, aux sportifs de haut niveau et aux étudiants disposant d'un mandat électif.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du 25 avril 2002 relatif aux études doctorales, pour les étudiants qui préparent un DEA ou un master de recherche, le délai supplémentaire au titre d'un mandat électif doit être accordé par le chef d'établissement sur proposition du directeur de l'école doctorale.

2.4. Cumuls

L'attribution d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères universitaires ou sur critères sociaux est destinée à faciliter la poursuite des études de l'étudiant qui doit y consacrer la majeure partie de son temps.

Une bourse sur critères universitaires ou sur critères sociaux pour préparer un DESS, DEA, un master, un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master, assorti de la mention recherche, un DSA ou un DPEA peut être cumulée avec une rémunération,

dans les mêmes conditions que pour les bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux. Ce cumul est également possible avec un stage rémunéré intégré à ces cursus.

En revanche, un étudiant préparant un DESS, un DEA, un master, un diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master, assorti de la mention recherche, un DSA ou un DPEA ne peut cumuler une bourse d'enseignement supérieur sur critères universitaires avec une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux. Il ne peut également cumuler l'une de ces aides avec une allocation d'études, une bourse d'agrégation, une bourse de service public, une bourse de mérite, un prêt d'honneur (à l'exception de l'échelon «zéro») une bourse d'un autre département ministériel, une aide de formation permanente ou d'insertion professionnelle ou une bourse d'un gouvernement étranger.

2.5. Assiduité

En application de l'article 2 du décret n° 51-445 du 16 avril 1951, l'inscription et l'assiduité de l'étudiant boursier aux cours, travaux dirigés et travaux pratiques, ainsi qu'aux stages obligatoires, doivent être vérifiées. L'étudiant doit se présenter aux examens prévus dans son année de formation. Si ces conditions ne sont pas respectées, il appartient à l'école d'apprécier si un ordre de reversement de tout ou partie de la bourse de troisième cycle doit être établi.

Lorsque pour des raisons médicales graves (traitement médical, hospitalisation) l'étudiant titulaire d'une bourse d'enseignement supérieur sur critères universitaires ou sociaux doit interrompre ses études au cours de l'année universitaire, il est tenu d'en informer l'école en apportant toutes les pièces justificatives nécessaires. Dans ce cas, cette interruption d'études ne suspend pas le paiement de la bourse pendant la période considérée.

3. Procédures d'attribution

3.1. Attribution de bourses sur critères universitaires

Conformément au principe d'attribution des bourses sur critères universitaires par le ministère de l'éducation nationale, ces bourses sont des aides contingentées attribuées aux étudiants les plus méritants et qui étaient boursiers sur critères sociaux ou titulaires d'une allocation d'études l'année précédente.

Ces étudiants sont soumis aux autres conditions définies ci-dessous :

a) Bourses de DESS, DPEA, DSA, et de 3^{ème} et 4^{ème} semestres de master professionnel

Le contingent et le classement

Il appartient à l'école, à partir du contingent global de bourses sur critères universitaires mis chaque année à sa disposition par le ministère chargé de la culture et de la communication, de déterminer les contingents à répartir pour l'établissement au titre des DESS, des masters professionnels, des DSA et des DPEA. La répartition de ces contingents doit être faite par une commission locale composée des responsables de chacune des formations afin de permettre une concertation approfondie.

À partir de chaque contingent déterminé, une liste des étudiants retenus doit être élaborée par le directeur d'établissement. Cette liste ne doit faire figurer que les candidats boursiers sur critères sociaux ou bénéficiaires d'une allocation d'études l'année précédente et classés par ordre de mérite compte tenu des résultats obtenus pendant leur scolarité antérieure.

Après vérification de la recevabilité de chacune des demandes (cf. § «Conditions générales d'attribution»), la liste définitive des bénéficiaires d'une bourse sur critères universitaires de DESS, de DPEA, de DSA ou de 3^{ème} et 4^{ème} semestres de master professionnel doit être dressée par le directeur de l'école.

Compte tenu des critères énoncés ci-dessus et sur avis motivé du responsable scientifique de chacune des formations concernées, les dossiers qui auront été retenus et classés par ordre de priorité par la commission locale des bourses de votre établissement devront parvenir au bureau des enseignements le jeudi 10 novembre 2005 au plus tard.

Si ce classement ne permet pas de satisfaire toutes les demandes, il appartiendra à l'établissement de les examiner, au titre du droit éventuel à une bourse d'enseignement supérieur sur critères sociaux dont les conditions sont définies ci-dessous.

b) Bourses de DEA, et de 3^{ème} et 4^{ème} semestres de master de recherche et de parcours recherche du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master

Les dossiers adressés au bureau de la recherche architecturale, urbaine et paysagère avant le vendredi 9 décembre 2005 seront retenus et classés par ordre de priorité par le collectif scientifique de la formation, en application des critères énoncés ci-dessus et sur avis motivé du responsable scientifique de chacune des filières doctorales concernées.

3.2. Attribution de bourses sur critères sociaux

La procédure d'attribution des bourses de DESS, DEA, masters, diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master, assorti de la mention recherche, DSA ou DPEA sur critères sociaux est celle en vigueur pour l'octroi de bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux, telle que définie dans la circulaire relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture pour l'année 2005-2006.

Les critères sociaux tels que définis par la circulaire en vigueur relative aux modalités d'attribution des bourses sur critères sociaux aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture sont applicables aux étudiants inscrits en DESS, DEA, masters, DPEA, DSA ou parcours recherche du diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master.

Les étudiants doivent par ailleurs remplir les conditions définies aux paragraphes 2.1., 2.2., 2.3., 2.4. et 2.5. de la présente circulaire.

Les étudiants des collectivités d'outre-mer peuvent bénéficier des modalités d'attribution de ces bourses définies par la présente circulaire dans les conditions fixées par le décret n° 88-1012 du 28 octobre 1988. Les autres étudiants des collectivités d'outre-mer relèvent du régime des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'outre-mer selon les modalités prévues par le décret n° 89-733 du 11 octobre 1989.

Les dispositions de la présente circulaire sont applicables à compter de la rentrée universitaire 2005.

L'adjointe à la sous-directrice
de l'enseignement de l'architecture,
de la formation et de la recherche,
Claudie Viatte

Arrêté n° MH. 80-IMM.049 du 10 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Pierre de Frémontiers (Somme).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 18 mai 1926 portant inscription au titre des monuments historiques de la nef de l'église Saint-Pierre de Frémontiers (Somme) ;

Vu l'arrêté en date du 14 avril 1931 portant classement au titre des monuments historiques de la façade ouest de l'église Saint-Pierre de Frémontiers (Somme) avec son portail et les trois contreforts de la façade nord en retour avec leurs statues ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Picardie en date du 28 avril 2005 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par le conseil municipal de la commune de Frémontiers par délibération en date du 17 juin 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église de Frémontiers (Somme) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la richesse décorative de cet édifice prieural caractéristique de la période de transition de la fin du style gothique, de la présence de peintures murales dans le chœur et de sa nécessaire cohérence architecturale,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée en totalité parmi les monuments historiques, l'église de Frémontiers (Somme) figurant au cadastre, section E, sous le n° 278, d'une contenance de 2a 58ca et appartenant à la commune de Frémontiers (Somme) dont le n° SIREN est 218-003-382.

Elle en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 4 novembre 1994 et à l'arrêté de classement du 31 janvier 1931.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
La sous-directrice des monuments historiques
et des espaces protégés
Isabelle Maréchal

Arrêté modificatif n° MH.80-IMM.050 du 10 octobre 2005 à l'arrêté n° MH.80-IMM.050 portant classement parmi les monuments historiques de la ferme modèle du château de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté en date du 10 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la ferme modèle du château de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme) ;

Considérant que l'arrêté susvisé comporte deux erreurs matérielles, l'une dans l'intitulé du visa de l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques en date du 27 décembre 2004, l'autre dans la rédaction de l'article 2,

Arrête :

Art. 1^{er}. - I. - Le visa suivant :

«Vu l'arrêté en date du 27 décembre 2004 portant inscription au titre des monuments historiques de la ferme modèle du château de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme)»

est remplacé par le visa suivant :

«Vu l'arrêté en date du 27 décembre 2004 portant inscription au titre des monuments historiques de l'ensemble comprenant le château de Digeon, façades et toitures, son parc et jardin, y compris le potager et sa ferme modèle en totalité, situé au hameau de Digeon à Morvillers-Saint-Saturnin (Somme)».

II. - L'article 2 est ainsi rédigé :

«le présent arrêté se substitue pour la partie classée à l'arrêté d'inscription au titre des monuments historiques susvisé du 27 décembre 2004».

Le reste de l'arrêté est inchangé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
La sous-directrice des monuments historiques
et des espaces protégés
Isabelle Maréchal

Circulaire n° 2005/020 du 12 octobre 2005 relative à l'appel à candidatures pour les Nouveaux albums des jeunes architectes.

Le directeur de l'architecture et du patrimoine à

Madame et messieurs les préfets de région (directions régionales des affaires culturelles)

La troisième session des Nouveaux albums des jeunes architectes sera lancée le 20 octobre prochain.

Le bilan de la session 2003-2004 a été positif tant pour l'insertion professionnelle des lauréats que pour l'impact des manifestations organisées pour leur valorisation. Je remercie les directions régionales des affaires culturelles et, à travers elles, tous les acteurs en région qui se sont impliqués dans la sélection et la promotion de ces jeunes architectes.

Comme vous le savez, cet appel à candidatures pour les jeunes architectes est désormais complété par une consultation analogue, lancée en juin dernier, destinée aux jeunes paysagistes : les Nouveaux albums des paysagistes. Les lauréats de chacune de ces consultations feront l'objet d'actions de promotion distinctes mais complémentaires (édition d'un hors série, réalisation d'une exposition et d'un site Internet, organisation de rencontres) mises en place tout au long de l'année 2006, en partenariat avec la Cité de l'architecture et du patrimoine. Le cercle de parrainage des Nouveaux albums rassemblant les partenaires publics et privés prêts à soutenir ces maîtres d'œuvre prometteurs, est désormais commun aux jeunes architectes et paysagistes, ouvert à tous les savoir-faire et métiers de l'architecture et du paysage.

Pour les Nouveaux albums des jeunes architectes et afin de permettre à chaque direction régionale des affaires culturelles de s'impliquer dans cette politique, j'ai souhaité poursuivre le dispositif déjà mis en place :

1. le règlement de l'appel à candidatures pour les Nouveaux albums des jeunes architectes sera diffusé à partir du 20 octobre. Il précise que les dossiers de candidatures sont à envoyer simultanément à la DAPA et à la DRAC de la région où travaille le candidat ;
2. la diffusion de l'appel à candidatures sera assurée par la DAPA. Il appartient à la DRAC de relayer ces informations ;
3. les demandes de renseignements seront orientées vers le site www.nouveaux-albums-architectes.culture.gouv.fr où figureront le règlement de l'appel à candidatures, le formulaire d'inscription obligatoire et l'adresse e-mail pouvant être interrogée (nouveaux-albums-architectes@culture.gouv.fr) ;

4. un dispositif de réception des dossiers sera mis en place par chaque DRAC pour accuser réception des dossiers déposés dans ses locaux ;

5. la liste des candidatures exprimées en région devra être diffusée, à l'initiative de la DRAC, le plus largement possible, par exemple sur le site Internet de la DRAC, dans la presse quotidienne régionale ou auprès des partenaires locaux ;

6. la campagne nationale de promotion des lauréats sera lancée en 2006 après la tenue du jury et la proclamation des résultats ; les DRAC seront invitées à y contribuer, en accueillant l'exposition et en organisant, à cette occasion, des rencontres sur les jeunes architectes.

À l'instigation de la DRAC et/ou en s'appuyant sur un acteur relais (CAUE, écoles d'architecture, maison de l'architecture, ordre régional des architectes, lieux de diffusion...), des actions pourront être entreprises pour tirer parti du matériau que représentent les dossiers de candidatures déposés en région, telle la tenue d'une rencontre entre les candidats et des maîtres d'ouvrage ou l'organisation d'une exposition.

Je vous demande de bien vouloir désigner dans vos services un interlocuteur pour cette action et de me tenir informée des initiatives que vous choisirez de prendre.

J'appelle votre attention sur le fait que les développements de cette politique en région relèvent d'une priorité du ministre et vous remercie par avance de votre mobilisation.

Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Contact DAPA : Quitterie Delègue (tél. : 01 40 15 82 42, courriel : quitterie.delegue@culture.gouv.fr)

Annexe

Nouveaux albums des paysagistes (NAP) - Nouveaux albums des jeunes architectes (NAJA)

Calendrier prévisionnel

6 avril 2005 : annonce par le ministre du lancement des NAP lors des Rendez-vous de l'architecture.

28 juin 2005 : lancement de l'appel à candidatures des NAP

- communiqué de presse du ministre de la culture et de la communication,

- présentation de l'appel à candidatures lors de l'inauguration de l'exposition *D'île en île* à la CAPA (Porte-Dorée).

30 septembre 2005 : clôture des inscriptions préalables des NAP.

20 octobre 2005 : mise en ligne et envoi de l'appel à candidatures des NAJA.

21 octobre 2005 : clôture de la période de dépôt des dossiers de candidature des NAP.

28 octobre 2005 : commission administrative pour la recevabilité des dossiers NAP.

15 novembre 2005 : début des réunions du comité des experts des NAP.

17-19 novembre 2005 : présentation du projet d'organisation à l'échelon européen des Nouveaux albums dans le cadre des Rencontres de l'Europe de la culture, à Budapest.

13 décembre 2005 : réunion du cercle de parrainage dans les salons du ministère.

15 décembre 2005 : clôture des inscriptions préalables des NAJA.

12 janvier 2006 : clôture de la période de dépôt des dossiers de candidature des NAJA.

Mi-janvier 2006 dans les salons du ministère :

- réunion du jury NAP et proclamation des résultats,
- lancement de la nouvelle édition du Grand prix de l'architecture.

16 janvier 2006 : commission administrative pour la recevabilité des dossiers NAJA.

6 février 2006 : début des réunions du comité des experts NAJA.

17-20 mars 2006 : dans le cadre de l'opération «Vivre les villes» :

- inauguration de l'exposition itinérante «légère» des NAP avec publication d'un petit journal d'exposition,
- réunion du jury NAJA et proclamation des résultats dans les salons du ministère.

Mai 2006 : réunion du jury du Grand prix de l'architecture dans les salons du ministère.

Mi-octobre 2006 : inauguration de la Cité de l'architecture et du patrimoine :

- remise du diplôme du lauréat du Grand prix de l'architecture, exposition et publication d'une monographie,
- expositions des NAJA et des NAP et publication des hors séries NAJA et NAP.

Arrêté n° MH.051 du 18 octobre 2005 portant classement au titre des monuments historiques du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions de la ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté du 26 décembre 2002 portant inscription du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne) sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Champagne-Ardenne en date du 24 octobre 2002 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 23 mai 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée le 31 janvier 2005 par M. Fabrice Provin et M. Gilles le Bachelet propriétaires ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne) : le bâtiment principal, les deux petits pavillons (pigeonnier et four à pain) et la chapelle néogothique, présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la qualité de cette rare architecture palladienne en Champagne ;

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classé au titre des monuments historiques le château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne) : le bâtiment principal, les deux pavillons (pigeonnier et four à pain), la chapelle, figurant au cadastre section AB sur les parcelles suivantes : 194 d'une contenance de 29a 96ca et 197 d'une contenance de 93ca, appartenant à M. Provin Fabrice, Yvon, Jean-Claude, né le 31 décembre 1968 à Troyes (Aube), célibataire, demeurant 28, rue Jules-Didier, à Saint-André-Lès-Vergers (Aube) employé et M. Le Bachelet Gil, Jean, Philippe, né le 26 juillet 1970 à Vire (Calvados), demeurant 20, rue Poissonnière, à Paris (75002), antiquaire.

Ceux-ci en sont propriétaires par acte passé le 28 août 2002 devant M^e Philippe Jonquet et M^e Eric Mazure, notaires à Troyes (Aube) et publié au bureau des hypothèques de Châlons-en-Champagne (Marne) le 15 octobre 2002, volume 2002P, n° 2533.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.052 du 18 octobre 2005 portant inscription au titre des monuments historiques du parc du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions de la ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de Champagne-Ardenne en date du 24 octobre 2002 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 23 mai 2005 ;

Vu l'arrêté de classement du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne) au titre des monuments historiques du 18 octobre 2005 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que le parc du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison de son intérêt paysager et de l'ensemble qu'il forme avec le bâtiment,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est inscrit au titre des monuments historiques le parc du château de Bignicourt-sur-Saulx (Marne), figurant au cadastre sections AB sur les parcelles suivantes : n° 1 d'une contenance de 6ha 26a 5ca, n° 2 d'une contenance de 1ha 57a 25ca, n° 3 d'une contenance de 25a 10ca, n° 4 d'une

contenance de 18a 56ca, n° 78 d'une contenance de 32a 44ca, n° 83 d'une contenance de 27a 69ca, n° 85 d'une contenance de 42a 21ca, n° 190 d'une contenance de 29a 27ca, n° 192 d'une contenance de 12a 54ca, n° 193 d'une contenance de 24a 47ca, n° 194 d'une contenance de 29a 96ca, n° 195 d'une contenance de 44a 68ca, n° 196 d'une contenance de 1h 11a 67ca et n° 197 d'une contenance de 93ca et appartenant :

-Pour les parcelles AB n°s 83,193,194,195,197 à M. Provin Fabrice, Yvon, Jean-Claude, né le 31 décembre 1968 à Troyes (Aube), célibataire, demeurant 28, rue Jules-Didier, à Saint-André-Lès-Vergers (Aube) employé et M. Le Bachelet Gil, Jean, Philippe, né le 26 juillet 1970 à Vire (Calvados), demeurant 20, rue Poissonnière, à Paris (75002), antiquaire.

Ceux-ci en sont propriétaires par acte passé le 28 août 2002 devant M^e Philippe Jonquet et M^e Eric Mazure, notaires à Troyes (Aube) et publié au bureau des hypothèques de Châlons-en-Champagne (Marne) le 15 octobre 2002, volume 2002P, n° 2533.

-Pour les parcelles AB n°s 1,2,3,4,78,85,190,192,196 à M. Provin Fabrice, Yvon, Jean-Claude, né le 31 décembre 1968 à Troyes (Aube), célibataire, demeurant 28, rue Jules-Didier à Saint-André-Lès-Vergers (Aube) employé. Celui-ci en est propriétaire par acte passé le 1^{er} avril 2003 devant M^e Depaquet notaire à Vitry-le-François (Marne) et publié au bureau des hypothèques de Châlons-en-Champagne (Marne) le 15 mai 2003, volume 2003P, n° 1303 et acte passé le 30 juillet 2003 devant M^e Depaquet notaire à Vitry-le-François (Marne) et publié au bureau des hypothèques de Châlons-en-Champagne le 4 août 2003, volume 2003P, n° 2076.

Art. 2. - Le présent arrêté complète l'arrêté de classement au titre des monuments historiques susvisé du 18 octobre 2005.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.05–IMM.053 du 21 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de la maison des prêtres de la mission dite «ancienne cure», située 2, rue Henri-Proust et 1 et 3, rue de Loudun à Richelieu (Indre-et-Loire).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 modifié, relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 9 avril 1952 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des façades et des toitures des bâtiments de l'ancienne cure à Richelieu (Indre-et-Loire) ;

Vu l'arrêté en date du 22 avril 2002 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'ancien cloître en totalité y compris la cour intérieure, des annexes de l'église situées au pourtour du chœur, du portail d'accès situé au n° 2, rue Henri-Proust et du portail d'accès situé au n° 3, rue de Loudun à Richelieu (Indre et -Loire) ;

La commission régionale du patrimoine et des sites de la région Centre entendue en sa séance du 9 juin 2001 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 23 mai 2005 ;

Vu les adhésions au classement données le 5 septembre 2002 par le conseil municipal de la commune de Richelieu, propriétaire ; le 12 février 2004, par Mme Bernadette Perrot et Mme Christine Hodelin, propriétaires ; le 19 mars 2004, par M. Pierre Guertin, propriétaire ; le 30 septembre 2005, par M. Michel Hodelin, propriétaire ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de la maison des prêtres de la mission dite «ancienne cure», située 2, rue Henri-Proust et 3, rue de Loudun à Richelieu (Indre-et-Loire), présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de sa représentativité au sein de l'ensemble architectural de la ville, de la qualité de son architecture sobre et rigoureuse conçue par l'architecte Jacques Lemercier et de la personnalité de Vincent de Paul, fondateur de la congrégation des prêtres de la mission de Richelieu,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La maison des prêtres de la mission, dite «ancienne cure», située 2, rue Henri-Proust et 1 et 3, rue de Loudun à Richelieu (Indre-et-Loire) est classée parmi les monuments historiques, y compris la cour intérieure, les annexes de l'église situées au pourtour du chœur et les deux portails d'accès situés au n° 2, rue Henri-Proust et n° 3, rue de Loudun.

Les lots n°s 3, 5, 7 et 9 de la parcelle C 127 sont exclues du classement.

Figurant au cadastre section C :

Parcelle n°	125	d'une contenance de	13a 82ca
	127	.....	3a 60ca
	172	.....	32ca
	173	.....	13a 66ca
	1316	.....	1a 10ca
	1317	.....	46ca

* La parcelle C 125 appartient à la commune de Richelieu depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

* La parcelle C 127 a fait l'objet d'un état descriptif de division dressé par M^e Levoyer, notaire à Richelieu le 22 septembre 1965, publié au bureau des hypothèques de Chinon le 27 octobre 1965, volume 4430, n° 1, modifié par deux actes dressés l'un le 3 mars 1966 par M^e Levoyer et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 9 mars 1966, volume 4460, n° 76, l'autre le 4 octobre 1979 par M^e Beugnard notaire à Richelieu et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 19 novembre 1979, volume 615, n° 4 :

- Le lot n° 1 appartient à M. Pierre, Marcel Guertin né le 20 septembre 1952 à Richelieu, époux de Mme Françoise, Jacqueline, Raymonde Pigny et demeurant au n° 8, avenue de la Gare. Il en est propriétaire par acte du 5 septembre 1984 passé devant M^e Sigonneau notaire à Richelieu et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 14 septembre 1984, volume 1106, n° 7 ;

- Les lots n°s 2, 10, 14 et 19 appartiennent à M. Pierre Guertin, susnommé. Il en est propriétaire par acte du 4 octobre 1979 passé devant M^e Beugnard et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 13 décembre 1979, volume 622, n° 24 ;

- Le lot n° 16 appartient à M. Pierre Guertin, susnommé. Il en est propriétaire par acte du 4 octobre 1979 passé devant M^e Beugnard et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 19 novembre 1979, volume 615, n° 6 ;

- Les lots n^{os} 3, 5, 7 et 9 dépendent de la succession de Mlle Marguerite, Marie, Adrienne Rivereau, née le 8 octobre 1907 à Richelieu, célibataire majeure, décédée le 1^{er} août 1995 à Chinon, au prieuré de Saint-Louans. Elle en était propriétaire par attestation du 3 janvier 1958 établie par M^e Levoyer et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 4 février 1958, volume 3936, n^o 21, et par état descriptif de division dressé par M^e Levoyer le 22 septembre 1965 et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 27 octobre 1965, volume 4430, n^o 1 ;

- Les lots n^{os} 13, 15 et 17 appartiennent à Mlle Bernadette, Jeanne, Marie Perrot, née le 23 mars 1927 à Mirebeau (Vienne), célibataire majeure, demeurant à Richelieu 3, rue de Loudun. Elle en est propriétaire par acte du 13 mai 1980 passé devant M^e Beugnard et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 1^{er} août 1980, volume 683, n^o 52 ;

- Le lot n^o 18 a fait l'objet d'un état descriptif de division dressé par M^e Levoyer, notaire à Richelieu le 22 septembre 1965, publié au bureau des hypothèques de Chinon le 27 octobre 1965, volume 4430, n^o 1, modifié par deux actes dressés l'un le 3 mars 1966 par M^e Levoyer et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 9 mars 1966, volume 4460, n^o 76, l'autre le 4 octobre 1979 par M^e Beugnard notaire à Richelieu et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 19 novembre 1979, volume 615, n^o 5. Il appartient à Mlle Bernadette, Jeanne, Marie Perrot, susnommée. Elle en est propriétaire par acte du 13 mai 1980 passé devant M^e Beugnard et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 1^{er} août 1980, volume 683, n^o 52.

* La parcelle C 172 a fait l'objet d'un état descriptif de division dressé par M^e Levoyer, le 22 septembre 1965, publié au bureau des hypothèques de Chinon le 27 octobre 1965, volume 4430, n^o 2 :

- Les lots n^{os} 1 et 2 appartiennent à M. Michel Hodelin, né le 27 avril 1958 à Chinon et son épouse Mme Christine, Monique, Édith Girault, née le 10 mars 1961 à Richelieu, demeurant ensemble à Richelieu 12, rue Fontaine-Mademoiselle. Ils en sont propriétaires par acte du 23 février 1999 passé devant M^e Prochasson notaire à Richelieu et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 23 mars 1999, volume 1999P, n^o 1155 ;

- Les lots n^{os} 3 et 4 appartiennent à M. Pierre Guertin, susnommé. Il en est propriétaire par acte du 4 octobre 1979 passé devant M^e Beugnard notaire à Richelieu et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 13 décembre 1979, volume 622, n^o 24.

* La parcelle C 173 appartient à la commune de Richelieu depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

* La parcelle C 1316 appartient à M. Michel Hodelin, susnommé et son épouse Mme Christine Girault, susnommée. Ils en sont propriétaires par acte du 23 février 1999 passé devant M^e Prochasson et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 23 mars 1999, volume 1999P, n^o 1155.

* La parcelle C 1317 appartient à Mlle Bernadette Perrot, susnommée. Elle en est propriétaire par acte du 13 mai 1980 passé devant M^e Beugnard publié au bureau des hypothèques de Chinon le 1^{er} août 1980, volume 683, n^o 52 et par acte rectificatif du 23 février 1999 passé devant M^e Prochasson et publié au bureau des hypothèques de Chinon le 23 mars 1999, volume 1999P, n^o 1154.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue aux arrêtés d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques du 9 avril 1952 et du 22 avril 2002 susvisés.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune propriétaire et aux autres propriétaires, intéressés qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté modificatif n^o MH.05-IMM.054 du 21 octobre 2005 à l'arrêté du 4 octobre 1973, portant classement parmi les monuments historiques en totalité de l'abbaye de l'Épau à Yvré-l'Évêque (Sarthe).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application de la loi du 31 décembre 1913 ;

Vu le décret n^o 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 26 février 1973 ;

Vu l'arrêté en date du 4 octobre 1973 portant classement parmi les monuments historiques de l'ancienne abbaye de l'Épau à Yvré-l'Évêque (Sarthe) en totalité ;

Vu l'adhésion à l'extension au classement donnée par le conseil général de la Sarthe, en date du 26 septembre 2005 ;

Considérant que l'arrêté susvisé du 4 octobre 1973 comporte une erreur matérielle, ayant omis le bâtiment de la bergerie qui appartient à l'ensemble abbatial,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Après le premier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté en date du 4 octobre 1973 susvisé, est ajouté l'alinéa suivant :

«Est aussi classé le bâtiment dit "de cellier et de grenier" ordinairement appelé "la bergerie" figurant au cadastre de la commune, section C, sous le n° 435, d'une contenance de 1a 32ca, appartenant au département de la Sarthe (n° SIRET 227.200.029.000.14)».

Art. 2. - Le présent arrêté sera notifié au préfet du département, au maire de la commune et au président du conseil général de la Sarthe, propriétaire, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Pour le directeur de l'architecture et du patrimoine
et par délégation :
La sous-directrice des monuments historiques
et des espaces protégés,
Isabelle Maréchal

Arrêté n° MH.60-IMM.055 du 27 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église de Sarron à Pont-Sainte-Maxence (Oise).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 30 novembre 1995 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église de Sarron à Pont-Sainte-Maxence (Oise) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Picardie entendue, en sa séance du 14 novembre 2001, confirmant l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique de Picardie en sa séance du 15 février 1995 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par la commune de Pont-Sainte-Maxence en date du 26 septembre 2001 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église de Sarron à Pont-Sainte-Maxence (Oise) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de l'ancienneté et de l'intégrité préservée de ses dispositions architecturales du XII^e siècle et de la grande rareté d'églises homogènes de cette période dans le département de l'Oise,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée parmi les monuments historiques l'église Saint-Lucien de Sarron à Pont-Sainte-Maxence (Oise), en totalité, figurant au cadastre, section C, parcelle n° 258, d'une contenance de 10a 12ca, et appartenant à la commune de Pont-Sainte-Maxence (Oise), n° SIREN 216 005 033, depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 30 novembre 1995.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département et au maire de la commune propriétaire, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

Arrêté n° MH.80-IMM.056 du 27 octobre 2005 portant classement parmi les monuments historiques de l'église Saint-Pierre de Lamotte-Warfusée (Somme).

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2 ;

Vu le décret du 18 mars 1924 modifié pris pour l'application du code du patrimoine ;

Vu le décret n° 2002-898 du 15 mai 2002 relatif aux attributions du ministre de la culture et de la communication ;

Vu le décret n° 99-78 du 5 février 1999 modifié relatif à la commission régionale du patrimoine et des sites et à l'instruction de certaines autorisations de travaux ;

Vu l'arrêté en date du 4 novembre 1994 portant inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église de Lamotte-Warfusée (Somme) ;

Vu l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites de la région Picardie en date du 28 avril 2005 ;

La Commission supérieure des monuments historiques entendue en sa séance du 19 septembre 2005 ;

Vu l'adhésion au classement donnée par le conseil municipal de la commune de Lamotte-Warfusée, par délibération en date du 9 décembre 2004 ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Considérant que la conservation de l'église Saint-Pierre de Lamotte-Warfusée (Somme) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt public en raison de la façon originale dont elle s'inscrit dans l'œuvre de son architecte Godefroy Teisseire et plus généralement dans l'architecture de la Première Reconstruction en Picardie, par son parti conciliant la brique traditionnelle et l'emploi du béton armé pour la flèche ajourée ainsi que pour les structures et en raison de la qualité de son décor intérieur, en particulier des peintures de Dominique Aldighieri et des vitraux de Jacques Gruber,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est classée en totalité parmi les monuments historiques l'église Saint-Pierre de Lamotte-Warfusée (Somme), figurant au cadastre, section A, sous le n° 217, d'une contenance de 15a 58ca et appartenant à la commune de Lamotte-Warfusée (Somme) depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956, dont le n° SIREN est 218-004-414.

Elle en est propriétaire depuis une date antérieure au 1^{er} janvier 1956.

Art. 2. - Le présent arrêté se substitue à l'arrêté d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques susvisé du 4 novembre 1994.

Art. 3. - Il sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble classé.

Art. 4. - Il sera notifié au préfet du département, et au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,
Michel Clément

DIRECTION DES MUSÉES DE FRANCE

Décision du 28 octobre 2005 portant nomination des cinq personnalités qualifiées au comité consultatif du musée national Fernand-Léger.

La directrice des musées de France,

Vu le code du patrimoine (partie législative) ;

Vu l'article 3 de ordonnance n° 45-1546 du 13 juillet

1945 modifiée relative à l'organisation provisoire du musée des beaux-arts ;

Vu l'arrêté du ministre de la culture du 27 janvier 1969 portant acceptation de la donation d'œuvres de Fernand Léger consentie à l'État par acte notarié en date du 11 octobre 1967, par Nadia et Georges Bauquier ;

Vu le protocole d'accord portant révision des conditions de la donation du 11 octobre 1967, ayant reçu force exécutoire par jugement du tribunal de grande instance de Grasse du 11 juin 1996,

Décide :

Art. 1^{er}. - Sont nommés membres du comité consultatif du musée national Fernand-Léger de Biot, pour une durée de trois ans renouvelable :

- M. Christian Briend,
- M. Thomas Grenon,
- Mme Nadine Lezni,
- M. Gérard Régner,
- Mme Katharina Schmidt.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

La directrice des musées de France,
Francine Mariani-Ducray

RÉUNION DES MUSÉES NATIONAUX

Décision du 12 septembre 2005 relative aux Journées européennes du patrimoine des 17 et 18 septembre 2005, thème : «J'aime mon patrimoine, deux jours pour manifester son attachement au patrimoine».

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

À l'occasion des Journées européennes du patrimoine, la gratuité d'accès aux collections permanentes est accordée, samedi 17 et dimanche 18 septembre 2005,

à l'ensemble des visiteurs des musées nationaux suivants :

Musée du Moyen-Âge – Thermes de Cluny, Paris,
 Aquarium de la Porte-Dorée, Paris,
 Musée d'archéologie nationale, château de Saint-Germain-en-Laye,
 Musée de céramique, Sèvres,
 Musée de la Renaissance, château d'Écouen,
 Musée du château de Fontainebleau,
 Musée des châteaux de Malmaison et Bois-Préau,
 Musée de Port-Royal-des-Champs, Magny-les-Hameaux,
 Musée du château de Compiègne,
 Musée Clémenceau – De Lattre de Tassigny, Mouilleron-en-Pareds,
 Musée Magnin, Dijon,
 Musée de porcelaine Adrien-Dubouché, Limoges,
 Musée de Préhistoire, Les-Eyzies-de-Tayac,
 Musée du château de Pau,
 Musées napoléonien et africain de l'Ile d'Aix,
 Musée de la maison Bonaparte, Ajaccio.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,
 Thomas Grenon

Décision du 13 septembre 2005 relative à l'opération Les enfants du patrimoine du vendredi 16 septembre 2005.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

Article unique

À l'occasion de la troisième édition de l'opération Les enfants du patrimoine, la gratuité du droit d'entrée est accordée, vendredi 16 septembre 2005, aux groupes scolaires inscrits aux activités exceptionnelles proposées à cette occasion à l'aquarium tropical du palais de la Porte-Dorée à Paris.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,
 Thomas Grenon

CENTRE DES MONUMENTS NATIONAUX

Décision n° Abf et Adm/2-2005 du 17 octobre 2005 modifiant la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 portant délégation de signature.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu les décisions des 15 mai 2004 et 1^{er} janvier 2005 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Les annexes de la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 sont modifiées comme suit :

Nom et prénom	Monument
ajouter : Franck Séguela, administrateur	Château de Chaumont
supprimer : Jean-Paul Pigeat, administrateur	Château de Chaumont

Art. 2. - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,
 Christophe Vallet

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 444 du 18 octobre 2005 portant nomination du chef du personnel.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la loi n° 75-1 du 3 janvier 1975 portant création du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou modifiée ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié par le décret n° 88-585 du 6 mai 1988 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État ;

Vu le décret n° 92-1351 du 24 décembre 1992 modifié par le décret n° 2000-931 du 22 septembre 2000 portant statut et organisation du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou ;

Vu les dispositions statutaires applicables aux agents contractuels du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Décide :

Art. 1^{er}. - Mme Claire Chebab est affectée à la direction des ressources humaines en qualité de chef de service pour exercer les fonctions de chef du service du personnel, adjointe à la directrice des ressources humaines.

Art. 2. - La présente décision prend effet au 2 novembre 2005.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Bruno Maquart

MUSÉE DU LOUVRE

Décision du 8 septembre 2005 modifiant la décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - La décision portant délégation de signature en date du 11 juillet 2005 est modifiée comme suit :

Aux articles 3, 6 et 7, il convient de remplacer «Mme Carole Étienne, directrice adjointe des ressources humaines» par «Mme Carole Étienne-Boisseau, directrice des ressources humaines».

À l'article 4, il convient de remplacer «M. Stephen Cousin, responsable de la gestion des carrières» par «Mme Valérie Pétillon-Boisselier, chef du service de la gestion du personnel».

Art. 2. - Il est ajouté un nouvel alinéa à l'article 8, rédigé comme suit :

«Délégation de signature est par ailleurs donnée, sous l'autorité de Mme Carole Étienne-Boisseau, à Mme Fabienne Desroches, chef du service recrutement et mobilité, à effet de signer les conventions de stage».

Art. 3. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 14 septembre 2005 modifiant la décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée

du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est ajouté un troisième alinéa à l'article 29 de la décision du président-directeur du musée du Louvre portant délégation de signature en date du 11 juillet 2005, rédigé comme suit :

«En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, une délégation de signature identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à Mme Ronflé-Guin, chef-adjoint du service informatique».

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 10 octobre 2005 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 65-97 du 4 février 1965, modifié par le décret n° 90-1071 du 30 novembre 1990, relatif aux modes et aux procédures de règlement des dépenses des organismes publics ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 86-416 du 12 mars 1986 fixant les

conditions et modalités de prise en charge par l'État des frais de voyage et de changement de résidence à l'étranger ou entre la France et l'étranger des agents civils de l'État et des établissements publics de l'État à caractère administratif ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 92-1368 du 23 décembre 1992, le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 et le décret n° 2000-424 du 19 mai 2000 ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1991 relatif au règlement par virement de compte et par chèque barré et au règlement d'office des dépenses des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1996 tel que modifié par l'arrêté du 14 septembre 2000 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre,

Décide :

Art. 1^{er}. - Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 susvisé, il est institué auprès de l'établissement public du musée du Louvre une régie d'avances pour le paiement des dépenses prévues aux paragraphes 1, 2, 4 et 5 de l'article 10 du décret du 20 juillet 1992 modifié susvisé, destinée à favoriser les activités de recherche que mène en Égypte le département des antiquités égyptiennes en lien avec le Laboratoire d'archéologie et d'histoire thébaines (Lathes).

Le montant maximum par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement est fixé conformément à la réglementation générale sur les régies d'avances.

Art. 2. - Peuvent toutefois être payées par l'intermédiaire de cette régie, sans faire application du seuil prévu à l'article précédent et dans la limite de 4 573,47 euros par opération :

- le matériel de chantier,
- les impôts et taxes payables au comptant,
- les frais de télécommunication, eau, gaz, chauffage et électricité,
- les primes d'assurances,
- les frais de port et droits de douanes,
- les loyers et charges locatives,
- les locations de matériel,
- les rémunérations des personnels recrutés localement sur contrat, y compris les charges y afférentes.

Art. 3. - Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret du 20 juillet 1992 modifié susvisé, le montant des avances pouvant être consenties au régisseur est fixé chaque année par une décision du président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre, dans la double limite de 15 244,90 euros et du montant des crédits ouverts au Laboratoire d'archéologie et d'histoire thébaines (Lathes) au titre de l'année considérée.

Art. 4. - Le régisseur devra constituer le cautionnement prévu par la réglementation. Il percevra l'indemnité de responsabilité correspondante.

Art. 5. - Le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 11 octobre 2005 portant nomination d'un régisseur d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 65-97 du 4 février 1965, modifié par le décret n° 90-1071 du 30 novembre 1990, relatif aux modes et aux procédures de règlement des dépenses des organismes publics ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;

Vu le décret n° 86-416 du 12 mars 1986 fixant les conditions et modalités de prise en charge par l'État des frais de voyage et de changement de résidence à

l'étranger ou entre la France et l'étranger des agents civils de l'État et des établissements publics de l'État à caractère administratif ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics, modifié par le décret n° 92-1368 du 23 décembre 1992, le décret n° 97-33 du 13 janvier 1997 et le décret n° 2000-424 du 19 mai 2000 ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 23 juillet 1991 relatif au règlement par virement de compte et par chèque barré et au règlement d'office des dépenses des organismes publics ;

Vu l'arrêté du 20 juillet 1992 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1996 tel que modifié par l'arrêté du 14 septembre 2000 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 10 octobre 2005 portant institution d'une régie d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre,

Décide :

Art. 1^{er}. - M. Barbotin Christophe, conservateur au département des antiquités égyptiennes, est nommé régisseur d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre avec date d'entrée en vigueur lors de la publication de la présente décision au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Art. 2. - Le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 18 octobre 2005 portant composition de la commission de l'établissement public du musée du Louvre chargée de la sélection des candidats pour le recrutement des agents techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, et notamment son article 17 ;

Vu le décret n° 95-239 du 2 mars 1995 modifié portant statut particulier des corps d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère chargé de la culture ;

Vu le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours de certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État, principalement ses titres II, III, et IV ;

Vu le décret n° 2002-766 du 3 mai 2002 relatif aux modalités de désignation, par l'administration, dans la fonction publique de l'État, des membres de jurys et des comités de sélection et de ses représentants au sein des organes consultatifs ;

Vu le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 19 juin 2002 relatif au recrutement dans le corps des agents techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture et de la communication en application du décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État ;

Vu l'arrêté du 6 juillet 2005 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2005 au recrutement externe sans concours dans le corps des agents techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication pour l'établissement public du Louvre ;

Vu l'avis de recrutement pour l'établissement public du Louvre publié au *Journal officiel* de la République française en date du 17 juillet 2005,

Décide :

Art. 1^{er}. - La composition de la commission prévue à l'article 11 du décret du 31 janvier 2002 susvisé est la suivante :

- Mme Christine Kneubülher, chef du bureau des personnels d'accueil, de surveillance et de magasinage à la direction de l'administration générale,
- M. Louis-Jean Laurent, chef du bureau des personnels scientifiques, direction des musées de France,
- M. André Jaouen, deuxième fondé de pouvoir, agence comptable, établissement public du musée du Louvre,
- M. Jean-Marc Irollo, directeur-adjoint des ressources humaines et du développement social, établissement public du musée du Louvre,
- M. Serge Leduc, directeur de la direction de la surveillance, établissement public du musée du Louvre,
- Mme Corinne Lebowski, directrice-adjointe de la direction de la surveillance, sous-direction administrative et financière, établissement public du musée du Louvre,
- M. Sébastien Legoutel, responsable administratif et financier, service de la gestion administrative et financière à la direction des publics, établissement public du musée du Louvre,
- Mme Laetitia Lafargue, secrétaire administrative, bureau des personnels d'accueil, de surveillance et de magasinage à la direction de l'administration générale,
- Mme Fabienne Desroches, chef du service mobilité et recrutement, direction des ressources humaines et du développement social, établissement public du musée du Louvre.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 20 octobre 2005 modifiant la décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est ajouté un nouvel alinéa à l'article 8, rédigé comme suit :

«Délégation de signature est par ailleurs donnée, sous l'autorité de Mme Carole Etienne-Boisseau, à Mme Brigitte Castan, chef du service social, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes de liquidation et de mandatement des dépenses ;
- tous documents comptables en dépenses et en recettes ;
- tous ordres de reversement et titres de recettes ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs».

Art. 2. - A l'article 12, il convient d'ajouter que «délégation de signature est donnée à Mme Anne Vincent, chef du service des acquisitions, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs».

Art. 3. - Il est ajouté un nouvel alinéa à l'article 12, rédigé comme suit :

«Délégation de signature est par ailleurs donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla-Walbaum, à Mme Viviane Exiga, gestionnaire financier, à Mme Corinne Roustan, gestionnaire financier et à M. Yvon Angélique, gestionnaire financier, à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences, les attestations de service fait et les certificats administratifs».

Art. 4. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Décision du 28 octobre 2005 portant délégation de signature.

Le président-directeur du musée du Louvre,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique,

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1,

Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre,

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu ma décision du 25 février 2005 portant délégation de signature,

Vu ma décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre,

Décide :

Art. 1^{er}. - En l'absence de M. Didier Selles, administrateur général, pour la période du 3 novembre au 4 novembre 2005, son intérim est assuré par Mme Aline Sylla-Walbaum, administrateur général adjoint.

Art. 2. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHES ARCHÉOLOGIQUES PRÉVENTIVES

Décision n° 2005-SAJ/05/025/D du 3 octobre 2005 portant délégation de signature à l'adjoint à la directrice générale.

La directrice générale,

Vu le titre II du livre V code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique,

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié par l'article 89 du décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives, et notamment son article 14, alinéa 2,

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives modifié par le décret n° 2002-1099 du 28 août 2002,

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

Vu le décret du 12 novembre 2003 portant nomination de la directrice générale de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation permanente est donnée à M. Bernard Beaucourt, adjoint à la directrice générale, à l'effet de signer au nom de la directrice générale, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions qui entrent dans le champ des compétences de la directrice générale telles qu'elles sont définies par l'article 13 du décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 modifié susvisé, à l'exception :

- de la création des régies d'avances et des régies de recettes,
- de la représentation de l'établissement public en justice.

La directrice générale de l'Institut national de recherches
archéologiques préventives,
Nicole Pot

DOCUMENTS SIGNALÉS

Direction des archives de France

Instruction DPACI/RES/2005/013 du 28 juillet 2005. Guide des sources de l'histoire de la traite négrière, de l'esclavage et de leurs abolitions.

Instruction DPACI/RES/2005/014 du 29 juillet 2005. Suivi des questions soulevées par la décentralisation de certaines compétences.

Instruction DPACI/DITN/RES/2005/015 du 9 septembre 2005. Enquête sur les archives des sciences humaines et sociales pour les XIX^e et XX^e siècles.

Instruction DPACI/RES/2005/016 du 21 septembre 2005. Liste des tableaux de gestion élaborés par les services d'archives départementales en 2003.

Instruction DITN/RES/2005/006 du 30 septembre 2005. Publication électronique des instruments de recherche.

Note d'information DITN/RES/2005/007 du 13 octobre 2005. Étude relative à la réalisation de plateformes d'archivage électronique.

(documents disponibles sur le site Internet de la DAF :
<http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr>)

Mesures d'information

Relevé de textes parus au Journal officiel

SEPTEMBRE

J.O n° 203 du 1^{er} septembre 2005

Affaires étrangères

Page 14174 Décret n° 2005-1079 du 23 août 2005 portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne relatif à la coopération cinématographique, signées à Madrid les 4 novembre 2003 et 23 mars 2004.

Économie, finances et industrie

Page 14186 Arrêté du 26 août 2005 fixant la date de fin des dispositions transitoires prévues à l'article 2 de l'arrêté du 14 mars 1978 fixant les normes de télévision en France métropolitaine.

Culture et communication

Page 14200 Arrêté du 30 août 2005 organisant une consultation électorale à l'Institut national de recherches archéologiques préventives.

Page 14202 Arrêté du 30 août 2005 organisant une consultation électorale à l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Texte n° 82 Décret du 29 août 2005 portant nomination et titularisation (conservateurs du patrimoine).

Texte n° 82 Décret du 29 août 2005 portant nomination et titularisation (conservateurs du patrimoine)

Texte n° 83 Décret du 31 août 2005 portant nomination du directeur du livre et de la lecture (M. Yvert Benoît).

J.O n° 204 du 2 septembre 2005

Culture et communication

Texte n° 42 Décret du 1^{er} septembre 2005 portant délégation de signature (direction du livre et de la lecture).

Texte n° 43 Arrêté du 1^{er} septembre 2005 portant délégation de signature (direction du livre et de la lecture).

Page 14273 Arrêté du 19 août 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Winslow Homer, poète des flots*, au musée d'art américain de Giverny).

Page 14273 Arrêté du 19 août 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Du ciel à la terre. Collection du musée de la soie du Zhejiang, Chine*, au musée des arts asiatiques de Nice).

J.O n° 205 du 3 septembre 2005

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 21 Arrêté du 23 août 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires.

Culture et communication

Page 14340 Décret n° 2005-1096 du 2 septembre 2005 relatif à la cessation d'activité de certains salariés relevant de la convention collective de travail des ouvriers des entreprises de presse de la région parisienne et de la convention collective de travail des cadres techniques de la presse quotidienne parisienne.

Page 14341 Arrêté du 11 août 2005 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (ville de Valenciennes).

Page 14341 Arrêté du 11 août 2005 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (ville de Saint-Quentin).

Page 14341 Arrêté du 11 août 2005 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (ville de Dax).

Page 14341 Arrêté du 11 août 2005 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (ville de Coutances).

Page 14341 Arrêté du 11 août 2005 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (ville de Compiègne).

Page 14342 Arrêté du 11 août 2005 portant transfert de propriété de biens au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-9 du code du patrimoine (ville de Vernon).

Page 14342 Arrêté du 19 août 2005 modifiant l'arrêté du 2 mai 2002 relatif à la durée du mandat et aux modalités de l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'établissement public du musée du quai Branly.

Texte n° 65 Arrêté du 27 juillet 2005 portant nomination de la directrice chargée des collections de la Bibliothèque nationale de France (Mme Sanson Jacqueline).

Texte n° 66 Arrêté du 27 juillet 2005 portant nomination du directeur délégué chargé des ressources humaines de la Bibliothèque nationale de France (M. Wallon Bertrand).

Page 14344 Arrêté du 9 août 2005 portant dispense du diplôme d'État de professeur de danse (Mme Logvinenko Tania).

Page 14344 Arrêté du 11 août 2005 portant nomination (chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine) (M. Boisrobert Max).

Fonction publique

Texte n° 64 Arrêté du 25 août 2005 portant nomination au comité de sélection interministériel prévu à l'article 6 du décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié (pour le ministère de la culture et de la communication : Mme Vitoux Marie-Claude).

J.O n° 206 du 4 septembre 2005

Culture et communication

Texte n° 27 Décret du 1^{er} septembre 2005 portant nomination du directeur de l'école du Louvre (M. Durey Philippe).

J.O n° 207 du 6 septembre 2005

Culture et communication

Texte n° 31 Décret n° 2005-1113 du 30 août 2005 modifiant le décret n° 78-266 du 8 mars 1978 fixant le régime administratif et financier des unités pédagogiques d'architecture.

Page 14520 Arrêté du 24 août 2005 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture (M. Christophe D. M. Barlieb).

Avis divers

Page 14524 Avis portant attribution d'une licence d'agence de mannequins (Mmes Mons et Gendrot-Hamon, SARL Lili-M).

J.O n° 208 du 7 septembre 2005

Culture et communication

Page 14554 Arrêté du 15 juillet 2005 portant dispense du diplôme d'État de professeur de danse.

Conventions collectives

Page 14563 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre d'un accord d'étape partiel de la convention collective nationale des intermittents techniques de la production audiovisuelle.

Page 14563 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 14564 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises

d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 14564 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 14564 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 14564 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 14564 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 101 Avis de vacance d'un emploi de direction.

J.O n° 209 du 8 septembre 2005

Culture et communication

Texte n° 32 Décret du 6 septembre 2005 portant délégation de signature (direction des musées de France).

Page 14614 Arrêté du 6 septembre 2005 portant nomination du directeur délégué du théâtre national de l'Opéra-Comique.

J.O n° 210 du 9 septembre 2005

Culture et communication

Page 14665 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés.

Page 14666 Ordonnance n° 2005-1128 du 8 septembre 2005 relative aux monuments historiques et aux espaces protégés.

Page 14677 Arrêté du 27 juillet 2005 portant nomination des diplômés de l'école nationale supérieure de création industrielle pour l'année 2004-2005.

Texte n° 56 Arrêté du 10 août 2005 portant nomination au conseil d'administration de l'école nationale supérieure d'art de Cergy.

J.O n° 211 du 10 septembre 2005

Culture et communication

Page 14762 Décret n° 2005-1136 du 7 septembre 2005 portant création des distinctions de mécène et de donateur du ministère de la culture.

Page 14762 Arrêté du 24 août 2005 portant attribution d'ensembles immobiliers.

Page 14763 Arrêté du 31 août 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (prorogation).

Conventions collectives

Page 14766 Arrêté du 1^{er} septembre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 14766 Arrêté du 1^{er} septembre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

J.O n° 212 du 11 septembre 2005

Intérieur et aménagement du territoire

Texte n° 3 Décret n° 2005-1139 du 8 septembre 2005 modifiant le décret n° 92-900 du 2 septembre 1992 fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des bibliothécaires territoriaux.

Texte n° 4 Décret n° 2005-1140 du 8 septembre 2005 modifiant le décret n° 92-902 du 2 septembre 1992 relatif aux conditions d'accès et aux modalités d'organisation des concours pour le recrutement des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Texte n° 5 Décret n° 2005-1141 du 8 septembre 2005 modifiant le décret n° 92-904 du 2 septembre 1992 fixant les conditions d'accès et les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des agents territoriaux qualifiés du patrimoine.

Texte n° 6 Décret n° 2005-1142 du 8 septembre 2005 modifiant le décret n° 92-906 du 2 septembre 1992 relatif aux conditions d'accès et aux modalités d'organisation des concours pour le recrutement des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

Économie, finances et industrie

Texte n° 15 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 11 au 15 juillet 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

J.O n° 214 du 14 septembre 2005

Culture et communication

Page 14919 Arrêté du 19 août 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels.

Premier ministre

Texte n° 39 Arrêté du 5 septembre 2005 portant admission à la retraite (administrateurs civils) (Mme Annick Vignier).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 70 Avis de vacance des fonctions de directeur général de l'Institut national d'histoire de l'art.

J.O n° 215 du 15 septembre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 15 Arrêté du 6 septembre 2005 fixant les modalités de rattachement du produit de cession, après réforme, des véhicules et engins automobiles provenant des services civils de l'État.

Culture et communication

Page 14965 Décret n° 2005-1166 du 14 septembre 2005 relatif aux conditions d'inscription au tableau régional d'architectes.

Page 14966 Arrêté du 6 septembre 2005 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Page 14968 Arrêté du 11 juillet 2005 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public du parc national de Port-Cros (Mme Sandel Christine).

Page 14968 Arrêté du 2 septembre 2005 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (Mme Bentaieb Malika).

Page 14968 Arrêté du 2 septembre 2005 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (M. Barnathan Jean-Claude).

J.O n° 216 du 16 septembre 2005

Économie, finances et industrie

Page 15011 Décret n° 2005-1167 du 13 septembre 2005 relatif au régime, au contrôle et au contentieux de la redevance audiovisuelle et modifiant l'annexe II au code général des impôts et la partie réglementaire du livre des procédures fiscales.

Texte n° 25 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 4 au 8 juillet 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Santé et solidarités

Page 15014 Décret n° 2005-1169 du 13 septembre 2005 relatif à l'action sociale du régime de sécurité sociale des artistes-auteurs et modifiant le code de la sécurité sociale (deuxième partie : Décrets en Conseil d'État).

J.O n° 217 du 17 septembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 7 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 18 au 22 juillet 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

J.O n° 218 du 18 septembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 6 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 25 au 29 juillet 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Culture et communication

Page 15118 Décret n° 2005-1177 du 16 septembre 2005 modifiant le décret n° 2004-595 du 22 juin 2004 créant une aide à l'impression décentralisée des quotidiens.

Page 15120 Décret du 16 septembre 2005 portant nomination du président du conseil d'administration du conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (M. Pflimlin Rémy).

J.O n° 219 du 20 septembre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 4 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 1^{er} au 5 août 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Culture et communication

Texte n° 36 Décret du 19 septembre 2005 portant nomination du directeur de l'école nationale supérieure des arts décoratifs (M. Raynaud Patrick).

Page 15155 Arrêté du 10 août 2005 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (MM. Rheims Olivier et Boutterin Emmanuel).

J.O n° 220 du 21 septembre 2005**Culture et communication**

Texte n° 61 Arrêté du 9 septembre 2005 portant admission à la retraite (architectes et urbanistes en chef de l'État) (M. Guillaume Jean).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 51 Arrêté du 9 septembre 2005 fixant la liste des candidats admis ou figurant sur la liste complémentaire à l'issue des concours d'entrée en première année et en deuxième année de l'École nationale des chartes organisés en 2005.

Avis divers

Page 15222 Vocabulaire de l'ingénierie nucléaire (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 221 du 22 septembre 2005**Premier ministre**

Texte n° 1 Circulaire du 21 septembre 2005 relative aux nouvelles dispositions régissant la délégation de signature des ministres (décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005).

Culture et communication

Page 15252 Arrêté du 2 août 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la SCOP-SARL Archéopole.

Page 15253 Arrêté du 2 août 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du centre départemental d'archéologie du Bas-Rhin.

Page 15253 Arrêté du 2 août 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive (M. Mastrolorenzo Joseph).

Page 15253 Arrêté du 2 août 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du service municipal d'archéologie de la ville de Béziers.

Page 15254 Arrêté du 2 août 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive de la société CCS Patrimoine.

Page 15256 Arrêté du 6 septembre 2005 portant nomination au Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire.

Page 15256 Arrêté du 9 septembre 2005 portant nomination à la Commission supérieure des monuments historiques (Mmes Fabioux Martine, Bresc Geneviève, M. Rondot Bertrand).

Texte n° 46 Arrêté du 9 septembre 2005 portant nomination (chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine) (Mme Lelievre Brigitte : SDAP Seine-Maritime).

Conventions collectives

Page 15258 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Aquitaine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 15259 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Bretagne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 15259 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Centre) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 15259 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 15259 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Avis divers

Page 15271 Termes généraux de la chimie (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

J.O n° 222 du 23 septembre 2005

Culture et communication

Texte n° 33 Arrêté du 1^{er} septembre 2005 habilitant les écoles d'architecture à organiser le troisième cycle des études d'architecture conduisant au diplôme d'architecte DPLG.

Texte n° 34 Arrêté du 1^{er} septembre 2005 habilitant des écoles d'architecture à organiser le cycle de formation continue diplômante conduisant au diplôme d'architecte DPLG.

Texte n° 35 Arrêté du 1^{er} septembre 2005 portant reconnaissance du diplôme d'architecte de l'école spéciale d'architecture délivré par l'école spéciale d'architecture.

J.O n° 223 du 24 septembre 2005

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 15360 Arrêté du 8 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 27 mai 1983 portant création du certificat d'aptitude professionnelle «arts du bois, à trois options».

Fonction publique

Page 15369 Décret n° 2005-1200 du 22 septembre 2005 modifiant le décret n° 95-25 du 10 janvier 1995 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux.

Culture et communication

Page 15369 Arrêté du 13 septembre 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Mélancolie, génie et folie en Occident*, aux Galeries nationales du Grand-Palais).

Page 15369 Arrêté du 13 septembre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Trésor d'art du Vietnam, la sculpture du Champa*, au musée des arts asiatiques Guimet).

Page 15369 Arrêté du 13 septembre 2005 relatif à

l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *La Photographie pictorialiste en Europe, 1888-1918*, au musée des beaux-arts de Rennes).

Page 15369 Arrêté du 14 septembre 2005 fixant la rémunération des experts extérieurs de la commission de contrôle du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale, et à la distribution de la presse quotidienne nationale d'information politique et générale.

Page 15374 Arrêté du 23 septembre 2005 portant nomination au conseil d'administration de la société France 4 (M. Sève René).

Page 15374 Arrêté du 22 juin 2005 portant nomination à la Commission nationale de la sécurité dans le spectacle vivant et enregistré (rectificatif).

Avis divers

Page 15381 Avis relatifs au renouvellement de licences d'agences de mannequins (SARL L'agence Kwaheri studio).

Page 15381 Avis relatifs au renouvellement de licences d'agences de mannequins (société Daniele Modele Agency).

Page 15381 Avis relatifs au renouvellement de licences d'agences de mannequins (société Angels Models Management).

Page 15381 Avis relatifs au renouvellement de licences d'agences de mannequins (société Major Model Management Paris).

J.O n° 224 du 25 septembre 2005

Culture et communication

Page 15401 Arrêté du 23 août 2005 portant nomination au conseil d'administration de la société France 4 (Mme Durupt Anne).

Texte n° 25 Arrêté du 23 septembre 2005 portant nomination (administration centrale) (Mme Toussaint Catherine).

J.O n° 225 du 27 septembre 2005

Culture et communication

Texte n° 97 Arrêté du 13 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 5 août 2005 autorisant au titre de l'année 2005 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens d'art du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Texte n° 98 Arrêté du 15 septembre 2005 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2005 au concours réservé pour l'accès au corps des secrétaires de documentation du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Texte n° 99 Arrêté du 20 septembre 2005 portant délégation de signature (cabinet du ministre).

Texte n° 100 Arrêté du 20 septembre 2005 portant délégation de signature (cabinet du ministre).

Texte n° 101 Arrêté du 20 septembre 2005 portant délégation de signature (cabinet du ministre).
 Texte n° 102 Arrêté du 20 septembre 2005 portant délégation de signature (cabinet du ministre).
 Texte n° 103 Arrêté du 20 septembre 2005 portant délégation de signature (cabinet du ministre).
 Texte n° 126 Arrêté du 2 septembre 2005 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Regnier Gérard).
 Texte n° 126 Arrêté du 2 septembre 2005 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Gaborit Danielle).
 Page 15489 Décision du 14 septembre 2005 portant nomination à la commission des aides sélectives à la promotion des films à l'étranger.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 140 Avis de vacance du poste de directeur de l'administration et du personnel de la Bibliothèque nationale de France.

J.O n° 226 du 28 septembre 2005

Premier ministre

Texte n° 2 Décret n° 2005-1209 du 21 septembre 2005 modifiant le décret n° 89-259 du 24 avril 1989 relatif à la prime spéciale d'installation attribuée à certains personnels débutants.
 Texte n° 3 Décret n° 2005-1210 du 26 septembre 2005 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites.
 Page 15538 Arrêté du 26 septembre 2005 portant nomination au conseil d'administration de la société France 4 (Mme Accary-Bonnery Aude).

Fonction publique

Texte n° 86 Décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps.
 Texte n° 87 Arrêté du 26 septembre 2005 relatif à l'échelonnement indiciaire applicable aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues.

Économie, finances et industrie

Texte n° 107 Arrêté du 20 septembre 2005 portant détachement (administrateurs civils) (M. Frédéric Neraud : Fondation du patrimoine).

Culture et communication

Page 15541 Décret du 21 septembre 2005 portant nomination du directeur du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Masure Antoine).
 Texte n° 126 Décret du 21 septembre 2005 portant nomination (conservateurs généraux du patrimoine) (M. Van Reeth Benoît).

Page 15541 Arrêté du 27 septembre 2005 fixant la composition du comité d'orientation du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale.

J.O n° 227 du 29 septembre 2005

Premier ministre

Page 15569 Arrêté du 28 septembre 2005 portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'école nationale d'administration achevant leur scolarité en 2006 (Culture : 1 poste)

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 48 Arrêté du 27 septembre 2005 fixant au titre de l'année 2005 le nombre de postes offerts au recrutement de magasiniers spécialisés des bibliothèques.

Culture et de la communication

Page 15606 Arrêté du 10 août 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Edmond de Cousse-maker. De l'archéologie musicale*, au musée Benoît de Puydt de Bailleul).
 Page 15606 Arrêté du 12 août 2005 déterminant pour l'année 2005 le nombre d'usagers inscrits dans les bibliothèques accueillant du public pour le prêt et le montant de la part de la rémunération au titre du prêt en bibliothèque à la charge de l'État.
 Page 15606 Arrêté du 12 septembre 2005 portant extension d'un secteur sauvegardé Chinon (Indre-et-Loire).
 Page 15607 Arrêté du 13 septembre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Cézanne en Provence*, au musée Granet d'Aix-en-Provence).
 Page 15607 Arrêté du 13 septembre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Pierre Bonnard*, au musée d'art moderne de la ville de Paris).
 Texte n° 104 Arrêté du 19 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 14 novembre 2003 relatif aux comités d'hygiène et de sécurité du ministère chargé de la culture.
 Page 15611 Décret du 28 septembre 2005 portant nomination au conseil d'administration de la société France Télévisions (M. Hadas-Lebel Raphaël).
 Page 15611 Arrêté du 9 septembre 2005 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Clermont-Ferrand (MM. Odouard Albert, Richard Philippe-Georges, Muzeau Jean-Pierre, Hilaire Jacques).
 Page 15611 Arrêté du 23 septembre 2005 portant nomination au conseil d'administration du domaine national de Chambord (MM. Vasseur Guy, de Longevialle Christian, Sénéchal Philippe).

Avis divers

 Page 15622 Avis relatif à l'attribution d'une licence d'agence de mannequins (M. Pichaud Bruce, SARL Happy).
 Page 15622 Avis relatif au renouvellement d'une

licence d'agence de mannequins (M. Rossmann Bernard, société FAM International).

J.O n° 228 du 30 septembre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 25 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 8 au 12 août 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Fonction publique

Page 15665 Décret n° 2005-1227 du 28 septembre 2005 modifiant le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions.

Texte n° 47 Décret n° 2005-1228 du 29 septembre 2005 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C.

Texte n° 49 Décret n° 2005-1230 du 29 septembre 2005 modifiant le décret n° 48-1108 du 10 juillet 1948 portant classement hiérarchique des grades et emplois des personnels civils et militaires de l'État relevant du régime général des retraites.

Texte n° 50 Arrêté du 9 août 2005 modifiant l'arrêté du 16 mars 2005 relatif à l'ouverture en 2005 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Texte n° 51 Arrêté du 22 août 2005 modifiant l'arrêté du 15 mars 2005 relatif à l'ouverture en 2005 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Nord - Pas-de-Calais).

Texte n° 52 Arrêté du 31 août 2005 modifiant l'arrêté du 23 mars 2005 relatif à l'ouverture en 2005 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Réunion).

Texte n° 53 Arrêté du 6 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 15 mars 2005 relatif à l'ouverture en 2005 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Bretagne).

Texte n° 54 Arrêté du 6 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 22 mars 2005 relatif à l'ouverture en 2005 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Martinique).

Texte n° 55 Arrêté du 7 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 21 mars 2005 relatif à l'ouverture en 2005 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (première couronne).

Texte n° 56 Arrêté du 12 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 15 mars 2005 relatif à l'ouverture en 2005 de concours pour le recrutement d'ingénieurs territoriaux (Bourgogne).

Texte n° 57 Arrêté du 29 septembre 2005 fixant l'échelonnement indiciaire des grades et emplois de la catégorie C.

OCTOBRE

J.O n° 229 du 1^{er} octobre 2005

Premier ministre

Page 15704 Arrêté du 28 septembre 2005 portant répartition des emplois offerts aux élèves de l'École nationale d'administration achevant leur scolarité en 2006 (rectificatif).

Intérieur et aménagement du territoire

Texte n° 5 Décret n° 2005-1231 du 29 septembre 2005 portant modification du décret n° 2002-1260 du 14 octobre 2002 pris en application de l'article 11 de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 et relatif à la résorption de l'emploi précaire des personnels des administrations parisiennes.

Économie, finances et industrie

Texte n° 14 Décret n° 2005-1232 du 30 septembre 2005 portant cessation de l'activité du service de la redevance audiovisuelle et de l'agence comptable du service de la redevance audiovisuelle.

Fonction publique

Texte n° 27 Décret n° 2005-1237 du 28 septembre 2005 relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires du congé de représentation.

J.O n° 230 du 2 octobre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 7 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 22 au 26 août 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

J.O n° 231 du 4 octobre 2005

Culture et communication

Page 15806 Arrêté du 9 septembre 2005 portant agrément en qualité d'opérateur d'archéologie préventive du syndicat intercommunal à vocation archéologique Mandeure-Mathay.

Premier ministre

Texte n° 31 Arrêté du 20 septembre 2005 portant titularisation (architectes et urbanistes de l'État).

J.O n° 232 du 5 octobre 2005

Économie, finances et industrie

Page 15835 Arrêté du 23 septembre 2005 fixant les taux maxima des indemnités de caisse et de responsabilité allouées aux agents comptables des services de l'État dotés d'un budget annexe et aux agents comptables d'établissements publics nationaux.

Culture et communication

Texte n° 48 Décision du 23 septembre 2005 portant délégation de signature (direction du livre et de la lecture).

Texte n° 49 Décision du 26 septembre 2005 portant délégation de signature (délégation générale à la langue française et aux langues de France).

Texte n° 50 Décision du 26 septembre 2005 portant délégation de signature (direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles).

Texte n° 87 Arrêté du 23 septembre 2005 portant intégration (administration centrale) (Mme Baran Murielle).

Page 15851 Décision du 22 septembre 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Orfali Roni).

Page 15851 Décision du 22 septembre 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Ning Liu).

Page 15851 Décision du 22 septembre 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Hyee-Jung Kim).

J.O n° 233 du 6 octobre 2005**Fonction publique**

Texte n° 43 Décret n° 2005-1256 du 4 octobre 2005 modifiant le décret n° 70-251 du 21 mars 1970 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps de conducteurs d'automobile et de chefs de garage des administrations de l'État.

Texte n° 44 Décret n° 2005-1257 du 4 octobre 2005 modifiant le décret n° 90-712 du 1^{er} août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'agents administratifs des administrations de l'État.

Texte n° 45 Décret n° 2005-1258 du 4 octobre 2005 modifiant le décret n° 90-715 du 1^{er} août 1990 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des agents des services techniques des administrations de l'État.

Culture et communication

Texte n° 46 Arrêté du 26 août 2005 relatif à une régie d'avances.

Page 15907 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme de restaurateur du patrimoine au titre de l'année 2005.

J.O n° 234 du 7 octobre 2005**Culture et communication**

Page 15986 Arrêté du 13 septembre 2005 portant création et délimitation d'un secteur sauvegardé.

Page 15997 Décision du 16 septembre 2005 portant nomination à la commission prévue par l'arrêté du 22 juin 1998 portant application de l'article 11 du décret n° 67-356 du 21 avril 1967 relatif au soutien financier

de l'État à la création et à la modernisation des théâtres cinématographiques.

Page 15997 Décision du 16 septembre 2005 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la distribution d'œuvres cinématographiques.

Premier ministre

Texte n° 38 Arrêté du 6 octobre 2005 portant nomination aux formations spéciales du Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

J.O n° 235 du 8 octobre 2005**Culture et communication**

Texte n° 48 Décision du 5 octobre 2005 portant délégation de signature (direction de l'administration générale).

Texte n° 106 Décret du 5 octobre 2005 portant nomination (écoles d'architecture).

Texte n° 107 Arrêté du 9 août 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (services déconcentrés) (M. Sarrola Jean-Luc).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 80 Arrêté du 27 septembre 2005 portant nomination d'un administrateur provisoire à l'Institut national d'histoire de l'art (M. Cuzin Jean-Pierre).

J.O n° 237 du 11 octobre 2005**Économie, finances et industrie**

Texte n° 10 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 29 août au 2 septembre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titre V).

Fonction publique

Texte n° 28 Arrêté du 8 septembre 2005 portant ouverture d'examens professionnels pour l'accès au cadre d'emplois des assistants territoriaux qualifiés de conservation du patrimoine et des bibliothèques hors classe et des assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques hors classe (session 2006).

Culture et communication

Page 16189 Décret n° 2005-1268 du 4 octobre 2005 modifiant le décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 relatif au soutien financier de l'industrie audiovisuelle et le décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Page 16190 Arrêté du 22 septembre 2005 portant reconnaissance de diplômes d'architecte étrangers.

Page 16193 Arrêté du 26 septembre 2005 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de

communication (M. Costa Pierre-Olivier).
 Texte n° 63 Arrêté du 28 septembre 2005 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (DRAC Nord – Pas-de-Calais : M. Martineau Richard).

J.O n° 238 du 12 octobre 2005

Fonction publique

Texte n° 32 Circulaire du 14 septembre 2005 relative à la mise en œuvre du contrat dénommé PACTE.

Culture et communication

Texte n° 33 Décision du 29 septembre 2005 portant délégation de signature (direction des musées de France).
 Texte n° 34 Décision du 6 octobre 2005 portant délégation de signature (direction de l'architecture et du patrimoine).
 Page 16220 Arrêté du 22 septembre 2005 portant nomination du président du conseil d'administration de l'école d'architecture de Versailles (M. Castex Jean).
 Texte n° 65 Arrêtés du 28 septembre 2005 portant admission à la retraite (conservateurs généraux du patrimoine) (Mlle Mary Marie-Claude, M. Beauvalot Yves, Jean-Pierre).

J.O n° 239 du 13 octobre 2005

Intérieur et aménagement du territoire

Page 16241 Décret n° 2005-1269 du 12 octobre 2005 relatif au code d'alerte national et aux obligations des services de radio et de télévision et des détenteurs de tout autre moyen de communication au public et pris en application de l'article 8 de la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 de modernisation de la sécurité civile.

Culture et communication

Texte n° 57 Décret du 11 octobre 2005 portant nomination (conservateurs généraux du patrimoine) (Mme Jacques Annie).
 Page 16259 Arrêté du 11 octobre 2005 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse.

J.O n° 240 du 14 octobre 2005

Premier ministre

Texte n° 9 Décision du 30 septembre 2005 portant délégation de signature (direction du développement des médias).
 Texte n° 49 Arrêté du 28 septembre 2005 portant détachement (administrateurs civils) (Mme Durupty Anne : CNC).

Culture et communication

Page 16332 Arrêté du 30 septembre 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Pierre Bonnard*, au musée d'art moderne de la ville de Paris).

Texte n° 44 Décision du 30 septembre 2005 portant délégation de signature (direction du développement des médias).

J.O n° 241 du 15 octobre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 13 Arrêté du 3 octobre 2005 pris pour l'application du décret n° 2005-1232 du 30 septembre 2005 portant cessation de l'activité du service de la redevance audiovisuelle et de l'agence comptable du service de la redevance audiovisuelle.

Culture et communication

Page 16380 Arrêté du 28 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 6 mars 1997 modifié relatif à l'organisation des études conduisant au diplôme national d'arts et techniques et au diplôme national supérieur d'expression plastique.
 Page 16380 Arrêté du 29 septembre 2005 relatif aux droits de scolarité, d'examen, aux bourses et aux montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation de l'expérience de l'école nationale supérieure de création industrielle.
 Page 16381 Arrêté du 29 septembre 2005 fixant pour l'année 2005-2006 les taux des droits de scolarité, d'examen et d'inscription ainsi que les montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation des acquis de l'expérience dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la culture et de la communication.
 Texte n° 68 Arrêté du 3 octobre 2005 portant détachement (administrateurs civils) (Mme Portier Cécile : BnF).
 Page 16388 Arrêté du 3 octobre 2005 portant habilitation à procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 (M. Früh Wolfgang).
 Texte n° 70 Arrêté du 7 octobre 2005 portant cessation de fonctions (directeurs régionaux des affaires culturelles) (Mme Gautier-Desvaux Elisabeth : DRAC Bretagne).

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 16384 Décret du 13 octobre 2005 portant nomination de la directrice de l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (Mme Bertrand Anne-Marie).

Conventions collectives

Page 16392 Arrêté du 4 octobre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16392 Arrêté du 4 octobre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Provence-Alpes-Côte d'Azur) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).
 Page 16392 Arrêté du 4 octobre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

J.O n° 242 du 16 octobre 2005

Affaires étrangères

Page 16461 Décret du 12 octobre 2005 portant nomination des délégués français à la 33^e session de la conférence générale de l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture.
 Page 16461 Arrêté du 12 octobre 2005 portant nomination à la 33^e session de la conférence générale de l'Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture, qui se tiendra à Paris du 3 au 21 octobre 2005.

J.O n° 243 du 18 octobre 2005

Premier ministre

Page 16488 Décret n° 2005-1283 du 17 octobre 2005 relatif au comité interministériel sur l'Europe et au secrétariat général des affaires européennes.

Économie, finances et industrie

Texte n° 11 Arrêté du 26 septembre 2005 portant création d'un traitement informatisé relatif au recouvrement de la redevance d'archéologie préventive.
 Texte n° 12 Arrêté du 28 septembre 2005 modifiant l'arrêté du 17 mai 2005 relatif au traitement automatisé pour le suivi des contraintes extérieures de la redevance audiovisuelle.

culture et communication

Page 16499 Décret n° 2005-1289 du 17 octobre 2005 relatif à la composition et au fonctionnement du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle.
 Page 16499 Arrêté du 4 octobre 2005 approuvant des prises de participation financière réalisées par la société France Espace Développement.
 Page 16499 Arrêté du 4 octobre 2005 approuvant des opérations financières réalisées par la société nationale de programme France 5 et la société France 4.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Page 16514 Avis de vacance du poste de bibliothécaire de l'école française d'Athènes.

Avis divers

Page 16515 Avis relatif au renouvellement d'une licence d'agence de mannequins (entreprise Chami.com).

J.O n° 244 du 19 octobre 2005

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 16531 Arrêté du 6 octobre 2005 modifiant les arrêtés du 1^{er} août 2002 modifié portant création du certificat d'aptitude professionnelle «serrurier-métallier», du 16 février 2004 modifié portant création du certificat d'aptitude professionnelle «conducteur-opérateur de scierie» et du 27 octobre 2004 portant définition et fixant les conditions de délivrance du certificat d'aptitude professionnelle «assistant technique en instruments de musique à quatre options : accordéon, guitare, instruments à vent et piano».

Culture et communication

Page 16537 Arrêté du 12 octobre 2005 portant appel à candidatures pour les Nouveaux albums des jeunes architectes 2005-2006.
 Page 16540 Décret du 18 octobre 2005 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (Mme Durupt Anne).
 Page 16540 Décret du 18 octobre 2005 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (M. Raude Patrick).
 Texte n° 61 Arrêté du 7 octobre 2005 portant admission à la retraite (architectes et urbanistes en chef de l'État) (M. Cattalano Gérard).

Conventions collectives

Page 16547 Arrêté du 5 octobre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Alsace), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).
 Page 16547 Arrêté du 5 octobre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Ile-de-France), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).
 Page 16547 Arrêté du 5 octobre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).
 Page 16548 Arrêté du 5 octobre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16548 Arrêté du 5 octobre 2005 portant élargissement d'un accord régional (Picardie), conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture, au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment (n° 2332).

Page 16549 Arrêté du 7 octobre 2005 portant extension de deux accords conclus dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 16552 Avis relatif à l'extension d'un accord professionnel conclu dans le secteur de la presse.

Page 16552 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des mannequins adultes et mannequins enfants de moins de seize ans employés par les agences de mannequins.

Avis divers

Page 16579 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'un tableau : *Portrait de Ferdinand-Philippe de Bourbon-Orléans, duc d'Orléans*, de Jean-Auguste-Dominique Ingres, présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du code général des impôts.

J.O n° 245 du 20 octobre 2005

Culture et communication

Texte n° 23 Arrêté du 10 octobre 2005 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2005 au concours réservé pour l'accès au corps des ingénieurs d'études (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication.

Page 16607 Arrêté du 19 octobre 2005 portant nomination du vice-président du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle (M. Lockwood Didier).

Page 16607 Arrêté du 19 octobre 2005 portant nomination du secrétaire général du Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle (M. Casabona Alain).

Page 16607 Arrêté du 19 octobre 2005 portant nomination au Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle.

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Page 16606 Arrêté du 7 octobre 2005 portant nomination au conseil scientifique de l'Institut français d'archéologie orientale du Caire.

J.O n° 246 du 21 octobre 2005

Affaires étrangères

Page 16686 Décret n° 2005-1296 du 13 octobre 2005 portant publication de l'accord cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Confédération suisse, signé à Paris le 7 décembre 2004.

Fonction publique

Page 16706 Décret n° 2005-1301 du 20 octobre 2005 portant majoration, à compter du 1^{er} novembre 2005, de la rémunération des personnels civils et militaires de l'État, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Culture et communication

Page 16717 Décret du 19 octobre 2005 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (Mme Gérard Bénédicte).

Page 16717 Décret du 19 octobre 2005 portant nomination au conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie (M. Lagubeau Julien).

Page 16717 Arrêté du 1^{er} octobre 2005 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Grenoble.

Texte n° 88 Arrêté du 6 octobre 2005 portant nomination de la directrice des études du département des restaurateurs de l'Institut national du patrimoine (Mme Brandt-Grau Astrid).

J.O n° 247 du 22 octobre 2005

Page 16745 Loi n° 2005-1303 du 21 octobre 2005 portant règlement définitif du budget de 2004.

Page 34003 Loi n° 2005-1303 du 21 octobre 2005 portant règlement définitif du budget de 2004 (Annexes).

Économie, finances et industrie

Page 16752 Décret n° 2005-1308 du 20 octobre 2005 relatif aux marchés passés par les entités adjudicatrices mentionnées à l'article 4 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

Éducation nationale, enseignement supérieur et recherche

Texte n° 30 Arrêté du 13 octobre 2005 fixant au titre de l'année 2005 le nombre d'emplois offerts à l'examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant des bibliothèques de classe exceptionnelle.

Culture et communication

Page 16781 Arrêté du 11 octobre 2005 portant composition et fonctionnement de la commission des prêts de l'établissement public du musée du quai Branly.

Texte n° 80 Arrêté du 19 juillet 2005 portant promotion (administration centrale) (M. Paillet Jean-François, Mme Bijon Marie-Christine).

Texte n° 80 Arrêté du 19 juillet 2005 portant promotion (administration centrale) (M. Ganier Jean-Pierre).

Texte n° 80 Arrêté du 19 juillet 2005 portant promotion (administration centrale) (Mmes Avon Isabelle, Condou Alexandrine et M. Dziedzic Hervé).

Texte n° 81 Arrêté du 19 juillet 2005 portant promotion (services déconcentrés) (Mmes Bouchet-Lacroix Michèle, Lepage Anne et Cochet Annie).

Texte n° 81 Arrêté du 19 juillet 2005 portant promotion (services déconcentrés) (M. D'Ancona Philippe).

Texte n° 81 Arrêté du 19 juillet 2005 portant promotion (services déconcentrés) (Mmes Chaton-Aubey Claire, Clément Corinne, Diacon Christine, M. Duclos Denis et Mme Sandret-Leclercq Isabelle).

Texte n° 82 Arrêté du 7 octobre 2005 portant nomination (directeurs régionaux des affaires culturelles) (M. Le Corre Jean-Yves : DRAC Bretagne).

J.O n° 248 du 23 octobre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 6 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 5 au 9 septembre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Fonction publique

Texte n° 25 Arrêté du 10 octobre 2005 portant modification du nombre de postes ouverts aux concours pour l'accès au cadre d'emplois de professeur territorial d'enseignement artistique (session 2005).

Culture et communication

Texte n° 26 Décision du 20 octobre 2005 portant délégation de signature (direction du développement des médias).

J.O n° 249 du 25 octobre 2005

Économie, finances et industrie

Texte n° 12 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 12 au 16 septembre 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Culture et communication

Page 16857 Arrêté du 10 octobre 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Trésors engloutis d'Égypte*, à la Grande Nef du Grand-Palais).

Page 16857 Arrêté du 13 octobre 2005 relatif à la procédure d'aide aux ensembles de musique professionnels porteurs de création et d'innovation.

Page 16863 Arrêté du 14 octobre 2005 portant nomination au conseil d'orientation du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (Mme Gomez Hélène et M. Repecaud Dominique).

J.O n° 250 du 26 octobre 2005

Culture et communication

Page 16891 Arrêté du 14 octobre 2005 approuvant des prises de participation financière réalisées par la

société nationale de programme Radio France internationale.

Page 16891 Arrêté du 14 octobre 2005 approuvant des opérations financières réalisées par les sociétés Arte-France et France Télévisions.

Page 16894 Décision du 13 octobre 2005 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I (3°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.

J.O n° 251 du 27 octobre 2005

Page 16929 Loi n° 2005-1319 du 26 octobre 2005 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement.

Culture et communication

Texte n° 78 Arrêté du 25 octobre 2005 portant nomination (administration centrale) (M. Chaintreau Jean-François).

Page 16956 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG (rectificatif).

J.O n° 252 du 28 octobre 2005

Culture et communication

Texte n° 44 Arrêté du 17 octobre 2005 fixant la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants du personnel et le nombre de sièges de titulaires et de suppléants attribués à chacune d'elles au comité d'hygiène et de sécurité central chargé d'assister le comité technique paritaire central de l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels.

Texte n° 45 Arrêté du 17 octobre 2005 fixant la liste des organisations syndicales aptes à désigner des représentants au comité technique paritaire central de l'établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels et le nombre de sièges attribués à chacune d'elles.

Page 17021 Arrêté du 20 octobre 2005 approuvant une prise de participation financière réalisée par la société France Espace Développement.

J.O n° 253 du 29 octobre 2005

Économie, finances et industrie

Page 17081 Arrêté du 20 octobre 2005 portant création d'une commission pour la transparence et la qualité des cessions du domaine immobilier de l'État.

Culture et communication

Texte n°48 Décision du 17 octobre 2005 portant délégation de signature (direction des Archives de France).

Page 17090 Décision du 14 septembre 2005 portant nomination à la commission prévue au paragraphe I

(1°) de l'article 5 du décret n° 95-110 du 2 février 1995 modifié relatif au soutien financier à la production, à la préparation et à la distribution d'œuvres audiovisuelles.

Fonction publique

Texte n° 99 Arrêté du 1er juillet 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux).

J.O n° 254 du 30 octobre 2005

Transports, équipement, tourisme et mer

Texte n°5 Arrêté du 27 octobre 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de deux concours (externe et interne) pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État élèves et d'un examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Texte n°6 Arrêté du 27 octobre 2005 fixant au titre de l'année 2006 les dates des épreuves écrites des concours externe et interne pour le recrutement

d'architectes et urbanistes de l'État élèves et de l'examen professionnel pour le recrutement d'architectes et urbanistes de l'État.

Culture et communication

Texte n°15 Décret du 28 octobre 2005 portant délégation de signature (département de l'information et de la communication).

Fonction publique

Texte n°23 Arrêté du 6 octobre 2005 modifiant la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial du patrimoine (session 2003).

Avis divers

Page 17147 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'État d'une statue de bodhisattva debout présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du code général des impôts.

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

JO AN (Q) n° 36 du 6 septembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Philippe Houillon sur la **composition** de la Commission nationale d'équipement commercial statuant en matière cinématographique (CNEC) (Question transmise).
(Question n° 67855-21.06.05).
- M. Patrick Labaune sur la **mise à disposition** de **salles d'exposition et de vente** aux **associations** de regroupement artistique.
(Question n° 67908-21.06.05).
- M. Daniel Paul sur les **difficultés** rencontrées par les **entreprises** spécialisées dans la **restauration du patrimoine historique** suite aux **retards de paiement** de l'État.
(Question n° 70453-19.07.05).

JO AN (Q) n° 37 du 13 septembre 2005

Réponse aux questions de :

- MM. Pierre Cardo, Jean-Pierre Giran, Mme Geneviève Levy, MM. Pierre Albertini et Claude Goasguen sur les conséquences de l'**assujettissement** des **antennes collectives** aux **droits d'auteur**.
(Questions n° 60624-15.03.05 (Question transmise) ; 62680-12.04.05 ; 62827-12.04.05 ; 63095-19.04.05 ; 63233-19.04.05).
- M. Marc Le Fur sur le bilan et les perspectives du **mécénat culturel** en faveur des **musées nationaux**.
(Question n° 60720-22.03.05).
- M. Eric Raoult sur le **contenu** du *Quid 2003* à l'égard du **génocide arménien**.
(Question n° 69902-12.07.05).

JO AN (Q) n° 38 du 20 septembre 2005

Réponse aux questions de :

- Mme Sylvie Andrieux sur le **développement** des **formations publiques** en **musiques actuelles amplifiées**.
(Question n° 68288-28.06.05).
- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur la **disparition** de **manuscrits hébraïques** de la Bibliothèque nationale de France et les mesures à prendre pour une meilleure

gestion, conservation et sécurisation des collections de la **BnF**.

(Question n° 70213-19.07.05).

- M. Francis Falala sur la position du ministre relative à l'éventuelle mise en place d'un **réseau de correspondants du directeur général de l'administration et de la fonction publique** dans l'ensemble des ministères.
(Question n° 70231-19.07.05).

- M. Thierry Mariani sur l'évolution du **nombre de fonctionnaires et agents contractuels** au sein des services du ministère et des services et administrations s'y rattachant.
(Question n° 71207-26.07.05).

- M. Jacques Remiller sur la défense de la **langue française** face au développement de l'**Internet**.
(Question n° 71795-02.08.05).

JO AN (Q) n° 39 du 27 septembre 2005

Réponse aux questions de :

- MM. Kléber Mesquida, Philippe Vuilque, Jean Gaubert et Mme Chantal Robin-Rodrigo sur la question de l'**indépendance des médias en France**.
(Questions n° 43364-13.07.04 ; 43365-13.07.04 ; 47038-21.09.04 ; 48890-19.10.04).
- M. Jérôme Rivière sur la **rémunération** des **stagiaires** des établissements publics à caractère industriel et commercial (**EPIC**) (Question transmise).
(Question n° 53674-21.12.04).
- M. Jean Tiberi sur les efforts du Gouvernement pour conserver dans la mémoire collective le **travail de la mine**.
(Question n° 62222-12.04.05).
- M. Jérôme Rivière sur les conclusions que tire le Gouvernement sur la mise en place de stations de **radio** sur le **bande AM** (modulation d'amplitude).
(Question n° 64227-03.05.05).
- M. Eric Raoult sur le **développement** des **échanges culturels** sur le thème de la **multiculturalité** et l'**interculturalité** dans les pays du **Maghreb**.
(Question n° 65884-24.05.05).
- M. Thierry Marini sur les actions et intentions du ministre pour la promotion de l'**utilisation** de **carburants dits «propres»** dans les **services du**

ministère et les services et administrations s'y rattachant.

(Question n° 68798-28.06.05).

- M. Francis Saint-Léger sur le bilan de la première **Nuit des musées**.

(Question n° 69524-12.07.05).

- M. Jacques Myard sur l'absence de **protection** au titre des monuments historiques du **restaurant Le Procope** à Paris.

(Question n° 71662-02.08.05).

- Mme Maryse Joissains-Masini sur la question du **danger** de la **diffusion d'ouvrages** comme *Mein Kampf*.

(Question n° 71727-02.08.05).

- M. Maurice Leroy sur les **conséquences** de la **faiblesse des crédits de paiement** en 2005 au titre de la **restauration des monuments historiques**

(Question transmise).

(Question n° 72344-16.08.05).

JO AN (Q) n° 40 du 4 octobre 2005

Réponse aux questions de :

- Mme Marie-Jo Zimmermann sur les mauvaises conditions de **réception** des chaînes de **télévision** hertzienne terrestre dans la vallée de la **Moselle**.

(Question n° 64256-03.05.05).

- M. Armand Jung sur la situation du **déploiement** de la télévision numérique de terre (TNT) en **Alsace**.

(Question n° 66189-31.05.05).

- M. Jean-Claude Guibal sur la **rémunération** des **artistes-interprètes** lorsqu'un **disque** est diffusé à la **télévision**.

(Question n° 69292-05.07.05).

JO AN (Q) n° 41 du 11 octobre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Paul Dupré sur la rémunération des **droits d'auteur** pour les œuvres incorporées dans des **productions audiovisuelles** diffusées par la **télévision**.

(Question n° 57626-15.02.2005).

- M. Jérôme Rivière sur l'éventuelle **privatisation** d'une des **chaînes de télévision publique**.

(Question n° 60631-15.03.2005).

- MM. Francis Falala et Patrick Delnatte sur la position du ministère concernant les **conclusions** du **rapport** du **Comité pour la mémoire de l'esclavage**.

(Questions n° 65555-17.05.2005 ; 65902-24.05.2005).

- M. François Dosé sur l'inégalité d'**accès** aux chaînes de **télévision** par voie **hertzienne terrestre**, notamment pour les chaînes Arte et M6. (Question transmise).

(Question n° 67099-14.06.2005).

- M. Jean Launay sur la **transposition** de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur et des droits voisins** dans la société de l'information et le maintien de la **gratuité d'accès à l'information** dans les **services d'archives, bibliothèques et centres de documentation**.

(Question n° 69804-12.07.2005).

- M. Jean Tiberi sur l'**avenir des collections** du **musée des arts et traditions populaires** après sa fermeture.

(Question n° 70624-26.07.2005).

- M. Nicolas Dupont-Aignan sur les mesures de **soutien** à prendre en faveur des **salons d'artistes**.

(Question n° 71103-26.07.2005).

- M. Bruno Gilles sur la date à laquelle sera examiné, au Parlement, le **projet de loi sur les archives**.

(Question n° 71647-02.08.2005).

JO AN (Q) n° 42 du 18 octobre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Marc Le Fur sur les **horaires d'ouverture des musées au public**.

(Question n° 60719-22.03.2005).

- M. Marc Le Fur sur le nombre de personnes affectées à l'**inspection générale de l'administration des affaires culturelles**, son coût de fonctionnement pour 2004, le nombre de rapports rendus et la liste des organismes et services contrôlés par l'inspection en 2003 et 2004.

(Question n° 69917-12.07.2005).

- M. Nicolas Dupont-Aignan sur l'**avenir des collections** de l'ancien **musée national des arts et traditions populaires**.

(Question n° 72709-06.09.2005).

- MM. Jean-Marie Morisset, Jacques Domergue et Philippe-Armand Martin sur les **conséquences**, pour les **entreprises de restauration**, de l'**insuffisance des crédits** pour la **restauration des monuments historiques**.

(Questions n° 73636-20.09.2005 ; 73713-20.09.2005 ; 74000-20.09.2005).

JO AN (Q) n° 43 du 25 octobre 2005

Réponse aux questions de :

- Mme Catherine Génisson sur la **transposition** de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et ses **conséquences financières** pour l'**enseignement supérieur et la recherche**.

(Question n° 67026-14.06.05).

- M. Arnaud Montebourg sur la **transposition** de la

directive européenne relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et ses **conséquences financières pour l'enseignement supérieur et la recherche** (Question signalée).

(Question n° 70842-26.07.05).

- Alain Bocquet sur les conséquences d'une délibération en Conseil d'État qui fait entrer les **entreprises culturelles** dans le champ des activités concurrentielles et les soumet aux règles applicables aux **activités de service**.

(Question n° 70912-26.07.05).

- M. Jack Lang sur la **transposition** de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et ses **conséquences financières pour l'enseignement supérieur et la recherche**.

(Question n° 72039-09.08.05).

- M. Éric Raoult sur l'intérêt de voir se développer le **cinéma en plein air**.

(Question n° 72976-13.09.05).

SÉNAT

JO S (Q) n° 34 du 1^{er} septembre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Jean Besson sur les **conséquences** pour les **femmes enceintes** des **protocoles d'accord** du 13 novembre 2003 concernant les **intermittents du spectacle**.

(Question n° 11567-01.04.04).

- M. Marcel Vidal sur les **délais d'intervention de l'INRAP**.

(Question n° 16619-17.03.05).

- M. Jean-Louis Masson sur la **mise en place** du **Fonds national pour l'archéologie préventive**.

(Question n° 17304-28.04.05).

JO S (Q) n° 38 du 29 septembre 2005

Réponse à la question de :

- Mme Nicole Borvo Cohen-Seat sur la **sauvegarde** du cinéma **Grand Ecran Italie** à Paris.

(Question n° 18994-04.08.05).

JO S (Q) n° 39 du 6 octobre 2005

Réponse à la question de :

- M. Jean-Louis Masson sur les mauvaises conditions de **réception** des chaînes de **télévision** hertzienne

terrestre dans la vallée de la **Moselle**.

(Question n° 17798-26.05.05).

JO S (Q) n° 40 du 13 octobre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Marcel Vidal sur la **multiplication des sondages** durant les **campagnes électorales** et sur une éventuelle **modification de la réglementation** régissant la **publication** de ces sondages.

(Question n° 18512-07.07.2005).

- M. Gérard Bailly sur les **conséquences**, pour les **entreprises de restauration**, de l'**insuffisance des crédits** pour la **restauration des monuments historiques**.

(Question n° 19271-08.09.2005).

JO S (Q) n° 41 du 20 octobre 2005

Réponse à la question de :

- M. Marcel Vidal sur le **budget** alloué à l'**aide sélective à la création et modernisation de salles** du Centre national de la cinématographie (**CNC**).

(Question n° 19194-01.09.2005).

JO S (Q) n° 42 du 27 octobre 2005

Réponse aux questions de :

- M. Paul Raoult sur les modalités de **décentralisation** de l'**inventaire du patrimoine culturel**.

(Question n° 13688-16.09.2004).

- Mme Patricia Schillinger sur la **transposition** de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et ses **conséquences** sur l'**accès** aux **sources numériques**.

(Question n° 18922-28.07.2005).

- M. Bruno Retailleau sur la **transposition** de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et ses **conséquences financières pour l'enseignement supérieur et la recherche**.

(Question n° 19054-04.08.2005).

- M. Bruno Retailleau sur la couverture territoriale par la **télévision numérique terrestre** en **Vendée**.

(Question n° 19056-04.08.2005).

- M. Louis Souvet sur la rémunération des **droits d'auteur** pour les œuvres incorporées dans des **vidéogrammes** diffusés par la **télévision**.

(Question n° 19287-15.09.2005).

Divers

Règlement d'utilisation du jardin des Tuileries pour des occupations temporaires.

Le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu le code du domaine de l'État ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code du patrimoine ;

Vu le décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier du corps des architectes des Bâtiments de France ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié, portant création de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 6 août 1975 portant inscription du jardin des Tuileries sur la liste des monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général ;

Vu le classement parmi les monuments historiques du domaine national des Tuileries par la liste des immeubles classés avant la promulgation de la loi du 31 décembre 1913, publiée en exécution du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite loi, parue au *Journal officiel* de la République française du 18 avril 1914 ;

Vu le règlement des cours, jardins, passages et péristyles du domaine national du Louvre et des Tuileries,

Décide :

Titre I : dispositions générales

Art. 1^{er}. - Affecté à la promenade du public, le jardin des Tuileries peut accueillir des animations et des manifestations notamment culturelles, festives ou professionnelles sur les parties du jardin dont l'aménagement végétal est compatible avec l'implantation des installations nécessaires à ces événements, dans les espaces dénommés «Esplanade des feuillants» et «Carré du sanglier».

L'établissement peut, à titre exceptionnel, accueillir à son initiative toute manifestation culturelle dans le jardin

des Tuileries hors des espaces ci-dessus mentionnés, dès lors qu'elle n'est pas incompatible avec la vocation du lieu, les nécessités de sa conservation et qu'elle s'inscrit dans le cadre des missions statutaires de l'établissement ou qu'elle y contribue.

La présente décision portant règlement d'utilisation du jardin des Tuileries a pour objet de réglementer les conditions d'organisation des animations et manifestations qui y sont organisées.

Art. 2. - Lesdites manifestations donnent lieu, en tant que de besoin, à la délivrance d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public.

L'établissement est seul habilité à délivrer ces autorisations d'occupation temporaire, dans les conditions et selon les modalités fixées ci-après.

Art. 3. - Toute utilisation du jardin des Tuileries devra se conformer impérativement aux prescriptions d'un cahier des charges techniques annexé à l'autorisation délivrée par le président-directeur de l'établissement.

En tout état de cause, les prescriptions suivantes sont impératives, sauf dérogation expresse du président-directeur de l'établissement :

1° Interdiction absolue d'implanter des installations à moins de 4 mètres des arbres pour l'Esplanade des feuillants et à moins de deux mètres des arbres à l'intérieur du périmètre du Carré du sanglier ;

2° Mise en place des protections nécessaires autour des arbres et des sculptures ;

3° Obligation d'utiliser l'énergie électrique et l'eau par raccordement à la ligne du jardin ;

4° Interdiction de stationnement des véhicules lourds et légers à l'occasion des occupations temporaires sur l'esplanade et dans le jardin, à l'exception de la période réservée aux montages, démontages et livraisons, et pour les seuls besoins du déchargement et du chargement ;

5° Interdiction de circuler en véhicule dans le jardin, en dehors du plan de circulation défini en liaison avec les autorités compétentes ;

6° Interdiction aux véhicules de plus de dix tonnes (incluant véhicule et chargement) de pénétrer dans le jardin pour les livraisons ;

- 7° Interdiction de toute publicité dans l'enceinte du jardin et sur ses clôtures extérieures ;
- 8° Interdiction de toute nuisance, notamment sonore, et respect des règles de bon voisinage ;
- 9° Gardiennage obligatoire des installations pendant la durée de l'autorisation d'occupation temporaire ;
- 10° Attention particulière portée à la volumétrie des installations admises dans le cadre de l'occupation ;
- 11° Dégagement des accès au jardin, des perspectives monumentales et des voies de circulation du public ;
- 12° D'une manière générale, obligation de déférer aux injonctions adressées par les agents de l'établissement en application de la présente décision.

Art. 4. - L'établissement et la validation de plans détaillés des installations des structures provisoires sur les espaces occupés conditionnent, pour d'évidentes raisons de sécurité, esthétiques et fonctionnelles, le montage des installations et la tenue de la manifestation ou de l'événement considérés.

Ces plans doivent être fournis, deux mois au moins avant le début du montage des installations, pour validation, au président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre, qui recueillera l'avis de l'architecte des Bâtiments de France, conservateur du domaine.

Aucune convention d'occupation temporaire ne pourra être conclue sans validation de ces plans, qui seront annexés à la convention d'occupation temporaire et en feront partie intégrante.

Titre II : Dispositions particulières à l'Esplanade des feuillants et au Carré du sanglier

Des plans annexés au présent règlement délimitent les espaces susmentionnés.

Art. 5. - La durée annuelle maximale d'occupation des deux espaces, Esplanade des feuillants et Carré du sanglier, par les manifestations faisant l'objet d'une autorisation visée à l'article 3 ne pourra être supérieure, dans chacun de ces espaces, à cinq mois, montage et démontage des installations compris.

Cette occupation fait l'objet d'un calendrier prévisionnel annuel dans lequel s'inscrivent les manifestations autorisées.

La durée d'exploitation de chaque autorisation (et donc de chaque manifestation) ne peut excéder deux mois, et dix jours pour le montage et démontage des installations. Cette durée peut être exceptionnellement prolongée sur décision du président-directeur de

l'établissement public du musée du Louvre, prise après avis conforme du conseil d'administration de l'établissement. Cette prolongation devra être justifiée par un motif d'intérêt général et ne pourra excéder deux semaines. Une éventuelle prolongation rallonge d'autant la durée maximale d'occupation fixée au premier alinéa.

Les horaires d'ouverture applicables sont ceux indiqués dans le règlement des cours, jardins, passages et péristyles du domaine national du Louvre et des Tuileries. Exceptionnellement, il pourra être dérogé à ces horaires sur décision expresse du président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre. Dans cette hypothèse, l'organisateur de la manifestation devra faire disposer à ses frais une clôture délimitant l'emprise autorisée de la manifestation du reste du jardin, dont les caractéristiques seront définies par le cahier des charges techniques prévu à l'article 3 ci-dessus.

Art. 6. - Ne peuvent être organisées par des tiers sur l'Esplanade des feuillants et sur le Carré du sanglier que les activités suivantes :

- 1° Fêtes ou manifestations dont le thème sera le jardin, ses éléments, les plantes et les végétaux, la statuaire et le patrimoine ;
- 2° Fête foraine, exclusivement sur l'Esplanade des feuillants ;
- 3° Et de manière générale, les manifestations ou événements compatibles avec l'affectation du domaine et ne compromettant pas l'impérative nécessité d'en assurer la conservation.

Titre III : Dispositions finales

Art. 7. - Le non-respect de l'une des dispositions de la présente décision entraîne, le cas échéant, le retrait immédiat et sans indemnité de l'autorisation et emporte, s'il y a lieu, la résiliation, aux torts exclusifs de l'occupant domanial, du contrat portant occupation du domaine.

Art. 8. - Le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication et entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2006.

Fait à Paris, le 13 septembre 2005.

Le président-directeur de l'établissement public
du musée du Louvre,
Henri Loyrette

(Les plans annexés sont consultables auprès de l'établissement public du musée du Louvre)

Règlement de visite des Galeries nationales du Grand-Palais.

Art. 1. - Le présent règlement est applicable aux visiteurs des Galeries nationales du Grand-Palais, établissement géré par la Réunion des musées nationaux ainsi que, sans préjudice des dispositions particulières qui peuvent leur être notifiées :

1) aux personnes ou groupements autorisés à utiliser certains locaux pour des réunions, réceptions, conférences, films ou cérémonies diverses.

2) à toute personne étrangère au service, présente dans l'établissement pour des motifs professionnels.

Titre 1 : Accès des Galeries nationales du Grand-Palais

Art. 2. - Sous réserve des dispositions de l'article 42 ci-dessous, les Galeries nationales du Grand-Palais sont ouvertes tous les jours sauf le mardi et certaines fêtes légales fixées par la RMN, selon les horaires suivants : de 10 h jusqu'à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h.

Art. 3. - Le conseil d'administration de la RMN fixe le montant du droit d'entrée et les conditions dans lesquelles certains visiteurs peuvent bénéficier de la gratuité ou d'une réduction de tarif.

Ces informations sont affichées près des caisses et disponibles aux comptoirs d'information.

Art. 4. - L'entrée et la circulation dans les espaces d'exposition pendant les heures d'ouverture au public sont subordonnées à la possession d'un titre d'accès en cours de validité :

- billet délivré par une caisse des Galeries nationales du Grand-Palais ou par un revendeur habilité,
- carte Sésame,
- titre justifiant de la gratuité,
- laissez-passer établi par une autorité habilitée,
- badge permanent ou temporaire délivré par les Galeries nationales du Grand-Palais ou une autorité habilitée.

Les visiteurs ne doivent pas se dessaisir de ce titre, sa présentation pouvant leur être demandée à tout moment.

Art. 5. - Les fauteuils roulants sont admis dans les salles d'exposition. Ne sont pas admis les landaus, les poussettes pour enfants, les porte-bébés dorsaux avec armature métallique non protégée.

Les usagers de fauteuils roulants doivent utiliser les ascenseurs ou les monte-charges en compagnie d'un accompagnateur, l'usage des escalators étant prohibé.

L'établissement décline toute responsabilité pour les dommages causés à des tiers par ces véhicules ou causés par leurs occupants. Par ailleurs, des visites hors présence du grand public sont possibles et peuvent être organisées sur demande pour les visiteurs à mobilité réduite.

Art. 6. - Il est interdit d'introduire dans l'établissement des objets qui, par leur destination ou leurs caractéristiques, présentent un risque pour la sécurité des personnes, des œuvres ou du bâtiment, et notamment :

- des armes et munitions,
- des substances explosives, inflammables ou volatiles,
- des objets dangereux, nauséabonds, excessivement lourds ou encombrants,
- des œuvres d'art et objets d'antiquité,
- des animaux, à l'exception des chiens accompagnant les visiteurs non-voyants (qui doivent préalablement aviser l'administration des GNGP).

Art. 7. - Pour des motifs de sécurité, le personnel peut être amené à demander aux visiteurs d'ouvrir sacs ou paquets et d'en présenter le contenu à l'entrée ou à la sortie, comme en tout endroit de l'établissement.

Art. 8. - Le refus de déférer aux dispositions des articles 6 et 7 ci-dessus entraîne l'interdiction d'accès ou l'éviction immédiate de l'établissement.

Art. 9. - La vente des billets est suspendue 45 minutes avant la fermeture des Galeries nationales du Grand-Palais, soit à 19 h 15 tous les jours sauf le mardi et à 21 h 15 le mercredi. Les mesures d'évacuation des salles commencent environ 15 minutes avant la fermeture.

Titre 2 : Vestiaire

Art. 10. - Un vestiaire est mis gratuitement à la disposition des visiteurs pour y déposer, en échange d'une contremarque, vêtements, bagages, et autres objets dans les conditions et sous les réserves visées à l'article 11. Des fauteuils roulants et des porte-bébés sont mis à la disposition du public en échange d'une pièce d'identité.

Art. 11. - L'accès aux salles d'exposition aux heures d'ouverture au public est subordonné au dépôt obligatoire :

- des chaises pliantes à l'exception des cannes-sièges,
- des cannes dont le bout n'est pas protégé ; toutefois les béquilles et les cannes munies d'un embout sont autorisées pour les personnes âgées ou à mobilité réduite,

- des parapluies sauf s'ils peuvent être contenus pliés dans un vêtement ou un sac à main et sauf si, munis d'un embout, ils sont utilisés par des personnes âgées ou à mobilité réduite,
- de tous les objets pointus, tranchants ou contondants,
- des porte-bébés dorsaux à armature métallique,
- des valises, serviettes, sacs à provisions et autres sacs, à l'exception des pochettes et petits sacs à dos tenant lieu de sac à main et à la condition qu'ils soient portés à la main,
- des bagages, sacs à dos et paquets d'une dimension ajoutée (longueur + largeur + profondeur) supérieure à 115 cm,
- des reproductions d'œuvres d'art et moulages,
- des instruments de musique,
- des matériels, photographiques, cinématographiques, audiovisuels, informatiques et de téléphonie (éteints),
- des aliments et boissons s'ils sont emballés (les aliments non emballés ne sont autorisés ni dans les salles, ni au vestiaire),
- des sacs en papier ou en plastique non transparent et non ignifugé (ils pourront être échangés contre des sacs des Galeries nationales du Grand-Palais).

Art. 12. - Les préposés reçoivent les dépôts dans la limite des capacités du vestiaire ; ils peuvent refuser des objets dont la présence ne leur paraît pas compatible avec la sécurité ou la bonne tenue de l'établissement.

Art. 13. - Ne doivent pas être déposés au vestiaire :

- les sommes d'argent, les titres et les papiers d'identité,
- les chéquiers et les cartes de crédits,
- les objets de valeur, à l'exception de ceux déposés contre une décharge de responsabilité.

Les dépôts effectués en méconnaissance du présent article se feraient aux risques et périls du déposant.

Art. 14. - En cas de perte, vol ou dégradation d'un objet déposé au vestiaire en application des articles 10 et 11, il est alloué au déposant un dédommagement conformément aux règles établies par le conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux. La direction de l'établissement décline toute responsabilité pour les vols d'objets non déposés au vestiaire.

Art. 15. - Tout dépôt au vestiaire doit être retiré le jour même avant la fermeture de l'établissement. Les objets non retirés à la fermeture sont considérés comme des objets trouvés.

Art. 16. - Les objets trouvés dans l'établissement, qu'ils soient non retirés avant la fermeture de l'établissement ou trouvés dans les salles, sont versés aux comptoirs d'accueil où ils sont entreposés aux GNGP pendant une durée maximale de un mois. Après ce délai, ils sont transférés à la préfecture de police - service des objets trouvés - 36, rue des Morillons - 75015 Paris.

Art. 17. - Les denrées périssables et objets sans valeur sont détruits chaque soir, après la fermeture. Les bagages ou colis fermés, abandonnés dans l'établissement hors du vestiaire et paraissant présenter un danger pour la sécurité de l'établissement pourront être détruits sans délai ni préavis par les services compétents.

Titre 3 : Comportement général des visiteurs

Art. 18. - Une parfaite correction notamment dans les tenues vestimentaires (pas de torse nu, ni de pieds nus...) est exigée de toute personne présente dans l'établissement.

Art. 19. - Il est interdit d'effectuer toute action portant atteinte à la sécurité des œuvres et aux bonnes conditions de visite et notamment :

- de toucher aux œuvres et au décor,
- de franchir les barrières et dispositifs destinés à contenir le public,
- d'examiner les œuvres à la loupe,
- d'utiliser des aides visuelles telles que jumelles, longue vue monoculaire, etc.,
- de porter un enfant sur ses épaules,
- d'effectuer des transactions financières dans l'enceinte de l'établissement hors caisses, comptoirs et espaces commerciaux,
- de s'appuyer sur les vitrines, les socles et autres éléments de présentation,
- d'apposer des graffitis, inscriptions, marques ou salissures en tout endroit de l'établissement,
- de se livrer à des courses, bousculades, glissades ou escalades,
- de fumer,
- de manger ou de boire en dehors de la cafétéria,
- de jeter à terre des papiers ou détritrus, de jeter ou coller de la gomme à mâcher,
- de gêner les autres visiteurs par toute manifestation bruyante notamment par l'écoute d'appareils à transistor et l'utilisation d'appareils téléphoniques portables,
- d'abandonner, même quelques instants, des objets personnels,

- de s'allonger sur les banquettes ou par terre,
- de manipuler sans motif un boîtier d'alarme incendie ou des moyens de secours (extincteur, robinet d'incendie armé, colonne humide, etc.),
- de procéder à des quêtes dans l'enceinte de l'établissement et devant les différents accès ainsi que de s'y livrer à tout commerce, publicité, propagande ou racolage,
- de gêner la circulation des visiteurs et d'entraver les passages et issues notamment en s'asseyant sur les marches des escaliers.

Les interdictions portées aux points 1 à 4 du présent article peuvent faire l'objet de dérogations individuellement consenties par l'administrateur des GNGP, notamment en faveur des personnes non-voyantes ou mal-voyantes.

Art. 20. - Les visiteurs sont tenus de déférer aux injonctions qui leur sont adressées par le personnel des Galeries nationales du Grand-Palais pour des motifs de service. La méconnaissance des prescriptions du présent règlement expose le contrevenant à l'expulsion de l'établissement et le cas échéant, à des poursuites judiciaires.

Art. 21. - Un registre est à la disposition des visiteurs aux comptoirs d'information, pour qu'ils puissent librement y exprimer leurs commentaires.

Titre 4 : Dispositions relatives aux groupes

Art. 22. - Les visites de groupe ne sont admises qu'après inscription et confirmation préalable au comptoir d'accueil des groupes. Elles se font sous la conduite d'un des responsables désigné ci-après :

- les commissaires d'expositions,
- les conservateurs des musées nationaux, classés ou contrôlés, ainsi que tout conservateur de musée titulaire d'une carte professionnelle délivrée ou reconnue par le ministère de la culture et de la communication,
- dans le cadre de leurs fonctions, les chargés de mission et les conférenciers des musées nationaux,
- les conférenciers nationaux titulaires de la carte professionnelle de conférencier national,
- les guides-interprètes titulaires de la carte professionnelle de guide, ainsi que les guides auxiliaires porteurs d'une autorisation préfectorale en cours de validité,
- les membres de l'enseignement conduisant leurs élèves,
- les personnes individuellement autorisées par l'administrateur général de la RMN.

Le responsable de groupe s'engage à faire respecter l'ensemble du présent règlement et la discipline du groupe. Pour les groupes scolaires, il est exigé un accompagnateur pour 8 élèves (pour les classes des écoles maternelles jusqu'à la 6^e) et un accompagnateur pour 15 élèves (au-delà de la 6^e). L'effectif de chaque groupe ne peut excéder trente personnes. En cas de constitution de groupe non autorisé, les agents chargés de la surveillance invitent ces visiteurs à se disperser.

Art. 23. - Lors de certaines expositions, il est proposé aux groupes de visiteurs des conférences accompagnées de projections de diapositives dans les salles prévues à cet effet. À l'issue de ces conférences, les personnes composant le groupe peuvent visiter l'exposition individuellement, sur présentation d'un titre d'accès en cours de validité.

Art. 24. - Les groupes doivent obligatoirement réserver un horaire de visite. Aucune visite de groupe ne sera autorisée dans les Galeries nationales du Grand-Palais le dimanche. L'admission des groupes dans les salles d'exposition se fait sur présentation au contrôle d'un badge d'autorisation de visite pour l'ensemble du groupe et d'un titre de droit d'entrée pour chaque membre du groupe.

Art. 24 bis. - Les groupes et leur guide sont dans l'obligation d'être équipés d'un système d'audiophone fourni par les Galeries nationales du Grand-Palais.

Art. 25. - Les visiteurs en groupe ne doivent en aucun cas gêner les autres visiteurs. Chaque membre du groupe demeure à proximité du responsable.

Art. 26. - L'administrateur des GNGP peut à tout moment restreindre les conditions habituelles d'accès de visite des groupes en fonction notamment de l'importance de la fréquentation de l'exposition présentée.

Art. 27. - Le non respect des articles du titre 4 expose le contrevenant à l'interdiction de réserver à nouveau une visite en groupe.

Titre 5 : Prises de vue, enregistrements, copies, enquêtes

Art. 28. - Toutes les prises de vues sont interdites dans les salles d'exposition pendant les heures d'ouverture au public.

Art. 29. - Les tournages de films, prises de vues et enregistrements d'émissions radiophoniques et de télévision ne peuvent se faire qu'en dehors des heures d'ouverture ; ils sont soumis à une réglementation particulière fixée par le conseil d'administration de la

Réunion des musées nationaux et nécessitent une autorisation de l'administrateur des GNGP. Le paiement des taxes correspondantes, sera perçu avant le tournage des films et prises de vues.

Art. 30. - Les journalistes peuvent être autorisés par la Réunion des musées nationaux à photographier certaines œuvres. La liste des œuvres interdites est transmise aux journalistes qui en font la demande.

Art. 31. - Les installations et équipements techniques ne peuvent être ni photographiés, ni filmés, ni enregistrés.

Art. 32. - Tout enregistrement ou prise de vues dont le personnel pourrait faire l'objet nécessite, outre l'autorisation de l'administrateur des GNGP, l'accord des intéressés.

Art. 33. - L'exécution des copies d'œuvres présentées dans les salles d'exposition est interdite.

Art. 34. - Toute enquête, tout sondage d'opinion auprès des visiteurs doivent être soumis à une autorisation préalable des services compétents de la Réunion des musées nationaux.

Titre 6 : Sécurité des personnes, des œuvres et du bâtiment

Art. 35. - Les visiteurs s'abstiennent de tout acte susceptible de menacer la sécurité des personnes et des biens. Tout accident, malaise d'une personne ou événement anormal sont immédiatement signalés à un agent de surveillance.

Art. 36. - En cas d'accident ou de malaise, les victimes sont traitées conformément aux règlements en vigueur à la brigade des sapeurs pompiers de Paris ; il est interdit de déplacer le malade ou l'accidenté, de le faire boire ou de lui administrer un médicament quelconque avant l'arrivée des secours. Si parmi les visiteurs un médecin, un infirmier ou un secouriste sur justification de sa qualité intervient, il demeure auprès du malade ou de l'accidenté jusqu'à son évacuation ; il est invité à laisser son nom et son adresse à l'agent de surveillance présent sur les lieux.

Art. 37. - En présence d'un début d'incendie, le plus grand calme doit être observé. Si l'évacuation du bâtiment est nécessaire, il y est procédé dans l'ordre et la discipline sous la conduite du personnel, conformément aux consignes reçues par ce dernier.

Art. 38. - En cas d'accident ou de dommage matériel, un constat est établi par les agents des Galeries nationales du Grand-Palais qui en ont été témoins. Pour être instruite, toute déclaration ou demande de réparation devra être adressée par écrit à l'administrateur des GNGP accompagnée de tous justificatifs nécessaires à l'évaluation du dommage.

Art. 39. - Tout enfant égaré est confié à un agent de surveillance qui le conduit au comptoir d'information.

Art. 40. - Sauf cas de force majeure, aucune œuvre exposée ne peut être enlevée ou déplacée en présence du public pendant les heures d'ouverture des Galeries nationales du Grand-Palais. Tout visiteur qui serait témoin de l'enlèvement d'une œuvre est habilité à donner l'alerte et à intervenir spontanément. Conformément à l'article 223-6 (omission de porter secours) du code pénal, chacun est tenu de prêter main-forte au personnel des Galeries nationales du Grand-Palais lorsque le concours des visiteurs est requis.

Art. 41. - En cas de tentative de vol dans les salles d'exposition, des dispositions d'alerte sont prises, comportant notamment la fermeture des accès et le contrôle des sorties.

Art. 42. - En cas d'affluence excessive, de troubles, de grèves et de toute situation de nature à compromettre la sécurité des personnes ou des biens, il peut être procédé à la fermeture des Galeries nationales du Grand-Palais à tout moment de la journée ou à la modification des horaires d'ouverture. L'administrateur des GNGP prend toute mesure imposée par les circonstances.

Art. 43. - Le présent règlement est porté à la connaissance du public par tous les moyens appropriés.

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 18,29€ = pour l'année

Date et signature (3).

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication est à envoyer au ministère de la culture et de la communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, **Madame Christine Sosson**, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.